

PARTIE MATIÈRES

A

ABANDON DE FAMILLE. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi du 7 février 1924, modifiée par celle du 3 avril 1928, sur l'abandon de famille (N° 561, année 1931). — Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

ACADEMIE FRANÇAISE (Tricentenaire). — Voir LÉGION D'HONNEUR, 3.

ACCIDENTS CAUSES PAR LES VEHICULES AUTOMOBILES (Comité consultatif des assurances). — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

ACCIDENTS AUX PASSAGES A NIVEAU. — Voir INTERPELLATIONS, 8.

ACCIDENTS DU TRAVAIL (Responsabilités des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — Voir Table de 1928, p. 9; années 1930 et 1932. — M. Chauveau dépose un rapport supplémentaire, N° 363 [28 mars], p. 489.

ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FRANCE ET L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES — Voir CONVENTIONS, 6.

ACCORDS.

— de Nankin, Voir CONVENTIONS, 24.

— de Naples, Voir CONVENTIONS, 14.

ACCORDS PROFESSIONNELS EN PERIODE DE CRISE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fixant les conditions dans lesquelles des accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en période de crise. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 495 [7 mars], p. 243. Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [12 mars], p. 256. — Renvoi, pour avis à la Commission des douanes [22 mars], p. 363. — M. Paul Laffont dépose le rapport N° 554 [28 juin], p. 770.

ACTIONNAIRES (Droit préférentiel de souscription). — Voir SOCIÉTÉS, 2.

ADJUDANTS MAITRES - OUVRIERS DE L'ETAT. — Voir ARMÉE, 11.

ADMINISTRATEURS ET GERANTS DE SOCIÉTÉS. — Voir SOCIÉTÉS, 1, 5.

ADMISSION EN FRANCHISE DE DENREES ORIGINAIRES DES COLONIES. — Voir DOUANES, 81.

ADMISSION TEMPORAIRE. — Voir BLÉ, 1. — DOUANES, 2, 3.

ADULTERE. — Voir CODE PÉNAL, 6.

AERONAUTIQUE. — Aéronautique maritime. — Autorisation d'engagement (art. 100). — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement (art. 103). — Crédits d'engagement pour études et expériences aéronautiques (art. 104). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 105). — Fixation du nombre maximum des officiers de réserve à admettre en 1936 en situation d'activité (art. 106). — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la marine et des colonies certains crédits inscrits au budget de l'air (art. 107). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 11, 12.)

AFFICHAGE ELECTORAL. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguste Mounié tendant à modifier la loi du 20 mars 1914, réglementant l'affichage électoral. Renvoi à la commission de l'administration, N° 275 [15 mars], p. 301.

AFFICHAGE ET ENSEIGNES (Protection des monuments et des sites). — Dépôt d'un projet de loi tendant à protéger les monuments historiques ou artistiques et les paysages contre les abus de l'affichage et le développement excessif des enseignes. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 497 [21 juin], p. 668.

AFRIQUE. — Voir CONVENTIONS, 20, 25.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et du budget de

l'Afrique occidentale française aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 35). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 6.)

Voir COLONIES, 11.

AGENTS DES CHEMINS DE FER. — Voir RETRAITES, 1, 2.

AGRICULTEURS DU PAS-DE-CALAIS. — Proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs du Pas-de-Calais éprouvés par l'invasion des mulots et des campagnols. Voir Table de 1928, p. 23. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

AGRICULTURE FRANÇAISE. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Maurice Viollette, Jacques Benoist et Jean Valadier tendant à organiser l'agriculture française et à lui remettre le soin de contingerter et de régler la production, la transformation et la consommation de ses produits et notamment du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 438 [4 juin], p. 598.

AIDE AUX VICTIMES DES TEMPETES DE DECEMBRE 1929. — Voir RÉSOLUTIONS, 38.

ALGERIE.

1 — **Budget de 1935.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 29 décembre 1934 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 372 [28 mars], p. 506. — M. Jules Hayaux dépose et lit le rapport, N° 377. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 511. — Promulgation: Loi du 4 avril 1935 (J. O. du 6 avril, p. 3922).

2 — **Budget de 1936.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 684. M. Henri Laudier dépose et lit le rapport, N° 685. Demande de discussion im-

médiante. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Roux-Freissineng, Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*; Paganon, *Ministre de l'Intérieur*. Articles 1^{er} à 27: adoption. Art. 27: Amendement de M. Roux-Freissineng: MM. Roux-Freissineng, Henri Laudier, *Rapporteur*; Paganon, *Ministre de l'Intérieur*; Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 28 à 33 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 110. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1935 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 100).

3 — **Cour d'appel d'Alger (greffiers).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de onze postes de greffier dans le ressort de la cour d'appel d'Alger. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 64. — M. Delthil dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 154 [28 février], p. 196. — M. André Lebert dépose, au nom de la Commission des finances, un avis N° 400 [2 avril], p. 546. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 juin], p. 623. — Promulgation: Loi du 19 juin 1935 (*J. O.* du 22 juin, p. 6650).

4 — **Cour d'assises. — Jury criminel.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 3, paragraphes 6 et 7, de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'Algérie, N° 293 [21 mars], p. 338.

5 — **Accession des indigènes à la qualité de Français.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cuttoli sur l'accession des indigènes d'Algérie à la qualité de Français. Renvoi à la Commission de l'Algérie, N° 468 [13 juin], p. 622.

6 — **Direction des services de la justice et de l'instruction publique.** — Dépôt par M. Roux-Freissineng d'une proposition de loi tendant à enlever au gouverneur général de l'Algérie la direction des services de la justice et de l'instruction publique. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 595 [28 novembre], p. 835. Renvoi à la Commission de l'Algérie [5 décembre], p. 867.

7 — **Taux du loyer de l'argent.** — Dépôt par M. Roux-Freissineng d'une proposition de loi tendant à fixer le taux conventionnel du loyer de l'argent en Algérie. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 596 [28 novembre], p. 835. Renvoi à la Commission de l'Algérie [5 décembre], p. 867.

Voir DOUANES, 80. — INTERPELLATIONS, 1, 14. — MARINE MARCHANDE, 2.

ALLOCATION AUX ANCIENS TRAVAILLEURS NON ASSURES SOCIAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant une allocation aux anciens travailleurs privés du bénéfice des assurances sociales et âgé de moins de soixante-dix ans. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 392 [30 mars], p. 536. — M. Dauthy dépose le rapport N° 569 [28 juin], p. 803.

ALLOCATIONS. — Voir RÉSOLUTIONS, 40.

ALLOCUTIONS. — De: M. Damecour, *Président d'âge*, en prenant place au fauteuil, N° 1 [8 janvier], p. 1. — M. Jules Jeanne-ney, *Président du Sénat*, en prenant place

au fauteuil, N° 2 [15 janvier], p. 14. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Fernand David, *Sénateur de la Haute-Savoie* [24 janvier], p. 26. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Chopin, *Sénateur de Saône-et-Loire* [29 janvier], p. 50. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Poi-Chevalier, *Sénateur de la Meuse* [12 février], p. 114. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Gégauff, *Sénateur du Haut-Rhin* [19 février], p. 148. — M. le Président (Décès de M. Pieyre, *Sénateur du Jura*) [12 mars], p. 254. — M. le Président (Décès de M. Amiard, *Sénateur de Seine-et-Oise*) [8 juin], p. 610. — M. le Président (Décès de M. Marcombes, *Ministre de l'Éducation nationale*) [13 juin], p. 619. — M. le Président (Décès de M. Fayolle, *Sénateur de la Haute-Loire*) [20 juin], p. 652. — M. le Président (Décès de MM. de Moustiers, *Sénateur du Doubs*; Vallier, *Sénateur de l'Isère*; Messimy, *Sénateur de l'Ain*; Hayez, *Sénateur du Nord*; Philippoteaux, *Sénateur des Ardennes*, et Henry de Jouvanel, *Sénateur de la Corrèze* [28 novembre], p. 832.

ALSACE ET LORRAINE. — Reclassement des fonctionnaires détachés à la direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (art. 60) (Loi de finances du 31 décembre 1935. *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

AMANDES DOUCES. — Voir DOUANES, 3.

ANANAS. — Voir DOUANES, 45.

ANCIENS COMBATTANTS (Voyage aux Etats-Unis). — Voir CRÉDITS, 8.

ANIMAUX DOMESTIQUES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à augmenter la protection due aux animaux domestiques. Renvoi à la Commission de législation, N° 663 [27 décembre], p. 1005.

ANIMAUX VIVANTS. — Voir DOUANES, 18, 64.

ANTILLES. — Voir COLONIES, 1, 9.

APPAREILS ELECTRIQUES EN MATIERE MOULEE. — Voir DOUANES, 35.

APPELLATIONS D'ORIGINE VINICOLE.

1 — **Vins de Bourgogne.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger les appellations d'origine des vins récoltés en Bourgogne délimitée. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 288 [20 mars], p. 318. — M. Borgeot dépose le rapport N° 307 [22 mars], p. 374. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observation de M. Chauveau. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 mars], p. 458. — Promulgation: Loi du 6 avril 1935 (*J. O.* des 8 et 9 avril, p. 3981).

2 — **Protection.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capus sur la protection des appellations d'origine vinicole. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 305 [22 mars], p. 374.

3 — **Vins du Rhin et de la Moselle.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger les appellations d'origine des vins récoltés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 374 [28 mars], p. 506. — M. Borgeot dépose et lit le rapport N° 417. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Mau-

ger et Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [2 avril], p. 569. — Promulgation: Loi du 30 avril 1935 (*J. O.* du 2 mai, p. 4754).

4 — **Pineau des Charentes.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à rendre les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 applicables au pineau des Charentes. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 412 [2 avril], p. 554. — M. Delhoume dépose le rapport N° 472 [18 juin], p. 636. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations de MM. François-Saint-Maur, Delhoume, *Rapporteur*; Chapsal. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [27 juin], p. 733. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1935 (*J. O.* du 7 juillet, p. 7250).

ARDECHE. — Voir RÉSOLUTIONS, 44.

ARDOISIERS. — Voir ORPHELINS.

ARMEE.

1 — **Ecole polytechnique (Avancement).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation aux dispositions de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée en ce qui concerne les conditions de nomination aux grades de sous-lieutenant et de lieutenant de certains élèves de l'école polytechnique admis à cette école en 1932. Voir Table de 1934, p. 45. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 février], p. 158. — Promulgation: Loi du 4 avril 1935 (*J. O.* du 7 avril, p. 3946).

2 — **Officiers de complément.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 22 novembre 1917 relative à l'ancienneté de grade des officiers de complément admis dans l'armée active antérieurement à la loi du 21 décembre 1916. Voir Table de 1927, p. 50. Vote de la question préalable [7 mars], p. 245.

3. — **Statut des sous-officiers de carrière.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les dispositions des articles 1^{er}, 2, 7, 16 et 21 de la loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers de carrière de l'armée. Renvoi à la Commission de l'Armée, N° 127 [21 février], p. 167. — M. Bénazet dépose le rapport N° 280 [15 mars], p. 303. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles. Observations de MM. Mauger et Paul Bénazet, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 mars], p. 388. — Promulgation: Loi du 30 mars 1935 (*J. O.* du 3 avril, p. 3802).

4. — **Troupes de forteresse du Nord-Est.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant la date d'incorporation dans les troupes de forteresse du Nord-Est. Renvoi à la Commission de l'Armée, N° 526 [25 juin], p. 701. — M. le Général Bourgeois dépose et lit le rapport N° 529. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Fabry, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 juin], p. 702. — Promulgation: Loi du 29 juin 1935 (*J. O.* des 1^{er} et 2 juillet, p. 6986).

5. — **Recrutement.** — Articles 49 et 105 de la loi du 31 mars 1928. — Dépôt d'un projet de loi portant modification aux

articles 49 et 105 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 110 [21 février], p. 156. — M. Paul Bénazet dépose le rapport N° 326 [26 mars], p. 388. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 458.

6. — **Recrutement. — Articles 33 et 36 de la loi du 31 mars 1928.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 33 et de modifier celles de l'art. 36 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée. Voir Table 1934, p. 45. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 janvier], p. 75. — Promulgation: Loi du 1^{er} février 1935 (*J. O.* du 3 février, p. 1378).

7 — **Recrutement. — Article 30 de la loi du 31 mars 1928.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Voir Table de 1934, p. 45. — Retrait de l'ordre du jour de la première délibération [31 janvier], p. 75. — Retrait du projet de loi [5 février], p. 86.

8 — **Recrutement des militaires servant par contrats.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux mesures destinées à faciliter le recrutement des militaires servant par contrats. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 59 [31 janvier], p. 82. — M. Paul Bénazet dépose et lit le rapport N° 79 [7 février], p. 95. — M. Emile Sari dépose l'avis de la Commission des finances, N° 125 [21 février], p. 167. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. le Comte de Blois, le Général Maurin, *Ministre de la Guerre*; Emile Sari, *Rapporteur de la Commission des finances*. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: MM. Mauger et le Général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Art. 4 et 5 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 février], p. 174. — Promulgation: Loi du 27 février 1935 (*J. O.* du 1^{er} mars, p. 2514).

9 — **Recrutement. — Officiers des services de l'intendance et d'état-major.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recrutement des sous-lieutenants d'administration des services de l'intendance et de santé et des officiers du cadre spécial du service d'état-major. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 525 [25 juin], p. 701. — M. Taurines dépose le rapport N° 545 [27 juin], p. 732. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 779. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1935 (*J. O.* du 5 juillet, p. 7162).

10 — **Maîtres selliers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre l'admission des maîtres selliers des corps de troupe métropolitains dans le cadre des adjudants-chefs et adjudants maîtres ouvriers d'Etat. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 200 [7 mars], p. 243. — M. Mauger dépose le rapport, N° 618 [12 décembre], p. 876.

11 — **Instruction professionnelle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 relatif à l'instruction professionnelle dans l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 493 [21 juin], p. 668. — M. de La Grandière dépose le rapport N° 620 [12 décembre], p. 876.

12 — **Pécule.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'attribution du pécule. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 673 [31 décembre], p. 1095.

13 — **Loi de finances.** — Convocation des réservistes en 1936 (art. 62 et 63). — Fixation, pour l'année 1936, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 (art. 86). — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisations d'engagement (art. 87). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage (art. 89). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 90). — Répartition par décrets des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 91). — Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies (art. 113). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9 10, 11, 12).

14 — **Primes d'engagement et de rengagement.** — Voir CRÉDITS, 6.

15 — **Augmentation de la durée du service militaire.** — Voir INTERPELLATIONS, 5.

16 — **Pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs.** — Voir PENSIONS, 1.

17 — **Suppléments d'effectifs.** — Voir CRÉDITS, 13.

ARMÉE DE L'AIR.

1 — **Statut du personnel des cadres actifs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances, N° 403 [2 avril], p. 545.

2 — **Cadres et effectifs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux cadres et effectifs de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances, N° 404 [2 avril], p. 545.

3 — **Recrutement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le recrutement de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances, N° 405. Observations de MM. le Général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [2 avril], p. 545.

M. Mahieu dépose et lit le rapport collectif N° 415. Demande de discussion immédiate. Discussion de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. le Général Hirschauer, N° 416. — Discussion générale: MM. le Général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*; le Général Denain, *Ministre de l'Air*. — 1^{er} projet de loi (statut du personnel des cadres actifs de l'armée

de l'air): Art. 1^{er} à 5: adoption. — Art. 6: M. Albert Mahieu, *Rapporteur*. Adoption. Art. 7: adoption. — Art. 8: Disposition additionnelle proposée par M. Le Moignic: MM. Le Moignic, le Général Denain, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 9: Amendement de M. Le Moignic: MM. Le Moignic, le Général Denain, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 10 à 38: adoption. — Art. 39: MM. Albert Mahieu, *Rapporteur*; le Général Denain, *Ministre de l'Air*. Adoption. Art. 40 à 54: adoption. — Art. 55: M. Albert Mahieu, *Rapporteur*. Adoption. — Art. 56: adoption. — Art. 57: Amendement de M. Le Moignic: MM. Le Moignic, le Général Denain, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption de l'article. — Art. 58 à 60 et dernier. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi. — 2^e projet de loi (cadres et effectifs de l'armée de l'air): adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. — 3^e projet de loi (recrutement de l'armée de l'air): adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 557. — Promulgation: Loi du 9 avril 1935 (*Statut du personnel*); Loi du 10 avril 1935 (*Cadres et effectifs*); Loi du 11 avril 1935 (*Recrutement*) (*J. O.* du 13 avril, p. 4154, 4159, 4160).

4 — **Défense aérienne (Programme de travaux).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un programme de travaux concernant la défense aérienne. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'air. N° 658 [27 décembre], p. 979. — M. le général Hirschauer dépose et lit le rapport de la Commission des finances, N° 680. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'air par M. le général Bourgeois, N° 681. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1106. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1935 (*J. O.* du 9 janvier, p. 386).

Voir CRÉDITS, 13. — DÉCORATIONS.

ARMES PROHIBÉES (Port d'). — Voir LIGUES.

ARRANGEMENT COMMERCIAL ENTRE LA FRANCE ET LA SUÈDE. — Voir CONVENTIONS, 12.

ART DENTAIRE. — Voir MÉDECINE, 2.

ARTICLES DE PÊCHE. — Voir DOUANES, 41.

ARTISANS (Frais de chambres et de bourses de commerce. — Départements recouverts). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à exonérer certains artisans, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, du paiement de la contribution spéciale pour frais de chambres et de bourses de commerce. Renvoi à la Commission des finances, N° 108 [21 février], p. 156. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 263 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 537. — Promulgation: Loi du 15 avril 1935 (*J. O.* du 17 avril, p. 4274).

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS, 19.

ASSOCIATIONS AGRICOLES (Locaux disponibles appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes. — Proposition de loi tendant à assurer aux associations agricoles qui se proposent d'améliorer la conservation et la vente du blé et, sub-

sidiairement, de ses succédanés, la location des locaux disponibles appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes. Voir Table de 1926, p. 428. Vote de la question préalable [28 février], p. 196.

ASSURANCE-ACCIDENTS (Départements recouverts). — Voir CODE DES ASSURANCES SOCIALES, 1.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE (Biens des départements et des communes). — Proposition de loi concernant l'organisation de l'assurance contre l'incendie pour les biens des départements, des communes et des établissements qui en dépendent. Voir Table de 1929, p. 63. Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

ASSURANCE CONTRE LES RISQUES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES. — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

ASSURANCE-CREDIT. — Garantie d'exportation (art. 192) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 12).

ASSURANCE OBLIGATOIRE DES PROPRIÉTAIRES D'AUTOMOBILES. — Proposition de loi de MM. Marcel Régnier et Mollard relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles contre les accidents causés aux tiers. Voir Table de 1934, p. 47. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce des conclusions du rapport de M. Leblanc [19 février], p. 150. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène des conclusions du rapport ci-dessus [21 février], p. 157. — M. Charles Meunier dépose l'avis de la Commission des travaux publics, N° 260 [12 mars], p. 256.

ASSURANCES SOCIALES.

1 — **Articles 29 et 68 de la loi du 5 avril 1928.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 29, paragraphe 5, et 68, paragraphe 6, de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 5 [15 janvier], p. 16. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [19 février], p. 148.

2 — **Article 53 de la loi du 5 avril 1928.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et compléter l'article 53 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par celle du 30 avril 1930, sur les assurances sociales. Voir Table de 1934, p. 46. — M. Chauveau dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport, N° 43 [29 janvier], p. 51. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 mars], p. 506.

3 — **Anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes.** — Projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales. Voir années 1931 et 1932. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 février], p. 86. — M. Mauger dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 172 [5 mars], p. 217. — M. Yves Tanguy dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 341 [27 mars], p. 410. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Mauger. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Edmond Cavillon, N° 582. Discussion générale: M. Mauger, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 816.

4 — **Commission arbitrale de contrôle.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 7 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, en vue d'organiser la commission arbitrale de contrôle technique en matière d'assurances sociales. Voir Table de 1934, p. 46. — M. Chauveau dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 99 [14 février], p. 136. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 avril], p. 568.

5 — **Caisse générale de garantie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant l'organisation définitive des services de la caisse générale de garantie. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 393. M. Chauveau dépose le rapport N° 395 [30 mars], p. 536. — M. Edmond Cavillon dépose l'avis de la Commission des finances N° 407 [2 avril], p. 546. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Chauveau. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observations de M. Armbruster. Discussion générale: MM. Chauveau, *Rapporteur*; Armbruster, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Henry Merlin, Jacquier, *Ministre du Travail*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Article unique. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage. Adoption [2 avril], p. 554, 568. — Promulgation: Loi du 10 avril 1935 (*J. O.* du 12 avril, p. 4093).

6 — **Article 6 de la loi du 5 avril 1928.** — 1^o Proposition de loi de MM. Daraignez, Victor Lourties et Eugène Milliès-Lacroix tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931; 2^o proposition de loi de M. Armbruster et d'un certain nombre de ses collègues tendant à la modification de l'article 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales. Voir Table de 1934, p. 46. — M. Chauveau dépose le rapport N° 209 [7 mars], p. 244.

7 — **Pensions de vieillesse et d'invalidité (Ouverture du droit aux).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant des dispositions transitoires pour l'ouverture du droit aux pensions de vieillesse et d'invalidité prévues par la loi sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 401 [2 avril], p. 545. — M. Mauger dépose le rapport N° 540 [27 juin], p. 730. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Avis de la Commission des finances, par M. Edmond Cavillon, N° 565. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Mauger, *Rapporteur*. Art. 1^{er} et 2: adoption. — Art. 3: M. Mauger, *Rapporteur*. — Art. 4 et 5 et dernier: adoption. — Sur l'ensemble: M. Chassaing. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Observations de MM. Chassaing et Henry Chéron [28 juin], p. 796. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7403).

8 — **Complément à la loi du 5 avril 1928.** — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois subséquentes. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 422 [28 mai], p. 576.

9 — **Article 64 de la loi du 5 avril 1928.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par des lois subséquentes. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 424 [28 mai], p. 577.

10 — **Application de la loi du 5 avril 1928.** — Proposition de loi tendant à reculer au 5 août 1930 l'application de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales et à interdire toute dépense non autorisée par le Parlement (N° 9, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

11 — **Loi de finances.** — Fixation du maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses régies par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (art. 108). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France (art. 109). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 12).

VOIR ALLOCATION. — CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — CONSEIL SUPÉRIEUR. — RÉSOLUTIONS, 18.

ASSURÉS SOCIAUX (Cures hydrominérales). — Voir RÉSOLUTIONS, 62.

ATTENTATS A LA PUDEUR. — Voir RÉSOLUTIONS, 30.

AUDIENCES FORAINES. — Proposition de loi tendant à l'institution d'audiences foraines au siège des tribunaux d'arrondissement supprimés (N° 193, année 1931). Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

AUTOMOBILES.

1 — **Exportation des voitures françaises.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger en 1935 le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française, institué par le décret-loi du 12 juillet 1934. Voir Table de 1934, p. 46. Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [12 février], p. 126. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 97 [14 février], p. 132. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des douanes, par M. Chapsal, N° 129. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Edmond Cavillon, James Hennessy, Germain-Martin, *Ministre des finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 février], p. 166, 167. — Promulgation: Loi du 1^{er} mars 1935 (*J. O.* du 3 mars, p. 2586).

2 — **Transport des personnes.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 93 de la Loi de finances du 13 juillet 1925, complétant l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1923, soumettant au paiement de l'impôt de 12 p. 100 le propriétaire d'automobiles transportant des personnes. Voir Table de 1926, p. 49. Vote de la question préalable [13 juin], p. 624.

3 — **Loi de finances.** — Prorogation jusqu'au 31 décembre 1936 de la loi du 1^{er} mars 1935 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1935 le décret-loi du 12 juillet 1934 (art. 16). Substitution d'une taxe unique à la taxe sur le chiffre d'affaires frappant les opérations de ventes d'automobiles (art. 25 à 27). (Loi de finances du 31 dé-

cembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4, 5).

VOIR ASSURANCE OBLIGATOIRE. — RÉSOLUTIONS, 58. — TAXE MUNICIPALE.

AVEYRON. — Voir RÉSOLUTIONS, 52.

AVOCAT (Indépendance de l'). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à sauvegarder, dans l'intérêt de la défense, l'indépendance de l'avocat à l'audience. Renvoi à la Commission de législation, N° 651 [23 décembre], p. 924.

B

BAGDAD. — Voir LÉGATIONS, 2.

BAGUETTES ET BANDETTES EN CUIR ET PEAUSSERIE. — Voir DOUANES, 36.

BAIL (Renouvellement. — Indemnité à fin de). — Proposition de loi tendant à régler les rapports entre propriétaires et fermiers ou métayers relativement au renouvellement du bail et tendant à fixer les conditions d'attribution d'une indemnité à fin de bail. Voir Table de 1927, p. 79. Vote de la question préalable [5 mars], p. 217.

BANQUE DE L'INDOCHINE. — Voir CONVENTIONS, 26.

BANQUEROUTE. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

LOUIS BARTHOU, ancien Ministre des Affaires étrangères. — Communication d'un témoignage de sympathie de la Chambre Haute de Hongrie à l'occasion du décès de Louis Barthou, ancien Ministre des Affaires étrangères [29 janvier], p. 50.

BAS DE SOIE ARTIFICIELLE ET DE COTON. — Voir DOUANES, 9.

BATEAUX DE PÊCHE (Vieux — Francisation). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'entrée en France des vieux bateaux de pêche. Voir Table de 1934, p. 47. — M. Tissier dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 276 [15 mars], p. 302. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [22 mars], p. 363. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1935 (*J. O.* du 7 juillet, p. 7250).

BAUX COMMERCIAUX. — Voir FONDS DE COMMERCE.

BAUX A FERME (Réduction des prix des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier la loi du 8 avril 1933 autorisant, au profit du fermier, la réduction du prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 287 [20 mars], p. 318. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport collectif N° 449 [5 juin], p. 603. — M. Neuville dépose l'avis de la Commission de l'agriculture N° 479 [18 juin], p. 647. — Ajournement de la 1^{re} délibération [20 juin], p. 664. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur de la Commission de législation*; Neuville, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Art. 1^{er}: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendements: 1^o de M. Neuville et plusieurs de ses collègues;

2^o de M. Abel Lefèvre: MM. Neuville, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Abel Lefèvre, Maurice Viollette, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Hervey, François-Saint-Maur, Léon Bérard, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*; Damecour. — Adoption, au scrutin, de la première partie de l'amendement de M. Abel Lefèvre. Amendement de M. Desjardins: MM. Desjardins, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. 2^e partie de l'amendement de M. Abel Lefèvre: MM. Neuville, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Chaumié: MM. Chaumié, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Desjardins, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'alinéa et de l'ensemble de l'article 1^{er} modifié. — Art. 2: nouvelle rédaction de la Commission: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Amendement de M. Neuville et plusieurs de ses collègues: MM. Neuville, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Léon Bérard, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Rejet. Adoption de l'article. Art. nouveau 2 bis, proposé par M. Le Bail et plusieurs de ses collègues: MM. Guillemot, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. — Art. 3: adoption. — Art. 4: amendement de M. Abel Gardey: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Léon Bérard, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*; Maurice Viollette, François-Saint-Maur. Adoption (devenant l'article 4). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. — Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 avril 1933, autorisant, au profit du fermier, la réduction du prix des baux à ferme. » [21 juin], p. 671. — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 8 avril 1933 autorisant, au profit du fermier, la réduction du prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 552 (Urgence déclarée) [28 juin], p. 570. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport N° 561. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Neuville, N° 562. Art. 1^{er}: MM. le Comte Louis de Blois, James Hennessy. Amendement de M. Neuville: MM. James Hennessy, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: Amendement de M. Neuville: MM. Neuville, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Art. 3: MM. le Comte Louis de Blois, Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 792. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée à nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 6 avril 1933 autorisant, au profit du fermier, la réduction du prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 581 (Urgence déclarée) [28 juin], p. 815. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport, N° 584. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion

de l'article modifié par la Chambre des Députés. — Art. 2. — Adoption, au scrutin. — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 818. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1935 (*J. O.* du 3 juillet, p. 7026).

BAUX A LOYER (Immeubles ou locaux à usages commercial ou industriel (Propriété commerciale)). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier, en ce qui concerne le droit de reprise, l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 27 mars 1928 et 13 juillet 1933, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usages commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 255 [12 mars], p. 255. — M. Lefas dépose le rapport, N° 455 [7 juin], p. 607.

BAUX A LONGUE DUREE (Revision des prix).

1^o Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 6 juillet 1925 autorisant la revision des prix des baux à longue durée (N° 309, année 1927). Voir Table de 1927, p. 85. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

2^o Proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 6 juillet 1925 autorisant la revision des baux à longue durée (N° 109, année 1933). Voir Table de 1933, p. 44. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

BAUX RURAUX. — Voir BAUX A FERME. — CODE CIVIL, 2.

BENEFICES DE GUERRE. — Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (art. 36) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 6).

BENES (Hommage au Président). — Voir RÉSOLUTIONS, 68.

BENZOLS. — Voir DOUANES, 29.

BERGERAC (Dordogne). — Voir SECOURS AUX AGRICULTEURS.

BIBLIOTHECAIRES MUNICIPAUX. — Voir RETRAITES, 2.

BIENS DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES. — Voir ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

BIJOUX EN CAOUTCHOUC DURCI. — Voir DOUANES, 42.

BILLETS A ORDRE. — Voir CONVENTIONS, 46.

BISCUITS. — Voir BLÉ.

BLE.

1 — **Admission temporaire. — Placement des biscuits en entrepôt.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre de placer en entrepôt, sous réserve qu'ils ne seront pas versés ultérieurement à la consommation intérieure, les biscuits présentés à la décharge des comptes d'admission temporaire du blé. Renvoi à la Commission des douanes, N° 107 [21 février], p. 156. — M. Coehard dépose le rapport N° 298 [22 mars], p. 362. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juin], p. 610. — Promulgation: Loi du 25 juin 1935 (*J. O.* du 27 juin, p. 6810).

2 — **Prix minimum du blé.** — Proposition de loi tendant à établir le prix minimum du blé en fonction du droit de douane et du cours mondial. Voir Table de 1934, p. 48. Vote de la question préalable [5 mars], p. 217.

3 — **Exportations compensatrices de blé dur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre l'exportation compensatrice préalable de sous-produits de blé dur destinés à être compensés par l'importation ultérieure de maïs en grains d'origine étrangère. Renvoi à la Commission des douanes, N° 386 [28 mars], p. 521. — M. Coehard dépose et lit le rapport N° 387. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 521. Promulgation: Loi du 6 avril 1935 (*J. O.* des 8 et 9 avril, p. 3981).

4 — **Assainissement du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Paul Germain, René Besnard, Alphonse Chautemps et Dauthy tendant à l'assainissement du marché du blé. Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances, N° 488 [20 juin], p. 653.

5 — **Loi de finances.** — Modification du décret du 17 mars 1935 relatif à l'organisation et à la défense du marché du blé (taxe à la mouture) (art. 72). Exonération de tous droits de timbre en faveur des titres de mouvement nécessaires à la circulation des farines provenant de la mouture de certains blés (art. 73). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

Voir AGRICULTURE FRANÇAISE. — ASSOCIATIONS AGRICOLES. — CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE, 2. — INTERPELLATIONS, 9. — RÉOLUTIONS, 22, 25, 63, 69.

BLESSES ET MALADES DANS LES ARMEES EN CAMPAGNE. — Voir CONVENTIONS, 13.

BOIS.

— **Sauvegarde des produits forestiers.** — Voir RÉOLUTIONS, 1.

— **Tarifs de transport.** — Voir INTERPELLATIONS, 3.

— **de teck.** — Voir DOUANES, 38.

BOISSONS FABRIQUEES AVEC DES FRUITS SECS. — Voir DOUANES, 75.

BONS DU TRESOR. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor (art. 57). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

BOUGIE DE PARAFFINE. — Voir DOUANES, 39.

BOUILLEURS DE CRU. — Aménagements apportés au régime des bouilleurs de cru (art. 20 à 22). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

Voir RÉOLUTIONS, 49.

BOURSES DE COMMERCE. — Voir ARTISANS.

BRESIL. — Voir DOUANES, 13.

BRONZES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de protéger les objets d'art fabriqués et vendus sous la dénomination de « bronzes ». Voir Table de 1934, p. 51. — M. Hamelin dépose, au nom de la Com-

mission du commerce, le rapport N° 75 [7 février], p. 95. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [27 février], p. 184. — Promulgation: Loi du 8 mars 1935 (*J. O.* du 10 mars, p. 2858).

BROSSES EN CELLULOID. — Voir DOUANES, 59.

BUDGET DEFINITIF DE 1917. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif de l'exercice 1917. (N° 494, année 1932). — M. Mauger dépose le rapport N° 254 [12 mars], p. 255. — Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; François-Saint-Maur. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 juin], p. 625. — Promulgation: Loi du 23 juin 1935 (*J. O.* du 13 août, p. 8858).

BUDGET DEFINITIF DE 1921. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de 1921 (N° 495, année 1932). — M. Henry Chéron dépose le rapport, N° 630 [19 décembre], p. 898.

BUDGET DE L'ETAT. — Voir RÉOLUTIONS, 37.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1936

1 — Procédure de vote rapide du budget.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant, à titre exceptionnel, une procédure permettant le vote rapide du projet de budget de 1936. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances, N° 612 [12 décembre], p. 876. — M. Gardey dépose et lit le rapport N° 621. Discussion immédiate ordonnée. Observations de MM. le comte Louis de Blois, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 883. — Promulgation: Loi du 12 décembre 1935 (*J. O.* du 13 décembre, p. 13082).

2 — Projet de loi portant fixation du budget de 1936.

(1^{er} vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 639 [23 décembre], p. 906. — M. Abel Gardey dépose le rapport général N° 640. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Inscription à l'ordre du jour de la séance du jeudi 26 décembre [23 décembre], p. 906. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement, par M. Desjardins: MM. Desjardins, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Rejet. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; le comte Louis de Blois, Alexandre Bachelet, Cornudet, Henry Merlin, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et de M. le président [26 décembre], p. 942. — Suite de la discussion. *Loi de finances*: Art. 1^{er}: réservé. Art. 2 et 3:

adoption. Art. 3 C: Amendement de M. Edouard Néron: MM. Anatole Manceau, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article. Amendement (article additionnel) de M. Edmond Cavillon: MM. Edmond Cavillon, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Art. 3 D: M. Babaud Lacroze. Adoption. Art. 3 bis: MM. Henri Merlin, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Demande de disjonction, par M. Henri Merlin. Adoption. Art. 3 ter et 3 ter C: Adoption. Art. 3 ter D (disjoint par la commission): Amendement de M. J. Loubet et plusieurs de ses collègues: MM. J. Loubet, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Disjonction de l'article. Art. 3 ter E: adoption. Art. 3 ter F: M. Henri Merlin. Adoption. Art. 3 ter G: adoption. Art. 3 ter H: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 3 ter I: adoption. Art. 3 ter J: (disjoint par la commission). Amendement de M. Yves Le Trocquer et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Le Trocquer, Jean Rose, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi à la Commission. Article réservé. Art. 3 ter K et 3 ter L: adoption. Art. 3 ter M: (disjoint par la Commission). Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Disjonction de l'article. Art. 3 ter N: adoption. Art. 3 ter O (disjoint par la Commission): Amendement de MM. Leblanc, Le Pelletier et de Monti de Rezé: MM. Leblanc, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Lefas. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 3 ter P: adoption. Art. 3 ter Q: M. Delhoume. Adoption. Art. 3 ter R, 3 ter S, 3 ter T et 3 ter U: adoption. Art. 3 ter V: disjonction. Amendement (article additionnel 3 ter X), de MM. Eugène Milliès-Lacroix et Victor Lourties: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Renvoi à la Commission. Amendement (article additionnel 3 ter Y) de MM. Eugène Milliès-Lacroix et Victor Lourties: M. Eugène Milliès-Lacroix. Renvoi à la Commission. Art. 4 à 10: adoption. Art. 11: réservé. Art. 12 à 15: adoption. Art. 16: réservé. Art. 16 bis: rejet. Art. 17 à 23: adoption. Art. 23 bis: disjonction. Art. 23 ter et 23 quater: adoption. Art. 24: MM. Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 24 bis: adoption. Amendement de M. Le Moignic. Non soutenu. Art. 24 ter (disjoint par la Commission). Amendement de M. Pierre Chaumié et plusieurs de ses collègues: MM. Pierre Chaumié, Manuel Fourcade, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Neuville, le comte Louis de Blois, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Disjonction et renvoi de l'article à la Commission de législation. Art. 24 quater (nouveau): M. André Lebel. Adoption. Art. 25 bis: M. Henry Chéron. Adoption. Art. 26 (disjoint par la Commission): MM. Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henry Chéron, Maurice Viollette. Disjonction. Art. 26 bis: disjonction. Art. 26 ter, 27, 28: adoption. Art. 28 bis: Amendement de MM. Rio et Bergeon: MM. Rio, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Adoption (devenant l'art. 28 bis). Art. 28 quater (disjoint par la Commission): Amendement de MM. Toy-Riont, de Courtois et André Honorat: MM. Toy-Riont, Pelletier, Albert Mahieu, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; de Courtois, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi à la Commission des finances. Article réservé. Art. 29 et 30: adoption. Art. 30 bis: Amendements: 1° de M. Yves Le Trocquer

et plusieurs de ses collègues; 2° de M. Veyssièrè et plusieurs de ses collègues; 3° de M. Neuville et plusieurs de ses collègues; 4° de M. Robert Thoumyre et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Le Trocquer, Veyssièrè, Neuville, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Robert Thoumyre, Delesalle, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; le comte Louis de Blois, Jean Jacquet, Marcel Donon, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Abel Lefèvre. Rejet de l'amendement de M. Marcel Donon. Adoption de l'article modifié. Art. 30 *quinquies* (disjoint par la Commission): Amendements: 1° de M. Borgeot et plusieurs de ses collègues; 2° de MM. Léon Perrier, Robert Belmont et Serlin; 3° de M. Jean Bosc; 4° de M. Gadaud; 5° de M. Cochar. Renvoi des amendements à la Commission. Article réservé. Art. 30 *sexies*: adoption. Art. 30 *septies*. Rejet. Art. 30 *octies*: adoption. Art. 30 *nonies* (disjoint par la Commission): Amendement de M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Henry Chéron, Babaud-Lacroze, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Disjonction de l'article 30 *nonies*. Art. 30 *decies* (disjoint par la Commission): Amendement de M. Jean Bosc: MM. Jean Bosc, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Chauveau. Retrait. Disjonction de l'article 30 *decies*. Article additionnel 30 *decies* A, proposé par M. Chauveau: MM. Chauveau, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission. Art. 31: adoption. Art. 31 *bis*: Amendement de M. Gasnier-Duparc: MM. Gasnier-Duparc, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. En conséquence, rejet de l'article 31 *bis*. Art. 32: adoption. Art. 33: MM. Rillart de Verneuil, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 34: adoption. Art. 35: M. Desjardins. Adoption. Art. 36: réservé. Art. 37 et 38: adoption. Art. 39: MM. Desjardins, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 40 à 59: adoption. Art. 59 *bis* (disjoint par la Commission): Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, André Fallières, Victor Judet, Guillemot, Laurent Eynac, *Ministre des Travaux publics*; Jean Bosc, Cencelme, Marcel Donon, Pierre Chaumié, Yves Le Trocquer, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Renvoi à la Commission. Disjonction de l'article. Art. 60 à 63: adoption. Art. 63 *bis*: MM. Paul Laffont, Laurent Eynac, *Ministre des Travaux publics*; Gasnier-Duparc, Albert Mahieu. Adoption. Art. 63 *ter* à 63 *octies*: adoption. Art. 64 à 71 et dernier: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 décembre], p. 964, 979. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (précédemment réservé): adoption du premier alinéa. *Dette publique*: adoption. *Pouvoirs publics*: adoption. *Intérieur*: Discussion: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Albert Fouilloux, Chassaing, Emile Sari, Henry Merlin. Adoption de l'article 36 de la Loi de Finances. Adoption du Budget de l'intérieur. *Pensions*: Observations de MM. Robert Thoumyre, Maupoil, *Ministre des Pensions*. Adoption du Budget des pensions. *Education nationale*: Observations de MM. Connevot, Mario Roustan, *Ministre de l'Education nationale*; Emile Sari, Gadaud, Jean Philip, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Farjon, Léon Perrier. Adoption du Budget de l'éducation nationale. *Enseignement technique*: Chap. 14 (*Ecoles pratiques de commerce*): Amendement de M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Mario Roustan, *Ministre de l'Education na-*

tionale. Adoption. Adoption du Budget de l'Enseignement technique. *Beaux-Arts*: Chap. 28 (*Théâtres nationaux*): Amendement de MM. Jean Durand et Lavergne; MM. Jean Durand, Manuel Fourcade; *Rapporteur*; Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Mario Roustan, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Réduction du chapitre 20 (*Manufactures nationales*) et du chapitre 63 (*Allocations pour charges de famille*): adoption du Budget des beaux-arts. *Commerce et Industrie*: Discussion: MM. Chassaing, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*; Eugène Milliès-Lacroix, Léon Perrier. Adoption du Budget du Commerce et de l'Industrie. *Marine militaire*: Discussion: MM. Rio, *Président de la Commission de la Marine*; Piétri, *Ministre de la Marine*. Chap. 36 (*Subvention au service hydrographique*): amendement de M. Lancien: MM. Lancien et Farjon, *Rapporteur*. Adoption du Budget de la Marine militaire. *Guerre*: Observations de MM. Emile Sari, *Rapporteur*; le général Bourgeois, Henry Chéron, Jean Fabry, *Ministre de la Guerre*; Henri Laudier, Jean Durand, Maurice Viollette. Budget de la Guerre réservé. *Défense des territoires d'outre-mer*. Adoption. *Air*: Observations de MM. le général Hirschauer, *Rapporteur*; Connevot, Paul Bénazet, Albert Mahieu, le général Bourgeois, le général Denain, *Ministre de l'Air*. Chap. 7 (*Expansion aérienne*): amendement de M. Delesalle: MM. Delesalle, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait. Chap. 14 (*Personnel des corps techniques*): amendement de M. Delesalle: M. le général Denain, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption du Budget de l'Air. *Travail*: Observations de MM. Jean Valadier, *Rapporteur*; Alexandre Bachelet, Henri Laudier, Frossard, *Ministre du Travail*. Adoption du Budget du Travail. *Finances*: Observations de MM. Maurice Viollette, *Rapporteur*; Le Gorgeu, Leblanc, Henry Chéron, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; René Héry. Adoption du Budget des Finances. *Santé publique et Education physique*: Observations de MM. Delthil, *Rapporteur*; Le Gorgeu, Raymond Martin, Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*; Henry Chéron, Henri Laudier, J.-P. Rambaud, Gasnier-Duparc, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Chap. 54 (*Etablissements hospitaliers*): amendement de M. J.-P. Rambaud: MM. J.-P. Rambaud, Gasnier-Duparc, Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*; Delthil, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait. Adoption du Budget de la Santé publique et de l'Education physique. *Colonies*: Observations de MM. Lancien, *Rapporteur*; Louis Rollin, *Ministre des Colonies*; Tournan. Adoption du Budget des Colonies. *Agriculture*: Observations de MM. Chauveau, *Rapporteur*; le comte d'Har-court, Delhoume, Marcel Donon, Patizel, Henry Chéron, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Faure, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Chap. 37 (*Marché du lait*): amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Chap. 38 (*Produits résineux*): amendement de M. Victor Lourties et plusieurs de ses collègues: MM. Victor Lourties, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Chap. 47 (*Tuberculose des bovidés*): amendement de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Observations de MM. Eugène Milliès-Lacroix, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Chéron. Adoption du Bud-

get de l'Agriculture. *Travaux publics*: Observations de MM. Léon Perrier, Gadaud, Laurent-Eynac, *Ministre des Travaux publics*. Adoption du Budget des Travaux publics. *Services judiciaires*: Observations de MM. Lefas, Lisbonne, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Adoption du Budget des Services judiciaires. *Services pénitentiaires*. Adoption. *Marine marchande*: Chap. 41 (*Etablissement national des invalides de la marine*): amendement de M. Gasnier-Duparc et plusieurs de ses collègues: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Adoption du Budget de la Marine marchande. *Présidence du Conseil*: Chap. 19 (*Services d'Alsace et de Lorraine*): Amendement de M. le général Bourgeois et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du Budget de la Présidence du Conseil. *Affaires étrangères*: Chap. 1^{er} et 43: amendement de M. Albert Mahieu: M. Albert Mahieu. Adoption. Adoption du Budget des Affaires étrangères. *Guerre* (Budget précédemment réservé): Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Jean Fabry, *Ministre de la Guerre*. Adoption du Budget de la Guerre. Adoption du 3^o de l'article 1^{er}. Alinéa 4^o: M. Garrigou. Adoption. Alinéa 5^o: adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 16 (précédemment réservé): adoption. Article 3 *ter* J: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 28 *quater*: MM. Pelletier, Mario Roustan, *Ministre de l'Education nationale*; Toy-Riont, Alexandre Bachelet, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 30 *quinquies*: amendement de M. Jean Bosc. Retrait. Amendement de M. Gadaud: MM. Gadaud, Marcel Régner, *ministre des finances*. Retrait. Amendement de M. Borgeot et plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Abel Gardey, *rapporteur général*; Gadaud, Marcel Donon, Marcel Régner, *ministre des finances*; Marcel Michel, Pierre Cathala, *ministre de l'agriculture*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Amendement de MM. Léon Perrier, Robert Belmont et Serlin: MM. Léon Perrier, Pierre Cathala, *ministre de l'agriculture*. Rejet. Amendement de M. Cochar: MM. Pierre Cathala, *ministre de l'agriculture*; Cochar. Retrait. Art. 30 *decies* A, proposé par M. Chauveau. Adoption. Art. 59 *bis*: amendement de M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Marcel Donon, Yves Le Trocquer, Laurent-Eynac, *ministre des travaux publics*; Abel Gardey, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article modifié. Observations de M. Abel Gardey, *rapporteur général*. Art. 11: adoption. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 décembre], p. 1008, 1043.

(2^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1936. Renvoi à la commission des finances, N° 669 (urgence déclarée) [30 décembre], p. 1064. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 671. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Abel Gardey, *rapporteur général*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés: Art. 1^{er}: réservé. Art. 2: adoption. Art. 3 C (*Bénéfices commerciaux*). — *Forfait*: Reprise du texte voté par la Chambre des Députés: 1^o par M. Néron et plusieurs de ses collègues; 2^o par M. Manceau: MM. Anatole Manceau, Jean Durand, Henry Chéron, Marcel Ré-

gnier, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin. Art. 3 bis (*Fraude fiscale. — Sanctions*). Adoption. Amendement de M. Henri Merlin et plusieurs de ses collègues: MM. Henri Merlin, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Art. 3 ter D (*Droits de mutation par décès*). Disjonction. Art. 3 ter G (*Touristes étrangers*). Adoption. Art. 3 ter O (*Bouilleurs de cru*): Reprise, par MM. Leblanc, Le Pelletier et de Monti de Rezé du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Leblanc, Joseph Caillaux, *président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 3 ter O bis (*Bouilleurs de cru*). Réserve. Art. 3 ter O ter (*Bouilleurs de cru*). Réserve. Art. 3 ter V (*Pêche dans les étangs*). Adoption. Art. 3 ter X (*Chasse dans les forêts domaniales*), proposé par MM. Milliès-Lacroix et Lourties: M. Eugène Milliès-Lacroix. Renvoi à la Commission de l'agriculture. Art. 3 ter Y (*Exploitations d'internat par les directeurs*): amendement de MM. Milliès-Lacroix et Lourties: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Josot, *Président de la Commission de l'enseignement*. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Art. 12 (*Ouverture de crédits*): reprise, par M. Chassaing, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Chassaing, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 14 (*Fonds spécial d'outillage et d'armement*): adoption. Art. 16 (*Budgets annexes*): réservé. Art. 16 bis (*Frappe d'une monnaie commémorative de l'Exposition de 1937*): disjonction. Art. 22 (*Travaux des postes, télégraphes et téléphones*): adoption. Art. 23 (*Bons et obligations amortissables*): adoption. Art. 23 bis (*Recettes de la radiodiffusion*): adoption. Art. 24 (*Créations d'emplois*): adoption. Art. 24 quater (*Services pénitentiaires*): adoption. Art. 25 ter (nouveau) (*Bons du Trésor*): adoption. Art. 25 quater (nouveau) (*Convention entre l'Etat et la caisse d'amortissement*): adoption. Art. 26 bis (*Ouvriers des manufactures de tabac et d'allumettes*): adoption. Art. 28 quater A (nouveau) (*Prime à la fabrication du papier journal*): amendement de M. Milliès-Lacroix et plusieurs de ses collègues: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Borgeot, Edouard Néron, Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Tournan, Léon Perrier, Chassaing. Retrait. Adoption de l'article. Art. 28 quinquies (*Ligne d'Alger au Congo belge*): adoption. Art. 28 series (*Prorogation de la loi Loucheur*): M. Robert Thoumyre. Disjonction. Art. 30 bis (*Prime à la culture du lin*): reprise du texte voté par la Chambre des Députés: 1° par MM. de La Grange, Le Trocquer et Mando; 2° par M. Neuville et plusieurs de ses collègues: MM. Edmond Cavillon, Neuville, Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Yves Le Trocquer, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; A. de La Grange. Rejet. Adoption de l'article 30 bis. Art. 30 quinquies (*Taxe à la mouture*): reprise, par M. Borgeot et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Borgeot, Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption du texte modifié (devenant l'art. 30 quinquies). Amendement de M. Bose: M. Jean Bose. Retrait. Amendement de MM. Léon Perrier, Robert Belmont et Serlin. Retrait. Art. 30 septies (*Pertes de récoltes du fait de la grêle*): disjonction. Art. 30 nonies (*Caisse de solidarité contre les calamités agricoles*): disjonction. Art. 30 decies (*Indemnités aux sériciculteurs*): reprise, par M. Bose, du texte voté par la Chambre des Députés. Non soutenu. Disjonction de l'article. Art. 30 un-

decies (*Chemin de fer de Mussy-Palaiseau à Saint-Rémy-lès-Chevreuse*): adoption. Art. 31 (*Etablissement des invalides de la marine*): adoption. Art. 31 bis (*Marins pensionnés*): adoption. Art. 36 bis (*Programme vicinal*): reprise, par M. Chassaing, du texte voté par la Chambre des Députés: M. Chassaing. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 36 ter (*Entretien des routes départementales*): disjonction. Art. 36 quater (*Lotissements*): disjonction. Art. 36 quinquies (*Travaux d'assainissement d'intérêt communal*): disjonction. Art. 59 bis (*Grands travaux contre le chômage*): amendement de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, Laurent Eynac, *Ministre des Travaux publics*; Yves Le Trocquer, Marcel Donon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 69: adoption. Art. 3 ter O bis et 3 ter O ter, précédemment réservés: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la séance de l'après-midi. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (précédemment réservé): M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Budgets modifiés par la Chambre des Députés. **Affaires étrangères, Intérieur, Guerre, Marine militaire, Education nationale**. Adoption. **Beaux-Arts**: Chap. 21 ter (*Manufactures des Gobelins*): MM. Manuel Fourcade, *Rapporteur*; Mario Roustan, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Adoption du budget des Beaux-Arts. Adoption des budgets du Commerce et de l'Industrie, de l'Air et du Travail. **Santé publique et Education physique**: Chap. 81 (*Professeurs d'éducation physique*): MM. Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption du budget de la Santé publique et de l'Education physique. **Agriculture**: Chap. 37 (*Marché du lait*): Amendement de M. Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 38 (*Produits résineux*): Amendement de MM. Lourties et plusieurs de ses collègues: MM. Victor Lourties, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption du chapitre et du budget de l'Agriculture. Adoption des budgets des **Travaux publics** et de la **Marine marchande**. **Pensions**: M. Babaud-Lacroze. Adoption. Alinéa 4^o de l'article 1^{er} de la Loi de Finances (*Frais de régie*): Chap. 158 du budget des Finances: amendement de MM. J. Loubet, Garrigou et Brunel; M. J. Loubet. Adoption. Adoption de l'alinéa. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 11 et 16: adoption. Sur l'ensemble: MM. Manuel Fourcade, Marcel Régner, *Ministre des Finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1073 et suiv., 1095 et suiv.

(3^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 689. M. Abel Gardey dépose le rapport N° 690. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}: réservé. Art. 3 C bis (*Code des impôts directs*). Adoption. Art. 3 ter D (*Immeubles agricoles*): M. Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Réserve. Art. 11: réservé. Art. 12 (*Fonds d'armement et d'outillage*). Adoption. Art. 14 (*Fonds d'armement*). Adoption. Art. 16 bis (*Médaille commémorative de l'exposition de 1937*). Disjonction. Art. 24 (*Créations d'emplois*). Adoption. Art. 25 bis (*Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine*): MM. Le Moignon, Hachette, rappor-

teur: Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article modifié. Art. 28 series (*Habitations à bon marché*). Reprise, par MM. Thoumyre et Manceau, du texte voté par la Chambre des Députés. Adoption. Art. 30 bis (*Primes à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*). Amendement de M. Neuville et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Le Trocquer, Neuville, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption de l'article. Art. 30 ter et 30 quater. Sans objet. Art. 30 quinquies bis (*Taxe à la mouture*): MM. Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Marcel Donon, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Régner, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 30 nonies (*Calamités agricoles*). Disjonction. Art. 30 decies (*Sériciculture*). Disjonction. Art. 59 bis (*Grands travaux contre le chômage*). Reprise, par M. Joseph Faure, du texte voté par la Chambre des Députés. MM. Joseph Faure, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Frossard, *Ministre du Travail*; François Labrousse. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3 ter D, précédemment réservé (nouvelle rédaction). Adoption. Adoption des budgets de l'Intérieur, des **Travaux publics**, des **Beaux-arts**, de l'Air, du Travail, de la Santé publique. **Agriculture**: M. Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Adoption de l'article 1^{er}. Observations de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 11. Adoption. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1120 et suiv.

(4^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1936. Renvoi à la Commission des Finances, N° 691. M. Abel Gardey dépose le rapport N° 692. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 12 (*Fonds d'outillage*). Adoption. Art. 14 (*Fonds d'armement*). Adoption. Art. 24 (*Créations d'emplois*). Adoption. Art. 26 bis A (*Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine*). Adoption. Art. 30 bis (*Primes à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*). Adoption. Art. 30 nonies (*Calamités agricoles*). Adoption. Art. 30 decies (*Sériciculture*). Disjonction. Art. 59 bis (*Grands travaux contre le chômage*): MM. François Labrousse, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Laurent-Eynac, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Adoption des budgets de l'Intérieur, des **Beaux-arts**, du Travail, de l'Agriculture et des **Travaux publics**. Adoption de l'article 1^{er}. Observations de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 11. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1129 et suiv.

(5^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 693. M. Abel Gardey dépose le rapport n° 694. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Valadier. Art. 1^{er}. Budgets des **Beaux-Arts** et du Travail. Adoption. Budget de l'**Agriculture**. Reprise, par M. Anatole Manceau, des chiffres votés par la Chambre des Députés: MM. Anatole Manceau, Abel Gardey, *rapporteur général*; Marcel Régner, *ministre des finances*. Adoption. Adoption de l'article 1^{er}. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi (31 décembre), p. 1132 et suiv. — Promulgation: Loi du 31 dé-

cembre 1935 (J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 3. Rectificatif: J. O. du 11 janvier, p. 498).

Loi de finances du Budget de l'Exercice 1936.

Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 2. — Autorisation de perception.

Art. 3. — Fixation pour l'exercice 1936 du taux général des impôts cédulaires sur les revenus.

Art. 4. et 5 (3 C de la discussion). — Transformation du caractère du forfait en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Art. 6 (3 D de la discussion). — Dégrevements d'impôt foncier pour dettes hypothécaires.

Art. 7 (3 bis de la discussion). — Répression de la fraude fiscale, renforcement des sanctions.

Art. 8 (3 ter de la discussion). — Fixation de la date d'entrée en vigueur de la carte d'identité fiscale.

Art. 9 (3 ter C de la discussion). — Impositions des apports faits, aux associations constituées, en conformité de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du livre III du code du travail.

Art. 10 (3 ter D de la discussion). — Fixation de la valeur maximum des immeubles définis par la loi du 22 février 1931 sur le bien de famille et susceptibles de bénéficier de l'immunité des droits de mutation par décès.

Art. 11 (3 ter E de la discussion). — Augmentation du droit de brevet perçu à l'occasion de la délivrance du permis de conduire.

Art. 12 et 13 (3 ter F et 3 ter G de la discussion). — Modification de la réglementation relative à la carte d'identité des étrangers. Institution d'une carte d'identité à l'usage des touristes étrangers.

Art. 14 (3 ter H de la discussion). — Régime de l'exportation des produits résineux.

Art. 15 (3 ter I de la discussion). — Institution d'un contrôle sur la production des produits résineux.

Art. 16 (3 ter J de la discussion). — Prorogation jusqu'au 31 décembre 1936 de la loi du 1^{er} mars 1935 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1935 le décret-loi du 12 juillet 1934.

Art. 17 (3 ter K de la discussion). — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingentés.

Art. 18 (3 ter L de la discussion). — Modification du système d'avertissement en matière de paiement de la taxe sur les enseignes lumineuses.

Art. 19 (2 ter N de la discussion). — Subrogation des producteurs de sel au privilège conféré à la régie par l'article 47 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

Art. 20 à 22 (3 ter O de la discussion). — Aménagements apportés au régime des bouilleurs de cru.

Art. 23 (3 ter P de la discussion). — Suppression des primes aux personnes ayant permis de découvrir la fraude en matière de taxe sur le chiffre d'affaires.

Art. 24 (3 ter Q de la discussion). — Modification du mode de calcul de la taxe unique sur les produits de parfumerie.

Art. 25 à 27 (3 ter R., S. T. de la discussion). — Substitution d'une taxe uni-

que à la taxe sur le chiffre d'affaires frappant les opérations de ventes d'automobiles.

Art. 28 (3 ter U de la discussion). — Modification de la durée de validité du barème destiné à l'établissement de la taxe unique sur les huiles minérales.

Art. 29 (3 ter V de la discussion). — Exemption en faveur des locations de pêche de la taxe établie par l'article 745 du code de l'enregistrement.

Art. 30 (4 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Art. 31 (5 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites.

Art. 32 (6 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce.

Art. 33 et 34 (7 et 8 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer et de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat.

Art. 35 (9 de la discussion). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et du budget de l'Afrique occidentale française aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux.

Art. 36 (10 de la discussion). — Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Art. 37 (11 de la discussion). — Evaluation des voies et moyens.

Art. 38 (12 de la discussion). — Fonds d'armement, d'outillage et d'avances sur travaux. — Ouverture de crédits.

Art. 39 (13 de la discussion). — Rattachement par décret au fonds d'armement, d'outillage et d'avances sur travaux, des autorisations de paiement données pour l'exercice 1936 par les lois des 6 et 7 juillet 1934.

Art. 40 (14 de la discussion). — Voies et moyens du fonds spécial d'outillage et d'armement.

Art. 41 (15 de la discussion). — Autorisations de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice (Fonds d'armement et d'outillage).

Art. 42 (16 de la discussion). — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Art. 43 (17 de la discussion). — Budget annexe des poudres. — Autorisations d'engagements au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle.

Art. 44 (18 de la discussion). — Autorisation d'engagement au titre de la deuxième section du budget annexe des poudres.

Art. 45 (19 de la discussion). — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques.

Art. 46 (20 de la discussion). — Taxation des colis postaux contenant des lettres ou notes ayant le caractère de correspondance personnelle.

Art. 47 (21 de la discussion). — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 48 (22 de la discussion). — Autorisation d'engagement en vue de la rénovation de l'outillage postal électrique.

Art. 49 (23 de la discussion). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1936 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 50 (23 bis de la discussion). — Emploi des excédents de recettes de la radio-diffusion.

Art. 51 (23 ter de la discussion). — Remboursement forfaitaire des frais d'affranchissement des avertissements et avis émanant des administrations financières à l'adresse des contribuables.

Art. 52 (23 quater de la discussion). — Tarifs d'affranchissement des envois contenant des livrets cadastraux.

Art. 53 (24 de la discussion). — Création et transformation d'emplois autorisés.

Art. 54 (24 bis de la discussion). — Atténuation, en faveur de certaines catégories de fonctionnaires, des dispositions des décrets du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, et du 16 juillet 1935 portant réduction du taux de l'indemnité compensatrice accordée aux personnels servant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 55 (24 quater de la discussion). — Suppression du budget annexe des services pénitentiaires.

Art. 56 (25 bis de la discussion). — Modification de la condition d'âge des petits rentiers frappés du prélèvement de 10 p. 100 en vue de leur permettre de bénéficier des avantages accordés par le décret du 8 août 1935.

Art. 57. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor. — Consolidation de la dette à échéance massive et de la dette flottante.

Art. 58. — Approbation de la convention passée le 20 décembre 1935 entre l'Etat et la Caisse autonome d'amortissement.

Art. 59 (26 bis de la discussion). — Modification de la réglementation relative aux retraites anticipées des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs et d'allumettes.

Art. 60. — Reclassement des fonctionnaires détachés à la direction générale des services d'Alsace et de Lorraine.

Art. 61 (26 ter de la discussion). — Organisation de la police d'Etat dans certaines communes.

Art. 62 et 63 (27 et 28 de la discussion). — Convocation des réservistes en 1936.

Art. 64. — Attribution aux ingénieurs du génie maritime, de l'artillerie navale et aux ingénieurs hydrographes réunissant certaines conditions, de l'indemnité de fonctions prévue par l'article 76 de la loi de finances du 19 décembre 1926.

Art. 65. — Construction d'écoles primaires par les communes.

Art. 66. — Abrogation de l'article 2 de la loi du 22 avril 1931 instituant une prime à la fabrication du papier journal.

Art. 67. — Autorisation de dépenses pour l'exploitation en régie de la ligne d'Alger au Congo belge (Transports aériens).

Art. 68. — Prorogation de la loi du 13 juillet 1928 sur les habitations à bon marché.

Art. 69 et 70 (29 et 30 de la discussion). — Remboursement par le département des Colonies au département de la Guerre des dépenses d'entretien en France du personnel de relève des militaires du service de santé des troupes coloniales mis à la disposition des services locaux des colonies.

Art. 71 (30 *bis* à 30 *quater* de la discussion). — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier.

Art. 72 (30 *quinquiès* de la discussion). — Modification du décret du 17 mars 1935 relatif à l'organisation et à la défense du marché du blé (taxe à la mouture).

Art. 73. — Exonération de tous droits de timbre en faveur des titres de mouvement nécessaires à la circulation des farines provenant de la mouture de certains blés.

Art. 74 (30 *sexiès* de la discussion). — Prorogation de la loi du 5 avril 1931 accordant une compensation douanière au grainage français.

Art. 75 (30 *octiès* de la discussion). — Prorogation de la loi du 22 avril 1932 portant réglementation des importations de pain dans les zones frontalières.

Art. 76 (30 *noniès* de la discussion). — Affectation à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, d'une somme de 50 millions à prélever sur le produit de la loterie nationale.

Art. 77. — Emploi des fonds du pari mutuel.

Art. 78. — Participation de l'Etat aux dépenses d'électrification du chemin de fer de Massy-Palaiseau à Saint-Rémy-les-Chevreuse.

Art. 79 (31 de la discussion). — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine.

Art. 80. — Modification du régime des pensions des marins pensionnés antérieurement au 1^{er} janvier 1930.

Art. 81 (32 de la discussion). — Nomenclature des services votés.

Art. 82 à 84 (33 à 35 de la discussion). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Art. 85 (36 de la discussion). — Subvention de la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 86 (37 de la discussion). — Fixation, pour l'année 1936, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 87 (38 de la discussion). — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisations d'engagement.

Art. 88 (39 de la discussion). — Budget de la guerre. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisations d'engagement.

Art. 89 (40 de la discussion). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage.

Art. 90 (41 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 91 (42 de la discussion). — Répartition par décrets des crédits globaux af-

férents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main d'œuvre militaire.

Art. 92 (43 de la discussion). — Fixation de l'effectif des officiers de marine.

Art. 93 (44 de la discussion). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Art. 94 (45 de la discussion). — Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale.

Art. 95 (46 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 96 (47 de la discussion). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1937 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1936 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 97 (47 *bis* de la discussion). — Marine militaire. — Autorisations d'engagement.

Art. 98 (48 de la discussion). — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Art. 99 (49 de la discussion). — Etats des constructions neuves de la marine.

Art. 100 (50 de la discussion). — Aéronautique maritime. — Autorisation d'engagement.

Art. 101 (51 de la discussion). — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagements du ministère de la marine au ministère de l'air.

Art. 102 (52 de la discussion). — Assurance-crédit. — Garantie d'exportation.

Art. 103 (53 de la discussion). — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Art. 104 (54 de la discussion). — Crédits d'engagements pour études et expériences aéronautiques.

Art. 105 (55 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde, et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 106 (56 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des officiers de réserve à admettre en 1936 en situation d'activité.

Art. 107 (57 de la discussion). — Autorisation de transférer par décret aux ministres de la guerre, de la marine et des colonies certains crédits inscrits au budget de l'air.

Art. 108. (58 de la discussion). — Fixation du maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses régies par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales.

Art. 109 (59 de la discussion). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 110. — Modification au tableau fixant le montant de la participation de l'Etat et

des grands réseaux de chemins de fer au programme des grands travaux contre le chômage.

Art. 111 (60 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (Ministère des colonies).

Art. 112 (61 de la discussion). — Nombre maximum d'inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1936.

Art. 113 (62 de la discussion). — Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 114 (63 de la discussion). — Maximum des fonds que le ministère des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen et long terme.

Art. 115 (63 *bis* de la discussion). — Emission d'obligations des chemins de fer

Art. 116 (63 *ter* de la discussion). — Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux.

Art. 117 (63 *quater* de la discussion). — Avances du Trésor au fonds commun.

Art. 118 (63 *quinqiès* de la discussion). — Dépenses de matériel roulant.

Art. 119 (63 *sexiès* de la discussion). — Travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux.

Art. 120 (63 *septiès* de la discussion). — Travaux de lignes nouvelles.

Art. 121 (63 *octiès* de la discussion). — Travaux complémentaires à effectuer sur les réseaux secondaires.

Art. 122 (64 de la discussion). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 123 (65 de la discussion). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 124 (66 de la discussion). — Subventions aux services publics de transports par automobiles.

Art. 125 (67 de la discussion). — Emission d'obligations du chemin de fer éthiopien.

Art. 126 (68 de la discussion). — Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 127 (69 de la discussion). — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 128 (70 de la discussion). — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 129 (71 de la discussion). — Interdiction de perception autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGET DU SENAT. — Voir SÉNAT.

BUDGETS ANNEXES. — Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 42). Suppression du budget annexe des services pénitentiaires (art. 55) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 7, 8).

BUREAU DU SENAT. — Bureau provisoire [8 janvier], p. 1. Bureau définitif [10 janvier], p. 7.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [8 janvier], p. 2. Organisation des bureaux (*J. O.* du 11 janvier, p. 328). — Tirage au sort des bureaux [28 novembre], p. 836. Organisation des bureaux (*J. O.* du 6 décembre, p. 12852).

BUREAUX DE BIENFAISANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 57. — M. Turbat dépose au nom de la Commission de l'hygiène le rapport N° 457 [7 juin], p. 607. — 1^{re} délibération. Rejet du projet de loi [21 juin], p. 671.

C

CAFES. — Voir DOUANES, 60.

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT. — Approbation de la convention passée le 20 décembre 1935 entre l'Etat et la Caisse autonome d'amortissement (art. 58) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

CAISSE AUTONOME DES RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Lettre de M. le Président du conseil d'administration de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs portant transmission d'un état des opérations de recettes et de dépenses de la caisse et des opérations de placements effectuées au cours de l'année 1934 [25 juin], p. 686.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance). — Lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux sénateurs pour le représenter au sein de cette commission [13 juin], p. 622. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (M. Bienvenu-Martin, élu) [20 juin], p. 664. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1934 de cet établissement, N° 517 [25 juin], p. 693.

CAISSE GENERALE DE GARANTIE. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 5.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE.

1 — **Prêts.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de mettre à la disposition des ressources pour l'attribution de prêts à court terme, de prêts à moyen terme et de prêts à long terme. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, n° 320 [26 mars], p. 387. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 380. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Marcel Donon, n° 381. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 514. — Promulgation: Loi du 18 avril 1935 (*J. O.* du 20 avril, p. 4410).

2 — **Remboursement des avances.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de reporter au 31 décembre 1936 la date extrême de remboursement des avances que le ministre des finances est autorisé par l'article 15 de la loi du 9 juillet 1934 à mettre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole, en vue de l'attribution de prêts à court terme destinés notamment aux producteurs de blé. Renvoi à la Commission des finances et, pour

avis, à la Commission de l'agriculture, n° 577 [28 juin], p. 813. — M. Chauveau dépose et lit le rapport, N° 585. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Marcel Donon, n° 586. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 819. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1935 (*J. O.* du 7 juillet, p. 7250).

— Voir COMMISSIONS DIVERSES. — RÉSOLUTIONS, 35.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (Départements recouverts). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à introduire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la législation relative à la caisse nationale d'épargne. Renvoi à la Commission du commerce, N° 548 [27 juin], p. 745.

CAISSES D'EPARGNE. — Proposition de loi tendant à reviser et à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. Voir Table de 1929, p. 160 et année 1932. Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration, des conclusions du rapport N° 852, année 1932 [14 mars], p. 287.

CAISSES D'EPARGNE COLONIALES. — Voir COLONIES, 8.

CAISSES DEPARTEMENTALES D'AMENAGEMENT DES LOTISSEMENTS DEFECTUEUX. — Proposition de loi tendant à donner certaines garanties aux communes qui versent aux caisses départementales d'aménagement des lotissements defectueux, aux lieux et place des associations syndicales constituées conformément à la loi du 15 mars 1928, tout ou partie des annuités dues par ces associations pour le remboursement des prêts consentis par lesdites caisses (N° 799, année 1932). Vote de la question préalable. [28 février], p. 197.

CALAMITES AGRICOLES. — Affectation à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, d'une somme de 50 millions à prélever sur le produit de la loterie nationale (art. 76). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

— Voir RÉSOLUTIONS, 57.

CAMPBRE. — Voir DOUANES, 52.

CANNES A SUCRE (Prix de la tonne). — Voir COLONIES, 5.

CANOTS DEMONTABLES A COQUE EN TISSU CAOUTCHOUE. — Voir DOUANES, 14, 53.

CANTONNIERS DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX. — Voir RETRAITES, 3.

CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 14, 30, 42, 53.

CAPITAL (Augmentations. — Droit préférentiel au profit des actionnaires). — Voir SOCIÉTÉS, 2.

CAPITAUX IMMOBILIERS. — Proposition de loi ayant pour objet la reconstitution des capitaux immobiliers détruits par les inondations de mars 1930 (n° 86, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

CARTE D'IDENTITE FISCALE. — Fixation de la date d'entrée en vigueur de la carte d'identité fiscale (art. 8). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE (Voyageurs et représentants de commerce). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 août 1927, portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce. Voir Table de 1934, p. 61. — M. Paul Laffont, dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 48 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Rejet de la proposition de loi [5 mars], p. 218.

CARTES D'IDENTITES.

— des maires et adjoints, Voir RÉSOLUTIONS, 20.

— des travailleurs étrangers, Voir CODE DU TRAVAIL, 4.

CASSIS. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 57. — Promulgation: Loi du 30 juin 1935 (*J. O.* du 4 juillet, p. 7106).

CASTILLON (Ariège). — Voir RÉSOLUTIONS, 43.

CAUTIONNEMENT. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 1.

CAVES (Aude) (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à diviser la commune de Treilles (département de l'Aude) en deux communes distinctes dont les chef-lieux seront fixés à Treilles et à Caves. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 247 [12 mars], p. 254. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 351 [27 mars], p. 449. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 546. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* des 8 et 9 avril p. 3980.).

GENTENAIRE DE LA REVOLUTION DE JUILLET 1830. — Voir RÉSOLUTIONS, 8.

GENTRES SOCIAUX. — Proposition de loi relative à la création de centres sociaux, voir Table de 1928, p. 167. Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

CEPAGES PROSCRITS. — Voir RÉSOLUTIONS, 28. — VINS, 4.

GEREALES. — Proposition de loi tendant à assurer la défense des céréales. Voir Table de 1933 [Session ordinaire], p. 57. Vote de la question préalable [5 mars], p. 215.

CHAMBRE NATIONALE SUPERIEURE D'AGRICULTURE. — Dépôt, par M. Henry Bourdeaux, d'une proposition de loi tendant à compléter la loi du 3 janvier 1924, relative aux chambres d'agriculture, par l'institution d'une chambre nationale supérieure d'agriculture, en vue de parachever l'organisation corporative de la profession agricole et viticole. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 423 [28 mai], p. 577.

CHAMBRES D'AGRICULTURE (Eligibilité des femmes). — Voir FEMMES.

CHAMBRES DE COMMERCE. — Voir ARTISANS.

CHANTILLY (Oise). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer un nouveau canton ayant pour

chef-lieu Chantilly (Oise). Voir Table de 1934, p. 61. Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

CHANVRE. — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier (art. 71) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

CHASSE A LA BALEINE. — Voir CONVENTIONS, 11.

CHASSE SUR MER. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant réglementation de la chasse sur mer, sur le domaine public maritime et dans les estuaires. Renvoi à la commission de la marine (Urgence déclarée) N° 153, [28 février], p. 196.

CHAUSSETTES DE SOIE ARTIFICIELLE ET DE COTON. — Voir DOUANES, 9.

CHEE (Rivière de). — Voir VOIES D'EAU NAVIGABLES.

CHEMINS DE FER.

1 — Voies ferrées d'intérêt local.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local ainsi que certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances. N° 91 [12 février], p. 115. — M. Mollard dépose le rapport N° 271 [14 mars], p. 287. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la Commission des finances N° 473 [18 juin], p. 637. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: MM. Jean Valadier, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*, et Laurent-Eynac, *Ministre des Travaux publics*. Art. 2 et 3 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 juin], p. 687. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1935 (*J. O.* du 4 juillet, p. 7106).

2^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} octobre 1926 relatif à des mesures de décentralisation et à des simplifications en matière de voies ferrées d'intérêt local (N° 407, année 1928). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

2 — **Loi de finances.** — Participation de l'Etat aux dépenses d'électrification du chemin de fer de Massy-Palaiseau à Saint-Rémy-les-Chevreuse (art. 78). Emissions d'obligations des chemins de fer (art. 115). Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux (art. 116). Avances du Trésor au fonds commun (art. 117). Dépenses de matériel roulant (art. 118). Travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux (art. 119). Travaux de lignes nouvelles (art. 120). Travaux complémentaires à effectuer sur les réseaux secondaires (art. 121). Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 122). Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 123). Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien (art. 125). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10, 12, 13.)

3 — **Retraites des agents des compagnies.** — Voir RETRAITES, 1.

Voir COORDINATION DU RAIL.

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION. — Voir RÉSOLUTIONS, 31.

CHEQUES. — Voir CONVENTIONS, 4.

CHEQUES SANS PROVISION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 14 juin 1865, modifiée par les lois des 19 février 1874 et 2 août 1917 (chèques sans provision). N° 394, année 1930. — M. Curral dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 116 [21 février], p. 157.

CHEQUES POSTAUX SANS PROVISION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'émission, faite de mauvaise foi, de chèques sans provision. Voir Table de 1934, p. 61. Retrait du projet de loi [28 décembre], p. 1049.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Voir RÉSOLUTIONS, 61.

CHINE. — Voir CONVENTIONS, 24.

CHOISY-AU-BAC (Oise). — Voir LONGUEUIL-ANNE.

CHOMAGE. — Modification du tableau fixant le montant de la participation de l'Etat et des grands réseaux de chemins de fer au programme des grands travaux contre le chômage (art. 110). [Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 12.]

CHOUROUTE. — Voir DOUANES, 12.

CIMETIERES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre non applicables aux communes pourvues d'une canalisation d'eau potable les titres I^{er} et II du décret du 23 prairial an XII relatif à l'aménagement des cimetières. Voir Table de 1934, p. 62. — M. Monsservin dépose, au nom de la Commission de l'Administration, le rapport n° 161 [28 février], p. 211. — M. Turbat dépose l'avis de la Commission d'hygiène n° 458 [7 juin], p. 697. — M. Turbat dépose l'avis supplémentaire n° 550 [27 juin], p. 745. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Monsservin. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de M. Monsservin, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 juin], p. 791.

CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE GAMBETTA. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE VICTOR HUGO. — Voir RÉSOLUTIONS, 27.

CIRCONSTANCES ATTENUANTES ET TRES ATTENUANTES. — Voir CODE PÉNAL, 1, 3. — JURY.

CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE. — Voir DOUANES, 1.

CODE DES ASSURANCES SOCIALES (Départements recouverts).

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 38 [29 janvier], p. 51.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des

assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'hygiène (urgence déclarée), N° 139 [26 février], p. 173. — Voir Table 1933 [session ordinaire], p. 58.

CODE CIVIL.

1 — **Articles 57 et 58. — Acte de naissances aux enfants trouvés.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Justin Godart tendant à modifier et à compléter les articles 57 et 58 du code civil afin de donner un acte de naissance aux enfants trouvés. Renvoi à la Commission de législation, n° 24 [24 janvier], p. 39.

2 — **Article 1769. — Baux ruraux.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché, tendant à compléter l'article 1769 du code civil relatif à la révision du prix des baux ruraux. Renvoi à la Commission de législation, N° 451 [7 juin], p. 603. — Renvoi à la Commission de l'agriculture [18 juin], p. 636.

3 — **Article 251. — Mention du divorce en marge de l'acte de naissance.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 251 du code civil et à rendre obligatoire la mention du divorce en marge de l'acte de naissance. Renvoi à la Commission de législation, N° 610 [10 décembre], p. 872.

4 — **Article 758. — Droits successoraux des enfants naturels.**

1^o Dépôt, par M. Louis Martin, d'une proposition de loi tendant à modifier les droits successoraux des enfants naturels. Renvoi à la Commission de législation, N° 634 [19 décembre], p. 898.

2^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier l'article 758 du code civil (droits de succession de l'enfant naturel). Renvoi à la Commission de législation, N° 636 [19 décembre], p. 898.

5 — **Articles 1393, 1449, 1537, 1538. — Séparation de biens.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier les articles 1393, 1449, 1537 et 1538 du code civil et à décider que le régime matrimonial de droit commun sera le régime de la séparation de biens. Renvoi à la Commission de législation, N° 660 [27 décembre], p. 1005.

6 — **Articles 375 à 379. — Droit de correction paternelle.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier les articles 375, 376, 377, 378, paragraphe 2, et 379 du code civil, relatifs au droit de correction paternelle. Renvoi à la Commission de législation, N° 661 [27 décembre], p. 1005.

7 — **Droits et devoirs respectifs des époux.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à abroger ou modifier divers articles du chapitre VI, titre V, livre I^{er}, du code civil (droits et devoirs respectifs des époux). Renvoi à la Commission de législation, N° 662 [27 décembre], p. 1005.

8 — **Tutelle.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin ayant pour objet de modifier les articles 390, 391, 402, 403, 404, 405, 442 et 470 du code civil concernant la tutelle. Renvoi à la Commission de législation, n° 666 [28 décembre], p. 1042.

9 — **Article 1558 (Immeuble dotal) et 49 (Etat civil).** — [Application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion]. — Voir COLONIES, 2.

CODE DE COMMERCE. — Voir SOCIÉTÉS, 4.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

1 — **Liberté provisoire et cautionnement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 126, 135, 39, 87 et 89 du code d'instruction criminelle et à rétablir les articles 421 et 40 du même code. Renvoi à la Commission de législation, N° 249 (Urgence déclarée) [12 mars], p. 255. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 281 [19 mars], p. 306. Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} (modification des articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 et 121 du code d'instruction criminelle). Art. 113 à 115 précédemment adoptés. Art. 116: adoption. Art. 117, 118, 119 et 121 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 précédemment adopté. Art. 3 (modification de l'art. 135 du code d'instruction criminelle). Adoption. Art. 4 (modification des art. 39, 87, 39 et 90 du code d'instruction criminelle). Art. 39, 87 et 89 précédemment adoptés. Art. 90: adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 4. Art. 5: adoption. Art. 6 précédemment adopté. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 mars], p. 341. — Promulgation: Loi du 25 mars 1935 (J. O. des 25 et 26 mars, p. 3426. (Erratum. J. O. du 27 mars, p. 3474).

2 — **Recours en revision.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant modification des articles 443 et 444 du code d'instruction criminelle sur le recours en revision. Voir Table de 1934, p. 63. M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 484 [20 juin], p. 653.

3 — **Modification de l'article 421.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 421 du code d'instruction criminelle (N° 567, année 1931). Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

4 — **Association du jury à la cour d'assises dans l'application de la peine.** — Voir COLONIES, 4.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 modifiant l'article 13 du code de justice militaire. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 494 [21 juin], p. 668.

CODE PENAL.

1 — **Article 483. — Circonstances atténuantes.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Coucoureux et Chauveau tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 483 du code pénal afin de rendre applicables les circonstances atténuantes à toutes les contraventions de simple police. Renvoi à la Commission de législation, N° 11 [17 janvier], p. 20.

2 — **Article 401. — Créance complète de l'hôtelier.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le quatrième paragraphe de l'article 401 du code pénal en vue de protéger la créance complète de l'hôtelier et du logeur. Voir Table de 1934, p. 63. M. Delthil dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 171 [5 mars], p. 217. — 1^{re} délibération. Rejet de la proposition de loi [25 juin], p. 688.

3 — **Article 312. — Délits commis contre les enfants.** — Dépôt par M. Eugène Penancier d'une proposition de loi tendant à

supprimer le bénéfice des circonstances atténuantes pour certains délits commis contre les enfants et prévus par l'article 312 du code pénal. Renvoi à la commission de législation, N° 516 [25 juin], p. 687.

Voir JURY.

4 — **Articles 319 et 320.** — Proposition de loi modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter les articles 319 et 320 du code pénal et le paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi du 17 juillet 1908 (N° 142, année 1927). Voir Table de 1927, p. 195. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

5 — **Article 357: non-représentation d'enfant.**

1^o Proposition de loi tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal, réprimant le délit de non-représentation de l'enfant (N° 434, année 1927). Voir Table de 1927, p. 194. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

2^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal réprimant le délit de non-représentation d'enfant. Renvoi à la Commission de législation, N° 687 [31 décembre], p. 1120.

6 — **Articles 337 à 339, 324. — Adultère.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant: 1^o à modifier les articles 337, 338 et 339 du code pénal (adultère de la femme et entretien, par le mari, de concubine au domicile conjugal); 2^o à supprimer le paragraphe 2 de l'article 324 du code pénal qui déclare excusable le meurtre de la femme adultère et de son complice surpris en flagrant délit par le mari dans la maison conjugale. Renvoi à la Commission de législation, N° 637 [19 décembre], p. 898.

Voir FILOUTERIES ALIMENTAIRES. — MALADIES VÉNÉRIENNES. — RÉSOLUTIONS, 30.

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Poids sur les gros colis transportés par bateau.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à introduire dans le livre II du code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau. Renvoi à la Commission du commerce, N° 6 [15 janvier], p. 16. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport N° 285 [19 mars], p. 314. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mai], p. 578. — Promulgation: Loi du 27 juin 1935 (J. O. du 28 juin, p. 6842).

Voir CONVENTIONS, 2.

2 — **Protection des travailleurs français.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 64 a du livre II, titre 1^{er}, chapitre V, du code du travail en vue d'assurer la protection des travailleurs français. Renvoi à la Commission du commerce, N° 68 [5 février], p. 88. — M. Georges Ulmo dépose le rapport n° 155 [28 février], p. 196. — 1^{re} délibération. Communication d'une lettre de M. le Ministre du travail. Question préalable proposée par M. Georges Ulmo, rapporteur. Adoption [22 mars], p. 364.

3 — **Conciliation des différends collectifs du travail.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du livre IV du code du travail (règlement de la conciliation et de l'arbitrage en matière de différends collectifs du travail) et tendant à organiser l'obligation d'une

tentative de conciliation en matière de différends collectifs du travail. Voir Table de 1934, p. 63. — M. Guillemot dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, l'avis N° 111 [21 février], p. 157. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Emile Bender, Rapporteur de la Commission du commerce; Guillemot, Rapporteur de la Commission de l'agriculture. Article 1^{er} (Modifications apportées au titre II du livre IV du code du travail). Art. 104: Amendement de M. Louis Linyer: MM. Louis Linyer, Emile Bender, Rapporteur; Jacquier, Ministre du travail; Henry Lémery, Mauger. Adoption du début du 1^{er} alinéa. Sous-amendement de M. Henry Lémery: MM. Henry Lémery, Jacquier, Ministre du travail. — Retrait. Observations de M. Mauger. Adoption de la fin du 1^{er} alinéa (texte de l'amendement de M. Louis Linyer). Adoption du 2^o alinéa: Retrait de la fin de l'amendement de M. Louis Linyer. 3^o et 4^o alinéas: adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 104. Art. 105 et 106: adoption. Art. 107: 1^{er} alinéa: adoption. 2^o alinéa: adoption. Amendements (dispositions additionnelles): 1^o de M. Boivin-Champeaux; 2^o de M. Guillemot: MM. Boivin-Champeaux, Jacquier, Ministre du travail. Réservés. 3^o alinéa et dernier: Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Emile Bender, Rapporteur; Raynaldy, Henry de Jouvenel, Joseph Caillaux. Retrait. 1^{er} amendement de M. Boivin-Champeaux. Retrait. Adoption du 3^o alinéa. Amendement de M. Guillemot, précédemment réservé: MM. Henry de Jouvenel, Guillemot, Joseph Caillaux. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 107. Art. 108: amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Emile Bender, Rapporteur. Adoption (devenant l'article 108). Art. 109 et 110: adoption. Art. 111: 1^{er} alinéa: adoption. Amendements: 1^o de M. Gaston Japy; 2^o de M. Edouard Néron: MM. Gaston Japy, Edouard Néron, Emile Bender, Rapporteur; Jacquier, Ministre du travail; Henry Lémery. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Japy. (Par voie de conséquence, amendement de M. Néron sans objet.) Amendement de M. Jean Philip. Retrait. Amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Emile Bender, Rapporteur; Jacquier, Ministre du travail. Rejet, au scrutin. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Amendement de M. Lefas. Non soutenu. Art. 112 à 114: adoption. Art. 115: amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Emile Bender, Rapporteur. Retrait. Art. 116 à 118: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Additions au livre IV du code du travail). Art. 134 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Amendement de M. Henry Lémery. Retrait. Art. 135 et 136: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi [5 mars], p. 220.

4 — **Protection de la main-d'œuvre nationale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 93 du livre II du code du travail, en vue de confier aux inspecteurs du travail le contrôle de l'exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, protégeant la main-d'œuvre nationale. Renvoi à la commission du commerce, N° 138 [26 février], p. 173. — M. Bender dépose le rapport N° 283 [19 mars], p. 306. — 1^{re} délibération. Désignation des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 mars], p. 363. — Promulgation: Loi du 30 mars 1935 (J. O. du 2 avril, p. 3714).

COLIS TRANSPORTES PAR BATEAU. — Voir CODE DU TRAVAIL, 1. — CONVENTIONS, 2.

COLONIES.

1 — **Antilles et Réunion. — Protection de l'enfance.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'application de diverses lois métropolitaines sur la protection de l'enfance aux Antilles et à la Réunion. Renvoi à la commission des colonies, N° 7 [15 janvier], p. 16. — M. Leblanc dépose le rapport N° 251 [12 mars], p. 255. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mai], p. 578. — Promulgation: Loi du 27 juin 1935 (J. O. du 29 juin, p. 6874).

2 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Articles 1558 et 49 du code civil (Immeuble dotal. — Etat civil).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion deux lois du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du code civil et prévoyant la dation à bail de l'immeuble dotal, et du 10 mars 1932, modifiant l'article 49 du code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil. Voir Table de 1934, p. 64. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 janvier], p. 21. — Promulgation: Loi du 16 mars 1935 (J. O. du 19 mars, p. 3154).

3 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Vagabondage spécial.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916, complétant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 3 avril 1903 et tendant à aggraver les pénalités en matière de vagabondage spécial. Voir Table de 1934, p. 64. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 janvier], p. 21. — Promulgation: Loi du 16 mars 1935 (J. O. du 19 mars, p. 3155).

4 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Association du jury dans l'application de la peine.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion la loi du 5 mars 1932, modifiant les articles 342, 364, 365, 367, 369 et 370 du code d'instruction criminelle en vue d'associer le jury à la cour d'assises dans l'application de la peine. Voir Table de 1934, p. 64. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 janvier], p. 21. — Promulgation: Loi du 16 mars 1935 (J. O. du 19 mars, p. 3155).

5 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Prix de la tonne de cannes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 31 décembre 1927 relative à l'institution de commissions consultatives du travail et de l'agriculture dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, et permettant aux gouverneurs de ces colonies de fixer, par arrêté, le prix de la tonne de cannes. Renvoi à la commission des colonies, N° 23 [24 janvier], p. 39. — M. le Général Stuhl dépose le rapport N° 53 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibéra-

tion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Léonard Bénard, Mario Roustan, vice-président de la Commission des colonies; Louis Rollin, ministre des colonies. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 février], p. 124. — Promulgation: Loi du 19 février 1935 (J. O. des 25 et 26 février, p. 2386).

6 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Expropriation pour cause d'utilité publique.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'étendre aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances et de la Réunion, les dispositions des lois des 17 juillet 1921, 6 et 17 avril 1932 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Voir Table de 1934, p. 64. — M. Leblanc dépose le rapport N° 250 [12 mars], p. 255. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mai], p. 578. — Promulgation: Loi du 26 juin 1935 (J. O. du 28 juin, p. 6842).

7 — **Madagascar. — Entrepôt fictif.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 11 février 1932 relatif au régime de l'entrepôt fictif dans certains ports de la colonie de Madagascar et dépendances. Voir Table de 1934, p. 64. — M. Leblanc dépose l'avis de la commission des colonies, N° 267 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 19 avril 1935 (J. O. du 3 mai, p. 4786).

8 — **Caisse d'épargne.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et à permettre la création de caisses d'épargne coloniales à forme postale, autorisées à placer une partie des fonds déposés en valeurs locales. Voir Table de 1934, p. 63. — M. Hachette dépose au nom de la Commission des colonies le rapport N° 286 [19 mars], p. 314. — M. Pierre-Robert dépose l'avis de la Commission du commerce N° 556 [28 juin], p. 770.

9 — **Tricentenaire du rattachement des Antilles et de la Guyane.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la célébration du tricentenaire du rattachement des Antilles et de la Guyane à la France. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 318 [26 mars], p. 388. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 349 [27 mars], p. 449. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des colonies, lu par M. Hachette au nom de M. Léonard Bénard. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 515. — Promulgation: Loi du 25 avril 1935 (J. O. du 2 mai, p. 4754).

10 — **Inspecteurs du travail au Ministère des Colonies.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création d'un corps d'inspecteurs du travail à l'administration centrale du Ministère des Colonies, N° 335. Voir année 1931 (*inspecteurs du travail*). Retrait du projet de loi [28 mai], p. 576.

11 — **Afrique occidentale française. — Emprunt de 60 millions.** — Dépôt du rapport de M. le Ministre des Colonies concernant l'emploi des fonds d'emprunt de 60 millions de francs que le gouverneur général de l'Afrique occidentale française a été autorisé à réaliser aux termes de

l'article 1^{er} de la loi du 28 avril 1932 [5 décembre], p. 856.

12 — **Comptes définitifs (Exercice 1924).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1924) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. Voir Table de 1934, p. 64. — Promulgation: Loi du 5 mars 1935 (J. O. du 12 mars, p. 2194).

13 — **Comptes définitifs (Exercice 1925).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1925) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat, N° 280, année 1931. Voir Table de 1934, p. 64. — Promulgation: Loi du 5 mars 1935. (J. O. du 12 mars, p. 2915. *Erratum: J. O. du 17 mars 1935, p. 3406*).

14 — **Comptes définitifs (Exercice 1926).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1926) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. Voir Table de 1934, p. 64. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Hervey, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble de l'article unique du projet de loi [5 décembre], p. 857.

15 — **Comptes définitifs (Exercice 1927).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1927) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. Voir Table de 1934, p. 64. — M. Hervey dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 94 [12 février], p. 126. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*; Louis Rollin, *Ministre des Colonies*; Manger, *Président de la Commission des comptes définitifs*; Le Moignic. Adoption de l'ensemble de l'article unique du projet de loi [5 décembre], p. 860.

16 — **Loi de finances.** — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies (art. 30). Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites (art. 31). Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce (art. 32). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer et de l'Agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat (art. 33 et 34). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 6).

17 — **Entretien de suppléments d'effectifs.** — Voir CRÉDITS, 13.

18 — **Régime douanier colonial.** — Voir DOUANES, 74.

COMBATTANTS VOLONTAIRES. — Voir CROIX.

COMITE CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Voir Table de 1934, p. 65. — Résultat du scrutin: M. André Fallières, élu [7 février], p. 107.

COMITE CONSULTATIF DES FORCES HYDRAULIQUES. — Lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat

de procéder à la nomination d'un membre au comité consultatif des forces hydrauliques. Fixation ultérieure de la date de l'élection [5 mars], p. 215. — Résultat du scrutin: M. Coucoureux, élu [12 mars], p. 275.

COMITE CONSULTATIF DE CONTROLE EN MATIERE D'ASSURANCE AUTOMOBILE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres au comité consultatif des assurances contre les risques d'accidents causés par les véhicules automobiles. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [28 novembre], p. 835. — Résultat du scrutin: MM. Leblanc et Jean Bose, élus [19 décembre], p. 900.

COMMERCE (Protection du). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instaurer un règlementation pour la protection du commerce français et l'inscription au registre du commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N° 594 [28 novembre], p. 835.

COMMIS GREFFIERS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la nomination, par décret, des commis greffiers titulaires des cours et tribunaux (N° 548, année 1927). Voir Table de 1927, p. 203. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de l'air (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 39). — MM. DE DION, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, MAUGER, LOUIS MARTIN, ALBERT MEUNIER, PUJES, ALBERT MAHIEU, MARTIN-BINACHON, LOUIS TISSIER, LEFEBVRE DU PREY, ALFRED BRARD, SCHRAMECK, MESSIMY, DELTHIL, CAMILLE REBOUL, BERGEON, LISSAR, GASTON GAUDAIRE, RIO, LANCIEU, LE MOIGNIC, PAUL BÉNAZET, FARJON, CHASSAING, EMILE SARI, LAUDIER, LOUIS LINYER, RENÉ BESNARD, J.-P. RAMBAUD, DE BLOIS, BELLANGER, CABART-DANNEVILLE, DELESALLE, DE LA GRANGE, BELMONT. La Commission a nommé: *Président*: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; *Vice-Présidents*: MM. MARTIN-BINACHON, BERGEON; *Secrétaires*: MM. MAUGER, A. DE LA GRANGE (*J. O.* du 30 janvier, p. 1192).

Commission de l'Algérie (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 39). — MM. HERVEY, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, MAUGER, ROUX FREISSINENG, CUTTOLI, LEBLANC, HAYAUX, J. LOUBET, T. STEEG, MESSIMY, HENRI BOURDEAUX, VALLIER, CAMILLE REBOUL, MAURICE VIOLETTE, MOUÏNÉ, DUROUX, DE LA GRANDIÈRE, BAUFLE. — La Commission a nommé: *Président*: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; *Vice-Présidents*: MM. HERVEY, DUROUX; *Secrétaires*: MM. ROUX-FREISSINENG, CUTTOLI (*J. O.* du 30 janvier, p. 1192).

Commission des colonies (nommée le 17 janvier 1935). — 1^{er} bureau: MM. LUCIEN SAINT, MARIO ROUSTAN, ROGÉ. — 2^e bureau: MM. CHARLES DELONCLE, LANCIEU, TOURNAN. — 3^e bureau: MM. CORNUDET, MESSIMY, BEAUMONT. — 4^e bureau: MM. LEBLANC, GÉNÉRAL STUHL, LÉONUS BÉNAZET. — 5^e bureau: MM. GAUTHEROT, LE MOIGNIC, AUGUSTE MOUÏNÉ. — 6^e bureau: MM. T. STEEG, GASTON GAUDAIRE, ROUX-FREISSINENG. — 7^e bureau: MM. SCHRAMECK, CABART-DANNEVILLE, MARROU. — 8^e bureau: MM. HACHETTE, JEAN PHILIP, PIERRIN. — 9^e bureau: MM. MARTIN-BINACHON, DELTHIL, CARRÉ-BONVALET (*J. O.* du 18 janvier, p. 587). — La Commission a nommé: *Président*: M. T. STEEG; *Vice-Présidents*: MM. MARIO ROUSTAN et CORNUDET; *Secrétaires*: MM. LÉONUS BÉNAZET et CABART-DANNEVILLE (*J. O.* du 22 janvier, p. 733).

Commission de comptabilité (nommée le 29 janvier 1935). — 1^{er} bureau: MM. VICTOR DALBIEZ, NEUVILLE. — 2^e bureau: MM. RENÉ HÉRY, PUJES. — 3^e bureau: MM. ALFRED GRAND, MAUGER. — 4^e bureau: MM. LAVERGNE, HENRI BOURDEAUX. — 5^e bureau: MM. GAUTHEROT, AUGUSTE MOUÏNÉ. — 6^e bureau: MM. DENTU, CAMILLE REBOUL. — 7^e bureau: MM. FRANÇOIS-SAINT-MAUR, EDMOND CAVILLON. — 8^e bureau: MM. J. LOUBET, FÉVRE. — 9^e bureau: MM. MARTIN-BINACHON, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 30 janvier, p. 1192). — La commission a nommé: *Président*: M. J. LOUBET; *Secrétaire-rapporteur*: M. RENÉ HÉRY (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1309).

Commission des comptes définitifs (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 39). — MM. HERVEY, MAUGER, JOSSOT, LESACHÉ, POL-CHEVALIER, HENRI CHÉRON, FERNAND MERLIN, J. LOUBET, RENÉ HÉRY, GORÉ, LEROUF, GASTON GAUDAIRE, MANCEAU, MILLIÈS-LACROIX, SALMON, CHASSAING, COCHARD, WOLFF. — La commission a nommé: *Président*: M. MAUGER; *Vice-Présidents*: MM. HERVEY, GASTON GAUDAIRE; *Secrétaires*: MM. LESACHÉ, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX (*J. O.* du 30 janvier, p. 1192). — M. BAUFLE est nommé membre, en remplacement de M. POL-CHEVALIER, décédé [5 mars], p. 231.

Commission des mines (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 38). — MM. PERREAU, PAUL BERSEZ, LAVERGNE, HAYEZ, PUJES, CADOT, LE PELLETIER, GIORDAN, PHILIPPOTEAUX, LOUIS TISSIER, LEFEBVRE DU PREY, EDOUARD NÉRON, FAYOLLE, PIEYRE, CHOPIN, FRANÇOIS DE WENDEL, PIERRE ROBERT, BORGEOT, FARJON, DEMESMAY, DE COURTOIS, COUCOUREUX, GASTON BAZILE, JEAN TAURINES, BRUGUIER, PAVIN DE LAFARGE, NEYRET. — La commission a nommé: *Président*: M. LOUIS TISSIER; *Vice-Présidents*: MM. HAYEZ, CADOT; *Secrétaires*: MM. PAVIN DE LAFARGE, DE COURTOIS (*J. O.* du 30 janvier, p. 1192). — M. DRIVET est nommé membre, en remplacement de M. CHOPIN, décédé [5 mars], p. 231.

Commission des pétitions (nommée le 17 janvier 1935). — 1^{er} bureau: M. NEUVILLE. — 2^e bureau: M. CADOT. — 3^e bureau: M. BEAUMONT. — 4^e bureau: M. VOILIN. — 5^e bureau: M. PIERRE CHAUMIÉ. — 6^e bureau: M. JULES HAYAUX. — 7^e bureau: M. EUGÈNE MULLER. — 8^e bureau: M. DELESALLE. — 9^e bureau: M. BÉTOULE (*J. O.* du 18 janvier, p. 587). — La commission a nommé: *Président*: M. JULES HAYAUX; *Secrétaire*: M. NEUVILLE; *Rapporteur*: M. BEAUMONT (*J. O.* du 23 janvier, p. 734).

COMMISSIONS GÉNÉRALES.

Article 19 du règlement du Sénat — Nomination des commissions générales. — Voir RÉSOLUTIONS, 2.

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. ANDRIEU, BABAUD-LACROZE, BERTRAND CARRÈRE, LE MARQUIS DE CHAMBRUN, ALPHONSE CHAUMONT, CAMILLE CHAUMONT, CORNUDET, COUCOUREUX, COYRARD, DEMELLIER, DENTU, DUCLAUX-MONTEIL, JEAN DURAND, FLAYELLE, GADAUD, GARRIGOU, GASTON GAUDAIRE, GIRAUD, ALFRED GRAND, PAUL JOURDAIN, PAUL LAFONT, LEROUF, LOUIS LINYER, MAULION, HENRI MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MONSSERVIN, ANDRÉ MORIZET, EUGÈNE MULLER, RAOUL PÉRET, PIEYRE, POL-CHEVALIER, J.-P. RAMBAUD, ROUX-FREISSINENG, SERLIN, VILLAUT-DUCHESNOIS. — La commission a nommé: *Président*: M. HENRI MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. MONSSERVIN et JEAN DURAND; *Secrétaires*: MM. BABAUD-LACROZE et LOUIS LINYER (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. LISSAR est nommé membre, en remplacement de M. POL-CHEVALIER, décédé

[5 mars], p. 219. — MM. CARRÉ-BONVALET et GALLET sont nommés membres, en remplacement de M. PIEYRE, décédé, et de M. BABAUD-LACROZE, démissionnaire [18 juin], p. 637.

Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. AMIARD, HENRI BÉRENGER, BERGEON, RENÉ BESNARD, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, CAPUS, CORNUDET, VICTOR DALBIEZ, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, ECCARD, FOURMENT, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, ALEXANDRE ISRAËL, PAUL JOURDAIN, HENRI DE JOUVENEL, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, LEFEBVRE DU PREY, LÉMERY, YVES LE TROCQUER, DE LUDRE, FERNAND MERLIN, MESSIMY, ALEXANDRE MILLE-RAND, MOLLARD, PAUL-BONCOUR, ALBERT PEYRONNET, MARCEL PLAISANT, RAYNALDY, LUCIEN SAINT, ALBERT SARRAUT, T. STEEG, DESIRÉ VALETTE, FRANÇOIS DE WENDEL. — La commission a nommé: *Président*: M. HENRI BÉRENGER; *Vice-Présidents*: MM. LÉMERY et CORNUDET; *Secrétaires*: MM. ECCARD et MARCEL PLAISANT (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. RENÉ RENOULT est nommé membre, en remplacement de M. AMIARD, décédé [25 juin], p. 687. — MM. CAMILLE CHAUMONT et GÉORGES PORTMANN ont été nommés membres, en remplacement de MM. HENRI DE JOUVENEL et MESSIMY, décédés [5 décembre], p. 857.

Commission de l'agriculture (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. DE BAUDRY D'ASSON, BEAUMONT, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, BORGEOT, CADOT, ARMAND CALMEL, GASTON CARRÈRE, CENCELME, CHOPIN, DAMECOUR, DAUZIER, DELHOUME, DIÉBOLT-WEBER, MARCEL DONON, JEAN DURAND, JOSEPH FAURE, FONTANILLE, GÉGAUFF, GORÉ, GUILLEMOT, JEAN JACQUY, VICTOR JUDET, MANDO, LOUIS MICHEL, MONTENOT, DE MONTI DE REZÉ, NEUVILLE, PATIZEL, PIERRIN, AUGUSTE POTIÉ, PROVOST-DUMARCHAIS, CAMILLE REBOUL, EUGÈNE ROUART, YVES TANGUY, VASSEUX. — La Commission a nommé: *Président*: M. GASTON CARRÈRE; *Vice-Présidents*: MM. MARCEL DONON et BEAUMONT; *Secrétaires*: MM. JOSEPH FAURE et BORGEOT (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. MARCEL MICHEL est nommé membre en remplacement de M. CHOPIN, décédé [21 février], p. 158. — M. LÉCOURTIER est nommé membre, en remplacement de M. GÉGAUFF, décédé [5 mars], p. 219.

Commission de l'armée (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. ARMBRUSTER, AURAY, BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, BOIVIN-CHAMPEAUX, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, BERTRAND CARRÈRE, CENCELME, CONNEVOT, VICTOR DALBIEZ, DANIEL VINCENT, DUPREY, FAUGÈRE, DE FONTAINES, GASTON GAUDAIRE, LE COMTE D'HARCOURT, HAYEZ, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, DE LA GRANDIÈRE, LECLERC, LÉCOURTIER, LE MOIGNIC, LE COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, DE LUDRE, MAUGER, MESSIMY, NEYRET, PAUL PELISSE, EUGÈNE PENANCIER, J.-P. RAMBAUD, ROLLAND, JEAN TAURINES, GUY DE WENDEL. — La commission a nommé: *Président*: M. MESSIMY; *Vice-Présidents*: MM. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS et RENÉ BESNARD; *Secrétaires*: MM. PAUL PELISSE et LE COMTE D'HARCOURT (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. RILLART DE VERNEUIL a été nommé en remplacement de M. DE LUDRE, démissionnaire [5 février], p. 86. — M. VOILIN est nommé membre, en remplacement de M. LECLERC [5 mars], p. 219. — M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS est nommé *Président* en remplacement de M. MESSIMY, décédé (*J. O.* du 29 novembre), p. 12579. — M. GOIRAND est nommé membre, en remplacement de M. MESSIMY, décédé [5 décembre], p. 857. — M. ACHILLE NAUDIN est nommé membre en remplacement de M. HAYEZ, décédé [12 décembre], p. 877.

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. AMIARD, BABIN-CHEVAYE, BENDER, PAUL BERSEZ, JEAN BOSCH, BRINGER, CAILLIER, DECROZE, CHARLES DELONCLE, DEMESMAY, DUROUX, FÉVRE, GAUTIER, JUSTIN GODART, GEORGES DE GRANDMAISON, HAMELIN, JAMES HENNESSY, GASTON JAPY, HENRY DE JOUVENEL, PAUL LAFONT, LEFÈVRE DU PREY, VICTOR LOURTIÈS, LUGOL, MANDO, MARROU, EUGÈNE MULLER, PERDRIX, PIERRE-ROBERT, LOUIS RAMBAUD, ADRIEN RICHARD, EDOUARD ROUSSEL, LOUIS SERRE, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, GEORGES ULMO, VALLIER. — La commission a nommé: *Président*: M. AMIARD; *Vice-Présidents*: MM. CHARLES DELONCLE et DUROUX; *Secrétaires*: MM. DECROZE et VICTOR LOURTIÈS (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — La commission a nommé: *Président*: M. DUROUX, en remplacement de M. AMIARD, décédé; *Vice-Président*: M. BENDER, en remplacement de M. DUROUX (*J. O.* du 20 juin, p. 6382). — M. PRESSEQ est nommé membre en remplacement de M. AMIARD, décédé [25 juin], p. 687. — MM. LEDERLIN et OSTERMANN sont nommés membres en remplacement de MM. HENRY DE JOUVENEL et VALLIER, décédés [5 décembre], p. 857.

Commission des douanes et des conventions commerciales (nommée le 24 janvier 1935 (*J. O.*, p. 27). — MM. COMTE H. D'ANDLAU, BEAUMONT, ROBERT BELLANGER, LÉONUS BÉNARD, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, JEAN BOSE, BRINGER, CAILLIER, CAPUS, CARRÉ-BONVALET, EUGÈNE CHANAL, CHAPSAL, COCHARD, CORBEDAINE, DECROZE, DELHOUME, MARCEL DONON, ALBERT FOUILLOUX, JEAN JACQUY, GASTON JAPY, LEFAS, ABEL LEFÈVRE, JEAN LEMAISTRE, VICTOR LOURTIÈS, ACHILLE NAUDIN, EDOUARD NÉRON, CLÉMENT RAYNAUD, ROGÉ, EMIÈLE ROUSSEL, SALMON, STOURM, LOUIS TISSIER, TOY-RIONT, GEORGES ULMO, DESIRÉ VALLETTE. — La commission a nommé: *Président*: M. CHAPSAL; *Vice-Président*: MM. EDOUARD NÉRON et EUGÈNE CHANAL; *Secrétaires*: MM. MARCEL DONON et ABEL LEFÈVRE (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. VIELLARD est nommé membre, en remplacement de M. LEFAS [5 mars], p. 219.

Commission de l'enseignement (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. COMTE H. D'ANDLAU, AURAY, ALEXANDRE BACHELET, GASTON BAZILE, LÉON BÉRARD, BETOULLE, BORGEOT, DE CAMAS, MARQUIS DE CHAMBRUN, COYRARD, DARAIGNEZ, DENTU, GARRIGOU, GASNIER-DUPARC, GAUTHEROT, JULES HAYAUX, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOSSET, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, LE PELLETIER, COMTE DE LEUSSE, MALSANG, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, NEUVILLE, PELLETIER, RAOUL PÉRET, PÉYRE, GEORGES PORTMANN, PIERRE RAMEIL, SAVIGNOL, T. STÉG, JULES WOLFF. — La commission a nommé: *Président*: M. JOSSET; *Vice-Présidents*: MM. RENÉ HÉRY et SAVIGNOL; *Secrétaires*: MM. LE COMTE DE LEUSSE et GAUTHEROT (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. ROGÉ est nommé membre en remplacement de M. LÉON BÉRARD [25 juin], p. 687. — M. AIMÉ BERTHOD est nommé membre en remplacement de M. PÉYRE, décédé [5 décembre], p. 857.

Commission des finances.

Budget de 1935. — Modifications: M. A. DE LA GRANGE est nommé membre en remplacement de M. MANCEAU, démissionnaire [24 janvier], p. 28. M. HENRI ROY est nommé membre en remplacement de M. MARIO ROUSTAN [25 juin], p. 687.

Budget de 1936 (Nommée et constituée le 5 décembre 1935, *J. O.*, p. 857). — *Président*: M. JOSEPH CAILLAUX; *Vice-Présidents*: MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU; *Secrétaires*: MM. FRANÇOIS MILAN, FARJON; *Rapporteur général*: M. ABEL GARDEY;

Membres: MM. BABAUD-LACROZE, ALEXANDRE BACHELET, BIENVENU-MARTIN, ALFRED BRARD, CHARABOT, CHAUVEAU, CUMINAL, DELTHIL, MANUEL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, HACHETTE, HERVEY, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, A. DE LA GRANGE, LANCIEN, HENRI LAUDIER, ANDRÉ LEBERT, ANDRÉ MORIZET, AUGUSTE MOUNIÉ, JEAN PHILIP, PIERRE-ROBERT, PROVOST-DUMARCHAIS, PUJES, HENRI ROY, EMILE SARI, SCHRAMECK, GÉNÉRAL STUHL, TOURNAN, JEAN VALADIER, MAURICE VIOLLETTE.

Budgets particuliers. — *Rapporteurs*: *Finances*, M. MAURICE VIOLLETTE; *Justice*. — *Services judiciaires*, M. ANDRÉ LEBERT; *Affaires étrangères*, M. SCHRAMECK; *Intérieur*, M. BABAUD-LACROZE; *Guerre et défense des territoires d'outre-mer*, M. EMILE SARI; *Marine militaire*, M. FARJON; *Education nationale*, M. JEAN PHILIP; *Enseignement technique*, M. CUMINAL; *Beaux-Arts*, M. MANUEL FOURCADE; *Commerce et Industrie*, M. TOURNAN; *Air*, M. LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER; *Travail*, M. JEAN VALADIER; *Santé publique et Education physique*, M. DELTHIL; *Colonies*, M. LANCIEN; *Agriculture*, M. CHAUVEAU; *Travaux publics.* — *Personne et frais généraux.* — *Routes et ponts.* — *Navigation.* — *Ports maritimes.* M. FRANÇOIS MILAN; *Travaux publics.* — *Forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique.* — *Mines*, M. ALEXANDRE BACHELET; *Travaux publics.* — *Chemins de fer*, M. HENRI ROY; *Marine marchande*, M. CHARABOT; *Pensions*, M. HERVEY; *Présidence du Conseil et Services d'Alsace et de Lorraine*, M. HACHETTE; *Monnaies et Médailles*, M. AUGUSTE MOUNIÉ; *Imprimerie nationale*, M. ANDRÉ MORIZET; *Légion d'honneur*, M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR; *Services pénitentiaires et Education surveillée*, M. PROVOST-DUMARCHAIS; *Service des Poudres*, M. PUJES; *Ecole centrale des arts et manufactures*, M. CUMINAL; *Postes, Télégraphes, Téléphones*, M. PIERRE-ROBERT; *Caisse nationale d'Epargne*, M. PIERRE-ROBERT; *Algérie*, M. HENRI LAUDIER (*J. O.* du 6 décembre, p. 12852).

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. ARMBRUSTER, BRUGUIER, BUQUIN, CHASSAING, CHAUVEAU, DARAIGNEZ, DAUTHY, DHERBECOURT, DUDOUY, DUPREY, EVEN, FAUGÈRE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, JUSTIN GODART, LAVERGNE, LE GORGEU, LEREDU, LOUBAT, RAYMOND MARTIN, MAUGER, FERNAND MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, EDOUARD NÉRON, NEYRET, PELEGER, GEORGES PORTMANN, LOUIS RAMBAUD, RAYNALDY, ROLLAND, SIREY-JOL, PAUL STRAUSS, ROBERT THOUMYRE, TURBAT, VIELLARD, JULES WOLFF. — La commission a nommé: *Président*: M. FERNAND MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. DAUTHY et ROLLAND; *Secrétaires*: MM. MAUGER et EVEN (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. MIROUEL est nommé membre, en remplacement de M. VIELLARD [5 mars], p. 219.

Commission de législation civile et criminelle (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. ROBERT BELMONT, LÉON BÉRARD, BOIVIN-CHAMPEAUX, LÉON BON, HENRI BOURDEAUX, BRUNEL, ARMAND CALMEL, CHAMPETIER DE RIBES, ALPHONSE CHAUTEPS, HENRY CHÉRON, DE COURTOIS, CURRAL, DAUTHY, DELTHIL, DESJARDINS, DUPLANTIER, ECARD, ALBERT FOUILLOUX, MANUEL FOURCADE, GOIRAND, ALFRED GRAND, LE BAIL, LEBLANC, LESACHÉ, LOUIS LINYER, LISBONNE, LUGOL, LOUIS MARTIN, MAULION, EUGÈNE PENANCIER, PHILIPPOTEUX, POL-CHEVALIER, RENÉ RENOUULT, VALLIER, VEYSSIÈRE, LUCIEN VOILIN. — La commission a nommé: *Président*: M. LUGOL; *Vice-Présidents*: MM. ARMAND CALMEL et DE COURTOIS; *Secrétaires*: MM. BOIVIN-CHAMPEAUX et BRUNEL (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. LEFAS est nommé membre, en remplacement de M. POL-CHE-

VALIER, décédé [5 mars], p. 219. — M. HACHETTE est nommé membre, en remplacement de M. LÉON BÉRARD [25 juin], p. 687. — MM. CLÉMENT RAYNAUD et TONY REVILLON sont nommés membres, en remplacement de MM. PHILIPPOTEUX et VALLIER, décédés [5 décembre], p. 857. — M. COUCOUREUX est nommé membre, en remplacement de M. HACHETTE, démissionnaire [17 décembre], p. 890.

Commission de la marine (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 27). — MM. BABIN-CHEVAYE, LÉONUS BÉNARD, BERGEON, LÉON BON, BRINDEAU, CABART-DANNEVILLE, DE CAMAS, CITTOLI, DUBOUYT, J.-L. DUMESNIL, DUROUX, EVEN, GASNIER-DUPARC, GIORDAN, GIRAUD, GUILLEMOT, HACHETTE, JAMES HENNESSY, RENÉ HÉRY, DE KERGUÉZEC, LE BAIL, LEBLANC, LÉMERY, LE MOIGNIC, MARTIN-BINACHON, JEAN ODIN, PERREAU, MARQUIS DE POMEREU, PUJES, RIO, ROUX-FREISSINENG, STOURM, YVES TANGUY, LOUIS TISSIER, VEYSSIÈRE, VILLAUD-DUCHESNOIS. — La commission a nommé: *Président*: M. RIO; *Vice-Présidents*: MM. BERGEON et MARTIN-BINACHON; *Secrétaires*: MM. CABART-DANNEVILLE et EVEN (*J. O.* du 27 janvier, p. 997). — M. DE BLOIS est nommé membre en remplacement de M. PUJES, démissionnaire [12 décembre], p. 877.

Commission des travaux publics (nommée le 24 janvier 1935, *J. O.*, p. 28). — MM. GASTON BAZILE, ROBERT BELLANGER, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BRINDEAU, EUGÈNE CHANAL, PIERRE CHAUMIÉ, COCHARD, CONNEVOT, DE COURTVOIS, CURRAL, DHERBECOURT, MARQUIS DE DION, DRIVET, ANDRÉ FALLIÈRES, GIANOTTI, COMTE D'HARCOURT, VICTOR JUDET, LAVOINNE, ABEL LEFÈVRE, LE GORGEU, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, MALSANG, ALBERT MEUNIER, CHARLES MEUNIER, MOLLARD, MONSIEVIN, PAVIN DE LAFARGE, PERREAU, PICHERY, MARQUIS DE POMEREU, PUJES, RENAUDOT, VOILLOT, FRANÇOIS DE WENDEL. — La commission a nommé: *Président*: M. MOLLARD; *Vice-Présidents*: MM. YVES LE TROCQUER et ANTOINE BORREL; *Secrétaires*: MM. ABEL LEFÈVRE et PUJES (*J. O.* du 27 janvier, p. 997).

COMMISSIONS SPECIALES.

Commission relative à l'élection et à la durée du mandat des Députés. — La commission a nommé: *Président*: M. EUGÈNE PENANCIER; *Vice-Présidents*: MM. CUMINAL et LANCIEN; *Secrétaire*: M. ROLLAND (*J. O.* du 27 février), p. 2446.

Commission pour la recherche des abus. — M. HERVEY est nommé membre en remplacement de M. POL-CHEVALIER, décédé (*J. O.* du 13 mars, p. 2959).

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission arbitrale du contrôle technique. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 4.

Commission de contrôle de la circulation monétaire. — Lettre de M. le Ministre des Finances demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission de contrôle de la circulation monétaire. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [28 novembre], p. 834. — Résultat du scrutin: M. PROVOST-DUMARCHAIS, élu [12 décembre], p. 885.

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [15 janvier], p. 15. — Résultat du scrutin: MM. PIERRIN et CLÉMENTEL, élus [7 février], p. 107. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder

à la nomination d'un de ses membres à la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [19 février], p. 148. — Résultat du scrutin: M. BEAUMONT, élu [28 février], p. 210.

Commission supérieure du travail. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission supérieure du travail [31 janvier], p. 74. — Résultat du scrutin: M. FARJON, élu [28 février], p. 210.

Commissions consultatives du travail et de l'agriculture dans les colonies. — Voir COLONIES, 5.

Commissions départementales. — Voir EMPLOYÉS SPÉCIAUX.

COMMUNES. — Voir ASSOCIATIONS AGRICOLES. — ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. — CAISSES DÉPARTEMENTALES. — CANTONNIERS. — CAVES et TREILLES. — CIMETIÈRES. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — ÉLECTRICITÉ. — FEY-EN-HAYE. — GARDE CHAMPÊTRE. — INTERPELLATIONS, 6. — LOTISSEMENTS DÉFECTUEUX. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — SENIERGUES. — SYNDICATS.

COMMUNICATIONS. — Communication de lettres de MM. Hamelin, Monsservin et Morizet [10 janvier], p. 5. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des députés pour l'année 1935. — Communication d'une lettre de M. le ministre de l'agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. — Fixation ultérieure de la date de l'élection. — Communication relative à la nomination des commissions générales (art. 15 du règlement). — Fixation au jeudi 24 janvier de la date de leur nomination. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 du règlement: Commission de comptabilité; Commission des pétitions; Commission des colonies. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 bis du règlement: Commission des mines; Commission de l'air; Commission de l'Algérie; Commission des comptes définitifs. — Communication relative à la nomination de la commission d'instruction de la cour de justice et à la désignation du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président. — Fixation au mardi 29 janvier de la date de ces nominations [17 janvier], p. 15. — Communication d'un témoignage de sympathie à l'occasion du décès de Louis Barthou, ancien ministre des affaires étrangères [29 janvier], p. 50. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (procureur général: M. Scherdin; avocats généraux: MM. Le Marc'Hadour et Sens-Olive) [29 janvier], p. 50. — Lettre de M. le ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission supérieure du travail [31 janvier], p. 74. — Lettre de M. le ministre de l'agriculture demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un de ses membres à la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [19 février], p. 148. — Communication d'une lettre de M. le ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un membre au comité consultatif des forces hydrauliques. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [5 mars], p. 215. — Communication d'une lettre de M. le ministre

du travail relative à la délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la protection des travailleurs français [22 mars], p. 364. — Lettre de M. le président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux sénateurs pour le représenter au sein de cette commission [13 juin], p. 622. — Lettre de M. le président du conseil d'administration de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs portant transmission d'un état des opérations de recettes et de dépenses de la caisse et des opérations de placements effectuées au cours de l'année 1934 [25 juin], p. 686. — Lettre de M. le ministre des finances demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission de contrôle de la circulation monétaire. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [28 novembre], p. 834. — Lettre de M. le ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres au comité consultatif des assurances contre les risques d'accidents causés par les véhicules automobiles. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [28 novembre], p. 835. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant la convocation du Sénat pour le 10 décembre [10 décembre], p. 871.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT. — M. Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Cabinet Flandin)*, donne lecture d'une communication du Gouvernement sur la prolongation provisoire de la durée du service militaire [15 mars], p. 300. — M. Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Cabinet Fernand Bouisson)*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle) N° 437 [4 juin], p. 598. — M. Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (4^e Cabinet Pierre Laval)*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle) N° 450 [7 juin], p. 605. — M. Jean Fabry, *Ministre de la Guerre*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Libération d'un demi-contingent) [20 juin], p. 652.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant un avenant à la convention passée le 23 novembre 1933 entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique. Renvoi à la commission des finances, N° 587 [28 juin], p. 819. — Renvoi, pour avis, à la commission de la marine [28 novembre], p. 835. — M. Charabot dépose le rapport N° 646 [23 décembre], p. 906. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la commission de la marine, par M. Hachette, N° 657. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Desjardins, Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*; Rio, *président de la commission de la marine*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 961. — Promulgation: Loi du 27 décembre 1935 (J. O. du 28 décembre, p. 12690).

COMPTE SPECIAL DE COMPENSATION. — Voir PRODUITS FINIS.

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES. — Voir COLONIES, 12 à 15.

COMPTEURS. — Voir CONVENTIONS, 10.

CONCILIATION EN MATIÈRE DE DIFFÉRENDS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

CONCUBINE (Entretien au domicile conjugal). — Voir CODE PÉNAL, 6.

CONSEIL D'ETAT. — Voir INTERPELLATIONS, 6.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS ET CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE (Election des membres). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les conditions d'élection des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine. Voir Table de 1934, p. 67. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission de l'administration, un 3^e rapport N° 146 [27 février], p. 184. — Inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la séance du 7 mars par scrutin public [5 mars], p. 232. — Suite de la discussion. Urgence précédemment déclarée. Observations de M. P.-E. Flandin, *Président du conseil*; Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Babaud-Lacroze, *Rapporteur*. Ajournement, au scrutin, de la discussion. Fixation au mardi 19 mars de la discussion du projet de loi [7 mars], p. 246. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Cornudet, le général Hirschauer. Art. 1^{er} à 4: adoption. Art. 5: adoption. Observations de MM. Marcel Régner, *Ministre de l'Intérieur*; André Morizet, Babaud-Lacroze, *Rapporteur*. Art. 6: adoption. Disposition additionnelle: M. Eugène Millès-Lacroix. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Art. 7 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: MM. Henri Laidier, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi concernant les conditions d'élection des membres du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine* » [19 mars], p. 308. — Promulgation: Loi du 10 avril 1935 (J. O. du 12 avril, p. 4090).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES ASSURANCES SOCIALES. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogant les pouvoirs du conseil supérieur des assurances sociales et de sa section permanente. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, N° 109 [21 février], p. 156. — M. Chauveau dépose le rapport N° 210 [7 mars], p. 244. 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Edmond Cavillon, Jacquier, *Ministre du Travail*. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 506. — Promulgation: Loi du 4 avril 1935 (J. O. du 6 avril, p. 3022).

CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 4 de l'article 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, modifié par les lois des 29 janvier 1906, 25 novembre 1908 et 19 décembre 1921, relatif à la composition du conseil supérieur d'hygiène publique de France. Renvoi à la commission de l'Hygiène, N° 315 [26 mars], p. 387.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la composition du conseil supérieur de l'instruction publique. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 103 [19 février], p. 148.

2° **Projet de loi sur les attributions de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique** (N° 662, année 1933). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

3° **Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les articles 9 et 11 de la loi du 27 février 1880 relative au conseil supérieur de l'instruction publique et aux conseils académiques.** Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 390 [30 mars], p. 536.

4° **Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 27 février 1880, modifiée par la loi du 18 décembre 1933, relative au conseil supérieur de l'instruction publique.** Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 421 [28 mai], p. 576.

CONSEILLERS D'ARRONDISSEMENT. — Voir **CONSEILLERS GÉNÉRAUX.**

CONSEILLERS D'ÉTAT EN SERVICE EXTRAORDINAIRE. — **Projet de loi portant de 28 à 30 le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire** (N° 40, année 1930). Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

CONSEILLERS GÉNÉRAUX (Honorariat). — **Proposition de loi tendant à instituer l'honorariat pour les conseillers généraux et pour les conseillers d'arrondissement qui ont bien mérité de leurs fonctions** (N° 537, année 1932). Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

CONSEILLERS MUNICIPAUX (Renouvellement général de 1935). — **Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au nombre des conseillers municipaux à élire au renouvellement général de 1935.** Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 371 [28 mars], p. 506. — M. Eugène Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport n° 375. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 511. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (J. O. des 8 et 9 avril, p. 3980).

CONSEILS ACADEMIQUES. — Voir **CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.**

CONSEILS ADMINISTRATIFS. — Voir **CONSEILS DE PRÉFECTURE.**

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — **Incompatibilités.** — **Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 8 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux (Incompatibilités)** (n° 545, année 1932). Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

2 — **Session de 1930.** — **Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger, pour l'année 1930, la date d'ouverture de la première session des conseils généraux jusqu'au 4^{er} juin** (n° 249, année 1930). Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

Voir **EMPLOYÉS SPÉCIAUX.**

CONSEILS DE PRÉFECTURE. — **Projet de loi portant suppression des Conseils de préfecture et création de conseils administratifs.** Voir Table de 1926, p. 249. Vote de la question préalable [28 février], p. 196.

CONSEILS DE PRÉFECTURE INTERDEPARTEMENTAUX. — Voir **SECRETAIRES GRIFFIERS.**

CONSERVES

- **d'ananas,** Voir **DOUANES,** 45.
- **de poissons,** Voir **DOUANES,** 40, 62.
- **de salmonidés,** Voir **DOUANES,** 55, 56.
- **de sardines,** Voir **DOUANES,** 40.

CONSORTIUMS ET COMPTOIRS D'ACHATS.

— **Dépôt du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre, pour l'année 1934** [28 mai], p. 576.

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES. — **Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à accorder au constructeur d'une maison, en vue de faciliter la construction d'immeubles, un délai déterminé pour faire connaître le nom de la personne dans l'intérêt de laquelle la maison a été construite.** — Renvoi à la Commission des finances, N° 688 [31 décembre], p. 1120.

CONSTRUCTIONS NOUVELLES DESTINÉES A L'HABITATION. — Voir **IMPÔT FONCIER.**

CONTINGEMENTS. — Voir **DOUANES,** 10, 69, 70.

CONTRAVENTIONS DE SIMPLE POLICE. — Voir **CODE PÉNAL,** 1.

CONTRIBUTION SUR LES CHEVAUX ET LES VOITURES. — Voir **RÉSOLUTIONS,** 58.

CONTRIBUTION VOLONTAIRE. — Voir **RÉSOLUTIONS,** 36.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — **Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales de l'exercice 1935).** Renvoi à la Commission des finances, N° 22 [24 janvier], p. 39. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 74 [7 février], p. 95. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 février], p. 137. — Promulgation: Loi du 17 février 1935 (J. O. du 19 février, p. 2106).

CONVENTIONS ET TRAITÉS

1 — **Protocole franco-estonien.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du protocole franco-estonien signé à Tallinn le 16 mars 1932.** Voir Table de 1934, p. 68. — M. François Labrousse dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 34 [26 janvier], p. 46. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 février], p. 86. — Promulgation: Loi du 4 mars 1935 (J. O. du 5 mars, p. 2642).

2 — **Gros colis transportés par bateau.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa douzième session, tenue à Genève du 30 mai au 21 juin 1929.** Voir Table de 1934, p. 69. — M. Hachette dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 58 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 6 mars 1935 (J. O. du 8 mars, p. 2770).

3 — **Fonctionnaires français et monégasques.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité sur l'admission des Monégasques à des emplois publics en France et sur le recrutement des fonctionnaires de la principauté de Monaco, conclu entre la principauté de Monaco et la France, à Paris, le 28 juillet 1930.** Voir Table de 1934, p. 98. — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 61 [5 février], p. 86. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 28 mars 1935 (J. O. du 29 mars, p. 3562).

4 — **Chèques: Unification du droit.** — **Projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèques.** Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 64. — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 62 [5 février], p. 86. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observation de M. Marcel Plaisant, Rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 150.

5 — **Privilèges et hypothèques maritimes.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, signée à Bruxelles le 10 avril 1926.** Voir Table de 1934, p. 69. — 1^{re} délibération. — Avis de M. Veyssière, au nom de la Commission de législation, lu par M. Lugol, président de la Commission, N° 63. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 février], p. 87. — Promulgation: Loi du 24 février 1935 (J. O. du 24 février, p. 2346).

6 — **Accord commercial avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'accord commercial provisoire entre la France et l'Union des républiques socialistes soviétiques, signé à Paris, le 11 janvier 1934.** Voir Table de 1934, p. 69. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [5 février], p. 86. — M. Yves Le Troquer dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 80 [7 février], p. 107. — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport supplémentaire N° 487 [26 juin], p. 653. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Gaston Japy, Jean Bosc, rapporteur de la commission des douanes; Yves Le Troquer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 779. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1935 (J. O. du 30 juillet, p. 8267).

7 — **Responsabilité des propriétaires de navires.** — **Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention internationale sur la responsabilité du propriétaire du navire, signée à Bruxelles le 25 août 1934.** Voir Table de 1934, p. 69. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 février], p. 87. — Promulgation: Loi du 21 février 1935 (J. O. du 24 février, p. 2346. Erratum: J. O. du 15 juin, p. 6386).

8 — **Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant application des dispositions insérées dans le protocole, contenant additions et modifications au règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg (revision de Paris 1925), signé à l'issue de la conférence télégraphique internationale de Bruxelles, le 22 septembre 1928. Voir Table de 1934, p. 69. — 1^{re} Délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 février], p. 87. — Promulgation: Loi du 7 mars 1935 (J. O. du 9 mars, p. 2818).

9 — **Protection des végétaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la Convention internationale signée à Rome, le 16 avril 1929, pour la protection des végétaux (N° 789, année 1932). Voir Table de 1934, p. 68. — M. Yves Le Trocquer dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 81 [7 février], p. 407. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 23 mars 1935 (J. O. des 25 et 26 mars, p. 3428).

10 — **Accord avec la Suisse. — Douanes (Compteurs; Espadrilles).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'accord intervenu entre la France et la Suisse le 31 juillet 1933 et relatif à la tarification douanière en France des parties ou pièces assemblées de compteurs et, en Suisse, des espadrilles. Voir Table de 1934, p. 68. — M. Henry Bérenger dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 93 [12 février], p. 115. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 176. — Promulgation: Loi du 15 mars 1935 (J. O. des 18 et 19 mars, p. 3154).

11 — **Chasse à la baleine.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, adoptée par l'assemblée de la Société des nations, le 24 septembre 1931. Voir Table de 1934, p. 68. — M. Yves Le Trocquer dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 100 [14 février], p. 136. 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 mars], p. 245. — Promulgation: Loi du 15 avril 1935 (J. O. du 18 avril, p. 4314).

12 — **Arrangement commercial avec la Suède.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement commercial du 13 mars 1933 entre la France et la Suède. Voir Table de 1934, p. 69. M. Edouard Néron dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 122 [21 février], p. 157. — M. Raynaldy dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 142 [26 février], p. 173. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 mars], p. 219. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (J. O. du 31 mars, p. 3626).

13 — **Blessés et prisonniers de guerre.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de: 1° la convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne; 2° la convention relative au traitement des prisonniers de guerre; 3° l'acte final de la conférence de Genève,

signés à Genève, le 27 juillet 1929. Voir Table de 1934, p. 69. — M. René Besnard dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 124 [21 février], p. 157. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 446. — Promulgation: Loi du 9 mai 1935 (J. O. des 13 et 14 mai, p. 5155).

14 — **Accords de Naples. — Territoire de la Sarre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation des accords signés à Naples, le 18 février 1935, concernant le changement de régime dans le territoire de la Sarre. — Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des travaux publics, à la Commission des mines et à la Commission de l'hygiène, N° 130 [26 février], p. 172. — M. Yves Le Trocquer dépose le rapport N° 132. — M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances N° 133. — M. Rolland dépose l'avis de la Commission de l'hygiène N° 134 [26 février], p. 173. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Yves Le Trocquer. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Yves Le Trocquer, rapporteur de la Commission des affaires étrangères. Avis de la Commission des mines et de la Commission des travaux publics, par M. Gaston Bazile, N°s 149 et 150. Suite de la discussion générale: MM. Rolland, rapporteur de la Commission de l'hygiène; le comte Louis de Blois; Germain-Martin, ministre des finances; Cadot, Pierre Laval, ministre des affaires étrangères; le général Hirschauer Henri Roy, ministre des travaux publics; Pfleger, Gaston Japy. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 février], p. 184. — Promulgation: Loi du 27 février 1935 (J. O. du 28 février, p. 2458).

15 — **Conventions franco-tchécoslovaques (Protocoles additionnels. — Navigation aérienne).**

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation d'un protocole additionnel à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Prague le 23 septembre 1931, et d'un avenant à ladite convention, signé à Paris le 23 mars 1932. Voir Table de 1934, p. 69. — M. Raynaldy dépose, au nom de la Commission des Affaires Étrangères, l'avis n° 141 [26 février], p. 173. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 mars], p. 219. — Promulgation: Loi du 23 mars 1935 (J. O. des 25 et 26 mars, p. 3428).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation de ratifier le deuxième protocole, signé à Paris le 7 décembre 1933, additionnel à la convention franco-tchécoslovaque relative à la navigation aérienne, conclue à Prague le 26 mai 1925. Renvoi à la Commission des Affaires Étrangères et, pour avis, à la Commission de l'Air, N° 510 [25 juin], p. 687. — M. le général Bourgeois dépose le rapport N° 653 [26 décembre], p. 942. — M. le général Bourgeois dépose l'avis de la Commission de l'Air, N° 654 [26 décembre], p. 942. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. le général Bourgeois, Président de la Commission de l'Air. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 1065.

16 — **Lettres de change et billets à ordre: Unification du droit.** — Projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre (N° 447, année 1932). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 177.

17 — **Régime international des voies ferrées.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification de la convention sur le régime international des voies ferrées, en date, à Genève, du 9 décembre 1923, signée par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, la Ville libre de Dantzig, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Royaume des Serbes-Croates-Slovenes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ensemble le statut y annexé, ainsi que le protocole de signature de cette convention. Voir Table de 1934, p. 69. M. Yves Le Trocquer dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 147 [27 février], p. 184. — M. Capus dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 442 [4 juin], p. 598. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 624. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1935 (J. O., 30 juillet, p. 8266).

18 — **Transports par chemins de fer.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification: 1° de l'acte final de la 4^e conférence réunie à Rome, du 3 octobre au 23 novembre 1933, pour la revision des deux conventions internationales concernant, l'une, le transport des voyageurs et des bagages, l'autre le transport des marchandises par chemins de fer, acte final signé à Rome le 26 mars 1934; 2° de la convention internationale signée à Rome le même jour et concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C. I. V.); 3° de la convention internationale signée à Rome le 26 mars 1934 et concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.). Voir Table de 1934, p. 69. M. Curral dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 152 [27 février], p. 193. — M. Capus dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 443 [4 juin], p. 598. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 624. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1935 (J. O. du 23 juillet, p. 7970).

19 — **Hongrie. — Assistance judiciaire.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention, entre la France et la Hongrie, relative à la protection et à l'assistance judiciaire, signée à Paris le 7 avril 1933. Voir Table de 1934, p. 69. — M. Desjardins dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 194 [5 mars], p. 231. — M. Capus dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 444 [4 juin], p. 598. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 624. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1935 (J. O. du 14 juillet, p. 7530).

20 — **Traité franco-italien. — Intérêts en Afrique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ap-

probation d'un traité entre la France et l'Italie pour le règlement de leurs intérêts en Afrique. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 300. M. Henry de Jouvenel dépose le rapport N° 301 [22 mars], p. 370. — M. Mario Roustan dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 311 [22 mars], p. 382. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. de Jouvenel. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry de Jouvenel, *Rapporteur*; Mario Roustan, *Rapporteur de la Commission des colonies*; Hachette, le comte Louis de Blois, le général Hirschauer, Pierre Laval, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [26 mars], p. 389. — Promulgation: Loi du 26 mars 1935 (*J. O.* du 27 mars, p. 3474).

21 — **Etats-Unis. — Doubles impositions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris, le 27 avril 1932, entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions. Voir Table de 1934, p. 70. M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 328 [26 mars], p. 388. — M. Raynaldy dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 342 [27 mars], p. 410. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Gardey. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 517. — Promulgation: Loi du 5 avril 1935 (*J. O.* du 6 avril, p. 3922).

22 — **Films éducatifs.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif, signée à Genève le 20 janvier 1934. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 413 [2 avril], p. 554.

23 — **Grande-Bretagne. — Exécution des jugements.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention pour l'exécution des jugements entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 18 janvier 1934. Renvoi à la Commission de législation, N° 508 [25 juin], p. 686. — M. Henry Chéron dépose le rapport N° 631 [19 décembre], p. 898.

24 — **Rapports franco-chinois. — Accords de Nankin.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de la convention réglant les rapports entre la France et la Chine relativement à l'Indochine française et aux provinces chinoises limitrophes, signée à Nankin le 16 mai 1930, et de l'accord complémentaire, signé à Nankin le 4 mai 1935. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des douanes, N° 509 [25 juin], p. 687. — M. Albert Sarraut dépose le rapport N° 543. M. Léonus Bénard dépose l'avis N° 544 [27 juin], p. 732. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Albert Sarraut. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des colonies, par M. Le Moignic, N° 563. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 782. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1935 (*J. O.* du 20 juillet, p. 7866).

25 — **Protection de la faune et de la flore en Afrique.** — Dépôt d'un projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la protection de la faune et de la flore en Afrique, adoptée par la conférence internationale de Londres, le 8 novembre 1933. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 511 [25 juin], p. 687.

26 — **Nouvelles-Hébrides (Approbation de conventions).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver deux conventions, la première passée entre l'Etat français et la société française des Nouvelles-Hébrides, la seconde passée entre le ministre des colonies, représentant le haut commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides, et la Banque de l'Indochine. Renvoi à la Commission des colonies, N° 519 [25 juin], p. 701. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 574. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des colonies, par M. Le Moignic, N° 575. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 805. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1935 (*J. O.* du 25 juillet, p. 8018. *Errata: J. O.* du 2 août 1935, p. 8394).

COOPERATIVES VINICOLES VENDANT DES VINS DE GEPAGES PROSCRITS. — Voir *RÉSOLUTIONS*, 28. — *VINS*, 4.

COORDINATION DU RAIL ET DE LA ROUTE. — Voir *INTERPELLATIONS*, 12.

COORDINATION DU RAIL ET DE LA VOIE NAVIGABLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 15 mai 1934 relatif à la coordination du rail et de la voie navigable. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 340 [27 mars], p. 410. — M. Yves Le Trocquer dépose le rapport N° 666 [5 décembre], p. 867. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1103.

COPROPRIETE DES PAQUEBOTS POUR LES RELATIONS MARITIMES ENTRE LA FRANCE, L'ALGERIE ET LA TUNISIE. — Voir *MARINE MARCHANDE*, 2.

COQUILLAGES DE NACRE. — Voir *DOUANES*, 82.

CORRESPONDANCES ET SIGNAUX DE DETRESSE RADIOELECTRIQUES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, visant la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique. Renvoi à la Commission de législation, N° 672 [31 décembre], p. 1095.

CORSE. — Voir *DOUANES*, 63.

COTE DES SOMALIS. — Voir *DOUANES*, 81.

COUR D'APPEL (Droit de récusation). — Voir *JURY*.

COUR D'APPEL D'ALGER (Greffiers). — Voir *ALGERIE*, 3.

COUR DE JUSTICE. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (procureur général: M. Scherdlin; avocats généraux: MM. Le Marchadour et Sens-Olive) [29 janvier], p. 50. — Résultat du scrutin pour la nomination du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président (M. Cuminal, élu) [29 janvier], p. 64.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction de la). — Résultat du scrutin pour la nomination des neuf membres de la commission d'instruction de la cour de justice (MM. Alfred Grand, Louis Martin, Monsservin, Armand Calmel, Lisbonne, Maurice Violette, Manuel Fourcade, André Morizet et Gautherot, élus). Quorum non atteint pour la nomination des cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la cour de justice [29 janvier], p. 64. — Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination des cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la cour de justice (MM. Henry Merlin, Henry Bourdeaux, de Courtois, Louis Linyer et Boivin-Champeaux, élus) [31 janvier], p. 82.

COUR DE JUSTICE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Chéron, tendant à modifier la loi du 5 janvier 1918 sur la cour de justice. Renvoi à la Commission de législation, N° 365 [28 mars], p. 505.

COURS D'ASSISES. — Voir *ALGERIE*. — *JURY*.

COURS SPECIAUX DE LATIN ET DE GREC DANS LES FACULTES DES LETTRES. — Voir *RÉSOLUTIONS*, 9.

CREATIONS D'EMPLOIS. — Création et transformation d'emplois autorisés (art. 53). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

CREDIT AGRICOLE. — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen et long terme (art. 114). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 12).

Voir *CAISSE NATIONALE*. — *RÉSOLUTIONS*, 35, 41, 70.

CREDITS.

1 — **Régularisation de crédits (Exercice 1934).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 21 [24 janvier], p. 39. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 73 [7 février], p. 95. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [14 février], p. 136. — Promulgation: Loi du 15 février 1935 (*J. O.* du 16 février, p. 1978).

2 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1934, Education nationale).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 37 [29 janvier], p. 51. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, N° 78. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 février], p. 96. — Promulgation: Loi du 9 février 1935 (*J. O.* des 11 et 12 février, p. 1827. *Rectificatif: J. O.* du 14 juin 1935, p. 6354).

3 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1934).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1934 au titre du Budget général et des budgets annexes. Renvoi à la Commission des finances, N° 68 [7 février],

p. 94. — M. Abel Gardey dépose le rapport. N° 69. Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Mauger. Art. 1^{er}. (Etat A) **Finances**: Chap. 5, 10, 22, 27 bis, 40, 62, 98, 99, 100, 103, 121, 122, 143, 152, 156, 157, 163, 177, 181, 189, 192, 195 et 196: adoption. **Services judiciaires**: Chap. 18, 19, 24, 25 et 27 bis: adoption. **Services péni-tentiaires**: Chap. 9 et 10: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 26, Q et T bis: adoption. **Intérieur**: Chap. 33, 43 bis, 44 et 64: adoption. **Guerre**: Chap. 32, 51, 53, 63, 65 et 77: adoption. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 29, 32, 38, 54, 56, 63 et 72: adoption. **Marine militaire**: Chap. 9, 10 à 12, 14, 25, 28, 31 et 42: adoption. **Education nationale**: Chap. 9 bis, 90, 118, 142, 143, 172, 181, 182 et 186: adoption. **Enseignement technique**: Chap. 38: adoption. **Beaux-Arts**: Chap. 37 *quinquies* et 37 *series*: adoption. **Commerce**: Chap. 18 bis, 19, 26 et 28: adoption. **Air**: Chap. 5, 6, 11 bis, 46, 54, 64, 72, 79, 88, 100, 108 et 120: adoption. **Travail**: Chap. 9: adoption. Chap. 19 (*Fonds national de chômage*): MM. le comte de Blois et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 75: adoption. **Santé publique**: Chap. 7, 14, 36, 58, 70 et 74: adoption. **Colonies**: Chap. 27, 39, 42 et 46: adoption. **Agriculture**: Chap. 28, 79, 82 et 84: adoption. **Travaux publics**: Chap. 38, 58, 59, 60, 63, 106, 110, 116, 117, 117 bis, 122 et 123: adoption. **Marine marchande**: Chap. 4: adoption. Chap. 18 (*Frais de justice devant les tribunaux administratifs. — Réparation des dommages*): MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Louis Tissier. Adoption. Chap. 19, 24, 29, 33 bis et 36: adoption. **Pensions**: Chap. 19: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Etat B) à 14 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 février], p. 95, 96. — Promulgation: Loi du 9 février 1935 (*J. O.* du 10 février, p. 1746).

4 — **Exercices clos et périmés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. Renvoi à la Commission des finances, N° 72 [7 février], p. 94. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 233 [7 mars], p. 244. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er} (état A): adoption. Art. 2 (état B): adoption. Art. 3 à 12 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: M. Mauger. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 mars], p. 338. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. Renvoi à la Commission des finances, N° 373 [28 mars], p. 506. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 382. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 516. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (*J. O.* du 31 mars, p. 3626).

5 — Plébiscite sarrois.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère des Affaires étrangères des crédits nécessaires pour assurer le versement à la Société des nations des avances prévues par la résolution du Conseil de la Société des nations, en date du 4 juin 1934, en vue de faire face aux dépenses qu'entraînera le plébiscite sarrois. Voir Table de 1934, p. 72. — M. Henry Bérenger dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 148 [27 février], p. 184. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 mars], p. 256. — Promulgation: Loi du 23 mars 1935 (*J. O.* des 25 et 26 mars, p. 3428).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les dépenses relatives au plébiscite de la Sarre. Renvoi à la Commission des finances, N° 533 [25 juin], p. 708. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 573. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 804. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1935 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7435).

6 — **Primes d'engagement et de rengagement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1935, en vue de permettre le relèvement du taux des primes d'engagement et de rengagement. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'armée, N° 297 [22 mars], p. 362. — M. Emile Sari dépose et lit le rapport N° 357. Avis de la Commission de l'armée, lu par M. Messimy, au nom de M. Paul Bénazet, N° 358. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 459. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (*J. O.* du 30 mars, p. 3594).

7 — **Crédits supplémentaires. — Statut des grands mutilés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation et ouverture de crédits en vue de l'application de la loi du 22 mars 1935 fixant le statut des grands mutilés de guerre. Renvoi à la Commission des finances, N° 338 [27 mars], p. 410. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 379. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 513. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (*J. O.* du 31 mars, p. 3629).

8 — **Crédits supplémentaires (Voyage aux Etats-Unis des anciens combattants).** — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture pour l'exercice 1932 de crédits supplémentaires pour permettre à la confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre de se rendre aux Etats-Unis pour répondre à l'invitation de l'« American Legion » (N° 745, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

9 — **Report de crédits de l'exercice 1934 à l'exercice 1935.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés relatif au report de crédits de l'exercice 1934 à l'exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances. N° 531 [25 juin], p. 708. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 534 [27 juin], p. 712. — Demande de discussion immédiate des conclusions

du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des Finances*; Henry Chéron, Marcel Régnier, *Ministre des Finances*; Mauger, Auguste Mounié, Camille Reboul et Savignol. Art. 1^{er} (Etat A): adoption. Art. 2: adoption. Art. 3: (Etat B): adoption. Art. 4 à 15 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 782. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1935 (*J. O.* du 4 juillet, p. 7106).

10 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1935).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1935 au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 532 [25 juin], p. 708.

11 — **Mines de plomb et de zinc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit destiné à venir en aide à l'exploitation des mines de plomb et de zinc de la métropole, de l'Algérie, des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, N° 537 [27 juin], p. 712. — M. Bazile dépose le rapport N° 549 [27 juin], p. 745. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Abel Gardey, N° 567. Discussion générale: MM. Louis Tissier, *Président de la Commission des Mines*; Laurent-Eynac, *ministre des Travaux Publics*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 801. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1935 (*J. O.* du 26 juillet, p. 8066).

12 — **Crédit de 6.500.000 francs. — Ecole de Joinville-le-Pont.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la reconstruction de l'école supérieure d'éducation physique de Joinville-le-Pont et portant ouverture, au ministre de la santé publique et de l'éducation physique, sur l'exercice 1935, d'un crédit de 6.500.000 fr. Renvoi à la Commission des finances, N° 570 [28 juin], p. 803.

13 — **Entretien de suppléments d'effectifs: guerre, marine, air, colonies.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1935, au titre des budgets de la guerre, de la marine militaire, de l'air et des colonies, de crédits destinés à permettre l'entretien de suppléments d'effectifs. Renvoi à la commission des finances, N° 578 [28 juin], p. 813. — Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine [28 novembre], p. 835. — M. Gardey dépose le rapport N° 613 [12 décembre], p. 876. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission de la marine, N° 626 [17 décembre], p. 889. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 décembre], p. 898. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture sur l'exercice 1935, au titre des budgets de la guerre, de la marine militaire, de l'air et des colonies, de crédits destinés à per-

mettre l'entretien de suppléments d'effectifs. Renvoi à la Commission des finances. N° 656 [27 décembre], p. 960. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport de la Commission des finances. N° 679. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles modifiés par la Chambre des députés et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1104. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1935 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 110. *Rectificatif: J. O.* du 19 janvier 1936, p. 874).

14 — **Crédit extraordinaire de 50.500.000 francs. — Secours aux victimes des inondations du Sud-Est.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 50.500.000 fr. pour « Subventions et secours destinés à la réparation des dommages causés et à la reconstitution des capitaux détruits par les inondations survenues dans la région du Sud-Est au cours des mois d'octobre et de novembre 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 674 [31 décembre], p. 1095.

15 — **Fixation des crédits de l'exercice 1936 (art. 1^{er}).** — (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 3.)

CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE (Guerre 1914-1918).

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une croix du combattant volontaire en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 410 [2 avril], p. 554.

2^o Dépôt d'un projet de loi tendant à instituer une croix de combattant volontaire en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 492 [21 juin], p. 668.

— M. Bergeon dépose le rapport collectif N° 513 [25 juin], p. 687. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 771. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1935 (*J. O.* du 5 juillet, p. 7162).

CRUSTAGES. — Voir DOUANES, 58.

CURES HYDROMINERALES, THERMALES OU CLIMATIQUES. — Voir RÉSOLUTIONS, 62.

D

DANEMARK. — Voir DOUANES, 26.

DEBITEURS

— **d'une dette garantie,** Voir PROCÉDURES D'EXÉCUTION.

— **malheureux,** Voir DÉLAIS DE GRACE.

DECORATIONS AVEC TRAITEMENT (Air.

— **Active).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création de contingents de décorations avec traitement destinées à récompenser le personnel de l'armée de l'air (active). Renvoi à la Commission des récompenses nationales et, pour avis, aux Commissions des finances et de l'air, N° 643 [23 décembre], p. 906.

DECORATIONS SANS TRAITEMENT (Air. — Réserves). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ten-

dant à la création de contingents de décorations sans traitement destinées à récompenser le personnel de l'air (réserves). Renvoi à la Commission des récompenses nationales et, pour avis, à la Commission de l'air, N° 644 [23 décembre], p. 906.

DECRET-LOI DU 16 JUILLET 1935. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

DEFENSE AERIENNE. — Voir ARMÉE DE L'AIR, 4.

DEFENSE NATIONALE. — Voir CRÉDITS, 13. — MARINE, 5. — MINISTÈRE DE LA GUERRE, 2. — RÉSOLUTIONS, 64.

DEFENSE PASSIVE. — Voir POPULATION CIVILE.

DÉLAIS DE GRACE AUX DEBITEURS MALHEUREUX. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roux-Freissineng ayant pour objet de donner aux tribunaux civils la faculté d'accorder des délais de grâce aux débiteurs malheureux sous le coup de poursuites. Renvoi à la Commission de législation, N° 316 [26 mars], p. 387. — M. Leblanc dépose le rapport N° 502 [21 juin], p. 669.

DELITS COMMIS CONTRE LES ENFANTS. — Voir CODE PÉNAL, 3.

DELITS CRES PAR LA LOI DU 28 FÉVRIER 1933. — Voir REFUS COLLECTIF DE L'IMPÔT.

DEMARCHAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation du démarchage. Voir Table de 1934, p. 72. M. Leblanc dépose, au nom de la Commission de législation, un rapport supplémentaire N° 329 [26 mars], p. 396. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce des conclusions du rapport ci-dessus [2 avril], p. 554.

DENREES ALIMENTAIRES ORIGINAIRES DES COLONIES (Admission en franchise). — Voir DOUANES, 81

DEPARTEMENTS. — Voir ASSOCIATIONS AGRICOLES. — ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — EMPLOYÉS SPÉCIAUX. — FONDS DE SUBVENTION. — RETRAITES, 4. — SECRÉTAIRES-GREFFIERS.

DEPENSES EXCEPTIONNELLES (Autorisation de). — Voir MARINE, 5. — MINISTÈRE DE LA GUERRE, 2.

DEPORTES DE LA GRANDE GUERRE. — Voir MÉDAILLE.

DEPUTES. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS.

DESASTRES ATMOSPHERIQUES. — Voir SECOURS.

DETTE PUBLIQUE. — Consolidation de la dette à échéance massive et de la dette flottante (art. 57) [Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8].

DIFFERENDS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

DISCUSSION IMMEDIATE (Procédure de la). — Voir RÉSOLUTIONS, 33.

DISPENSES DE REMPLI POUR CERTAINS SINISTRES. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 15 de la loi du 31 mars 1922, complétée par l'article 7 de la loi du 18 juillet 1923 et par l'article 16 de la loi du 28 février 1925 fixant les dispenses de rempli pour les sinistrés ayant mobilisé par un emprunt public des titres

d'annuités de l'Etat émises en exécution des lois des 31 juillet 1920, 31 décembre 1920 et 24 mars 1931. Voir Table de 1927, p. 331. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission des finances [22 mars], p. 363.

DIVORCE (Mention en marge de l'acte de naissance). — Voir CODE CIVIL, 3.

DJEDDAH. — Voir LÉGATIONS, 3.

DOMMAGES DE GUERRE.

1 — **Rattachement au sous-secrétariat d'Etat des régions libérées des services des départements recouverts.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 12 août 1925 rattachant au sous-secrétariat d'Etat des régions libérées les services des dommages de guerre et de la reconstitution des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Voir Table de 1926, p. 331. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de l'administration générale [22 mars], p. 363.

2 — **Loi du 18 mars 1924. — Départements recouverts.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 8 juillet 1924 rendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions de la loi du 18 mars 1924 complétant l'article 52, 1^o, de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre. Voir Table de 1926, p. 331. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de législation [22 mars], p. 363.

3 — **Loi du 2 mai 1924. — Départements recouverts.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 29 juillet 1926 déclarant applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 1^{er} de la loi du 7 janvier 1926 prorogeant le délai fixé pour l'examen, par le comité central de conciliation, des dossiers de dommages de guerre en exécution de la loi du 2 mai 1924. Voir Table de 1929, p. 335. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de législation [22 mars], p. 363.

4 — **Constataion et évaluation.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 28 décembre 1926 modifiant l'article 3 de la loi du 22 juillet 1923 concernant la constatation et l'évaluation des dommages de guerre. Voir Table de 1927, p. 333. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [22 mars], p. 363.

5 — **Recours en réduction. — Départements recouverts.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 29 août 1925 relatif à l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi du 2 mai 1924 tendant à soumettre, en vue de leur examen ou de leur réduction, certaines indemnités de dommages de guerre à un recours extraordinaire en réduction, des articles 55 et 56 de la loi de finances du 31 décembre 1924 et l'article 72 de la loi du 10 mars 1925. Voir Table de 1927, p. 333. — Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission des finances [22 mars], p. 363.

6 — **Production de mémoires justificatifs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer un délai aux sinistrés pour produire devant la commission supérieure des dommages de guerre près le conseil d'Etat des mémoires justificatifs à l'appui de leur appel, et aux rapporteurs pour déposer leur rapport devant cette juridiction (N° 325, année 1932). Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de législation [22 mars], p. 363.

7 — **Indemnités aux titulaires des offices publics ou ministériels.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 17 avril 1919 en ce qui concerne les indemnités de dommages de guerre attribuées aux titulaires des offices publics ou ministériels. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 69. — Renvoi par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission des finances [22 mars], p. 363.

DOUANES.

1 — **Clause de la nation la plus favorisée. — Grande-Bretagne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation de la loi du 27 février 1882 et des règlements qui en découlent. Renvoi à la Commission des douanes, N° 292 [21 mars], p. 338. Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [22 mars], p. 374. — M. Néron dépose le rapport N° 466 [13 juin], p. 621.

ADMISSION TEMPORAIRE

2 — **Sucres.** — Proposition de loi de M. Abel Lefèvre et de plusieurs de ses collègues tendant à compléter, en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, l'article 215 du décret du 28 décembre 1926, codifiant les textes législatifs concernant les douanes. N° 425, année 1931. — Retrait de la proposition de loi [19 février], p. 148.

3 — **Amandes douces.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux amandes douces non avariées, destinées à la fabrication de l'huile fixe d'amande. Renvoi à la Commission des douanes, N° 557 [28 juin], p. 782.

IMPORTATION

4 — **Jeux et jouets.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 janvier 1932, qui a réglementé l'importation des jeux et jouets. Renvoi à la Commission des douanes, N° 27 [26 janvier], p. 46. — M. Ulmo dépose le rapport N° 447 [5 juin], p. 603. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 juin], p. 637. Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 11 juillet, p. 7403).

5 — **Matériel électrique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 19 janvier 1932 qui a réglementé l'importation en France de certaines catégories de matériel électrique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 28 [26 janvier], p. 46. — M. Salmon dépose le rapport N° 462 [13 juin], p. 621. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 juin], p. 713. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 11 juillet, p. 7402).

6 — **Réchauds.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 31 mars 1932 qui a réglementé l'importation des réchauds à gaz, à pétrole, à essence, à benzol, etc., et de leurs pièces détachées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 29 [26 janvier], p. 46. — M. Japy dépose le rapport N° 192 [5 mars], p. 230. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 363. — Promulgation: Loi du 22 mars 1935 (J. O. du 23 mars, p. 3322).

7 — Marchandises étrangères.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier divers décrets qui ont réglementé l'importation en France de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 30 [26 janvier], p. 46.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 14 mars 1934, qui a réglementé l'importation de diverses marchandises étrangères. — Renvoi à la Commission des douanes, N° 31 [26 janvier], p. 46.

3° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 décembre 1933, qui a réglementé l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 431 [28 mai], p. 577.

4° Dépôt d'un projet de loi, approuvé par la Chambre des Députés, tendant à ratifier les décrets des 23 avril 1932, 17 mai 1932, 20 mai 1932, 27 mai 1932, 30 mai 1932, 31 mai 1932, 2 et 3 juin 1932 qui ont réglementé l'importation de diverses catégories de marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 558 [28 juin], p. 782.

5° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 juillet 1934 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 600 [28 novembre], p. 837.

8 — **Toiles cirées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 septembre 1933 qui a réglementé provisoirement l'importation des toiles cirées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 90 [12 février], p. 115. — M. Ulmo dépose le rapport N° 448 [5 juin], p. 603. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 juin], p. 638. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 11 juillet, p. 7402).

9 — **Bas et chaussettes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 5 mars 1934, réglementant l'importation des bas et chaussettes de coton et de soie artificielle. Voir Table de 1934, p. 73, 76. M. Rogé dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 123 [21 février], p. 157. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 mars], p. 219.

10 — **Trites et autres salmonidés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 6 juillet 1933 et 18 février 1934 qui ont contingenté à titre exceptionnel et temporaire l'importation des trites et autres salmonidés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 136 [26 février], p. 173. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 202 [7 mars], p. 243. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juin], p. 610. — Promulgation: Loi

du 12 juillet 1935 (J. O. du 18 juillet, p. 7706).

11 — **Porcelaines. — Livrés de prières.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 11 mai 1934 qui a réglementé l'importation de certaines catégories de porcelaines et des livres de prières. Renvoi à la Commission des douanes, N° 197 [7 mars], p. 243. — M. Caillier dépose le rapport N° 464 [13 juin], p. 621. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 732. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1935 (J. O. du 19 juillet, p. 7746).

12 — **Choucroute.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 8 octobre 1934 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 321 [26 mars], p. 387. — M. Rogé dépose le rapport N° 459 [7 juin], p. 607. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 653. — Promulgation: Loi du 21 août 1935 (J. O. du 27 août, p. 9496).

13 — **Importations brésiliennes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation des décrets des 30 octobre 1933 et 12 mai 1934 relatifs aux importations brésiliennes. Renvoi à la Commission des douanes, N° 322 [26 mars], p. 387. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 478 [18 juin], p. 647. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 juin], p. 732. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1935 (J. O. du 19 juillet, p. 7746).

14 — **Canots démontables à coque en tissu caoutchouté.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 mai 1934 qui a contingenté provisoirement l'importation des canots démontables à coque en tissu caoutchouté. Renvoi à la Commission des douanes, N° 323 [26 mars], p. 387.

Voir DOUANES, 53.

15 — **Mèches de mineur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de prohiber l'importation des mèches de mineur. Renvoi à la commission des douanes, N° 359 [28 mars], p. 461. — M. Salmon dépose le rapport N° 486 [20 juin], p. 653. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 713. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1935 (J. O. du 5 juillet, p. 7163).

16 — **Vêtements confectionnés en soie. — Placages.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 janvier 1934 qui a réglementé l'importation des vêtements confectionnés en soie, des feuillets et feuillets de placage et des placages et contreplacages. Renvoi à la commission des douanes, N° 433 [28 mai], p. 577.

17 — **Schistes bitumineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer le régime d'importation de schistes bitumineux. Renvoi à la commission des douanes, N° 430 [28 mai], p. 577. — M. Néron dépose le rapport N° 440 [4 juin], p. 598. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 juin], p. 637. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 11 juillet, p. 7402).

Voir DOUANES, 28.

18 — **Importation et transit en France des animaux vivants.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 10 juin 1934 tendant à permettre, par mesure de réciprocité, l'interdiction d'importation et de transit en France des animaux vivants et de certains produits d'origine animale. Renvoi à la commission des douanes, N° 601 [28 novembre], p. 837.

SURTAXES DE CHANGE

19 — **Décret du 23 janvier 1934 (Union soviétique).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du décret du 23 janvier 1934 portant exonération de la surtaxe de change pour les marchandises originaires de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Renvoi à la commission des douanes, N° 32 [26 janvier], p. 46. — M. Jean Bose dépose le rapport N° 477 [18 juin], p. 637. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 781. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1935 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7482).

20 — **Décret du 1^{er} août 1931.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} août 1931 concernant l'établissement de surtaxes compensatrices de l'écart des changes. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 83 [12 février], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 117 [21 février], p. 157. — M. Tournan dépose l'avis N° 234 [7 mars], p. 245. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration d'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 3 avril 1935 (*J. O.* du 4 avril, p. 3834).

21 — **Décret du 12 novembre 1931.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 novembre 1931, instituant des surtaxes compensatrices de l'écart des changes. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la commission des finances, N° 84 [12 février], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 118 [21 février], p. 157. — M. Tournan dépose l'avis N° 235 [7 mars], p. 245. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 3 avril 1935 (*J. O.* du 4 avril, p. 3834).

22 — **Décret du 9 décembre 1931.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 décembre 1931, relatif aux surtaxes compensatrices de l'écart des changes. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 85 [12 février], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 119 [21 février], p. 157. — M. Tournan dépose l'avis N° 236 [7 mars], p. 245. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 296. Promulgation: Loi du 3 avril 1935 (*J. O.* du 4 avril, p. 3835).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 9 décembre 1931 qui a institué ou modifié des surtaxes compensatrices de l'écart des changes. Renvoi à la commission des douanes, et, pour avis, à la commission des finances, N° 86 [12 fé-

vrier], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 120 [21 février], p. 157. — M. Tournan dépose l'avis N° 237 [7 mars], p. 245. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 297. — Promulgation: Loi du 3 avril 1935 (*J. O.* du 4 avril, p. 3834).

23 — **Décret du 17 mars 1934. — Décret du 26 juin 1933 (Portugal).**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 mars 1934 qui a supprimé la surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires du Portugal. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des finances, N° 87 [12 février], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 474 [18 juin], p. 636.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 26 juin 1933 qui a établi une surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires du Portugal. Renvoi à la Commission des douanes, N° 480 [20 juin], p. 652.

24 — **Décret du 28 décembre 1933 (Grande-Bretagne et colonies; Etat libre d'Irlande).** — Dépôt d'un projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du décret du 28 décembre 1933 portant exonération de la surtaxe de change pour les marchandises originaires de Grande-Bretagne et de diverses colonies de la couronne britannique (Ceylan, établissements des détroits, Etats malais, Hong-Kong), ainsi que de l'Etat libre d'Irlande. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des finances, N° 88 [12 février], p. 115. — M. Toy-Riont dépose le rapport N° 303 [22 mars], p. 370.

25 — **Décret du 27 décembre 1933.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver le décret du 27 décembre 1933 relatif à l'établissement des surtaxes de change. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Toy-Riont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 302 [22 mars], p. 370. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 713. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1935 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7482).

26 — **Décret du 7 août 1934 (Danemark).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 7 août 1934 rapportant les dispositions du décret du 12 novembre 1931 instituant une surtaxe compensatrice de l'écart des changes à l'égard des produits originaires et en provenance du Danemark. Renvoi à la Commission des douanes, N° 324 [26 mars], p. 387. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 446 [5 juin], p. 603. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 juin], p. 637. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1935 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7939).

SURTAXE DOUANIÈRE

27 — **Importations portugaises.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un décret appliquant une surtaxe douanière à certaines importations portugaises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 89 [12 février], p. 115. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 421 [21 février], p. 157. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du

projet de loi [5 mars], p. 219. — Promulgation: Loi du 20 mars 1935 (*J. O.* du 21 mars, p. 3218).

TARIF

28 — **Schistes bitumineux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 26 avril 1934 instituant un droit de douane sur les schistes bitumineux, N° 641. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 9 [15 janvier], p. 16. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 476. — Promulgation: Loi du 10 mars 1935 (*J. O.* du 12 mars, p. 2914).

Voir DOUANES, 17.

29 — **Huiles légères de houille brutes; Benzols.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 28 avril 1934, modifiant le tarif douanier des huiles légères de houille brutes et des benzols, N° 642. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 10 [15 janvier], p. 16. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 177. — Promulgation: Loi du 10 mars 1935 (*J. O.* du 12 mars, p. 2914).

30 — **Tabliers et pèlerines en caoutchouc.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane applicables aux tabliers et aux pèlerines en caoutchouc. Renvoi à la Commission des douanes, N° 46 [24 janvier], p. 26. — M. Rogé dépose le rapport N° 225 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 22 mars 1935 (*J. O.* du 23 mars, p. 3322).

31 — **Fruits et graines oléagineux; Matières grasses et dérivés.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 6 août 1933 portant tarification des fruits et graines oléagineux, des matières grasses et de leurs dérivés, N° 680. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Paul Laffont dépose un avis de la Commission du commerce, N° 46 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des colonies, par M. Tournan, N° 102. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [14 février], p. 137.

32 — **Pommes de terre et féculés.**

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 20 janvier 1933 modifiant les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculés de pommes de terre. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Cocharde dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 98 [14 février], p. 132. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 mars], p. 219. — Promulgation: Loi du 21 avril 1935 (*J. O.* du 27 avril, p. 4570).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 12 septembre 1933, modifiant les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculés de pommes de terre. Renvoi à la Commission des douanes, N° 602 [28 novembre], p. 857.

33 — **Unification de certains numéros du tarif.** — Proposition de loi tendant à modifier, en les unifiant, certains numéros

du tarif douanier (N° 790, année 1928). Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

34 — **Tondeuses et pièces détachées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 7 novembre 1934 qui a modifié la tarification douanière des tondeuses et de leurs pièces détachées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 157 [28 février], p. 211. — M. Japy dépose le rapport N° 219 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 292. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3026).

35 — **Appareils électriques en matière moulée.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1934 qui a modifié les droits de douane applicables à certains appareils électriques en matière moulée. Renvoi à la Commission des douanes, N° 158 [28 février], p. 211. — M. Salmon dépose le rapport N° 231 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3026).

36 — **Hématites. — Baguettes et bandelettes en cuir.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 mai 1934 qui a modifié les droits de douane applicables aux hématites et autres pierres de même espèce ouvrées, ainsi qu'aux baguettes et bandelettes en cuir et peausserie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 159 [28 février], p. 211. — M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 218 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 292. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3026).

37 — **Livres liturgiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 29 août 1934 qui a modifié la tarification douanière des livres liturgiques. Renvoi à la Commission des douanes, N° 160 [28 février], p. 210. — M. Caillier dépose le rapport N° 208 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 292. Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

38 — **Bois de teck.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 octobre 1934 modifiant les droits de douane sur les bois de teck. Renvoi à la Commission des douanes, N° 165 [5 mars], p. 216. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 213 [7 mars], p. 244. 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 291.

39 — **Paraffine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1° à ratifier et convertir en loi le décret du 4 mai 1934 soustrayant de la liste des produits mentionnés au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1933 le n° 199 bis relatif à la paraffine; 2° à augmenter les droits de douane sur la bougie de paraffine ou mélangée de paraffine. Renvoi à la Commission des douanes, N° 173

[5 mars], p. 216. — M. Eugène Chanal dépose le rapport n° 217 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Chapal, Président de la Commission des douanes. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à ratifier et convertir en loi le décret du 4 mai 1934 soustrayant de la liste des produits mentionnés au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1933 le n° 199 bis relatif à la paraffine* » [14 mars], p. 288. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3029).

40 — **Conserves de sardines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 octobre 1934 qui a modifié les droits de douane applicables aux conserves de sardines et le décret portant la même date qui a supprimé la taxe de licence perçue sur les licences d'importation ou certificats de contingentement accompagnant les importations de conserves de poissons. Renvoi à la Commission des douanes, N° 174 [5 mars], p. 216. M. Rogé dépose le rapport N° 226 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 294. Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

41 — **Articles de pêche.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 19 juillet 1934 qui a modifié les droits de douane applicables aux articles de pêche autres qu'hameçons et filets et à l'exception des cannes à pêche roseau, riz ou bambou, manufacturées, autres que les cannes bambou refendues. Renvoi à la Commission des douanes, N° 175 [5 mars], p. 216. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 229 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 293. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

42 — **Bijoux et objets en caoutchouc durci.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 8 octobre 1934 qui a modifié la tarification douanière des bijoux, peignes, démêloirs, barrettes et autres objets analogues en caoutchouc durci. Renvoi à la Commission des douanes, N° 176 [5 mars], p. 216. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 228 [7 mars], p. 244. 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 292. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

43 — **Machines à coudre. — Machines-outils.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 4 octobre 1934 qui a modifié les droits de douane applicables aux machines à coudre et à certaines catégories de machines-outils. Renvoi à la Commission des douanes, N° 177 [5 mars], p. 216. — M. Japy dépose le rapport N° 220 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 290. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3030).

44 — **Décret du 30 août 1934. — Produits divers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ra-

tifier le décret du 30 août 1934 portant modification de la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 178 [5 mars], p. 216. — M. Salmon dépose le rapport N° 232 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 295. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

45 — **Ananas en conserve.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 juillet 1934 modifiant les droits de douane sur les ananas en conserves. Renvoi à la commission des douanes, N° 179 [5 mars], p. 216. — M. Rogé dépose le rapport N° 227 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3027).

46 — **Pièces détachées pour machines agricoles étrangères.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, suspendant la réduction de 50 p. 100 des droits de douane dont bénéficient les pièces détachées destinées à la réparation et à l'entretien des machines pour l'agriculture et l'horticulture d'origine étrangère. Renvoi à la commission des douanes, N° 180 [5 mars], p. 216. — M. Capus dépose le rapport N° 206 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Capus, rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 289. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3030).

47 — **Porte-plume à réservoir, porte-mines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 septembre 1934 qui a modifié la tarification douanière des porte-plume à réservoir, des porte-mines, des porte-plume et porte-crayons et de leurs pièces détachées. Renvoi à la commission des douanes, N° 181 [5 mars], p. 216. — M. Georges Ulmo dépose le rapport N° 204 [7 mars], p. 243. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Georges Ulmo, rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 290. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3030).

48 — **Décret du 15 novembre 1934. — Produits divers.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant ratification du décret du 15 novembre 1934 qui a modifié le tarif douanier de certains produits. Renvoi à la commission des douanes, N° 182 [5 mars], p. 216. — M. Japy dépose le rapport N° 221 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 293. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (J. O. du 15 mars, p. 3028).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1934 portant modification de la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 183 [5 mars], p. 216. — M. Capus dépose le rapport N° 207 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique

du projet de loi [14 mars], p. 295. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3028).

49 — **Produits lainiers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 novembre 1934 qui a modifié le tarif douanier de certains produits lainiers. Renvoi à la Commission des douanes, N° 184 [5 mars], p. 216. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 211 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

50 — **Graisses et oléines de suint.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 novembre 1934 qui a institué des droits de douane sur les graisses de suint non épurés et les oléines de suint. Renvoi à la Commission des douanes, N° 185 [5 mars], p. 217. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 212 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 291. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

51 — **Peaux de lapin et pelleteries.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 12 juillet 1934 qui a modifié les droits de douane afférents aux peaux de lapin et pelleteries préparées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 186 [5 mars], p. 217. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 214 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 291. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

52 — **Gamphre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 juillet 1934 qui a modifié la tarification douanière du camphre naturel (brut ou raffiné) et du camphre synthétique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 187 [5 mars], p. 217. — M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 216 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 292. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

53 — **Canots démontables à coque en tissu caoutchouté.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 mai 1934 qui a modifié les droits de douane afférents aux canots démontables à coque en tissu caoutchouté. Renvoi à la Commission des douanes, N° 188 [5 mars], p. 216. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 230 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 293. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

VOIR DOUANES, 14.

54 — **Gas oils.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et convertir en loi le décret du 30 mars 1934 qui a modifié, à compter du 1^{er} avril 1934, le tarif douanier des gas oils (n° 198 *ter*). Renvoi à la Commission des douanes, N° 189 [5 mars], p. 216. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 215 [7 mars], p. 244. — 1^{re} déli-

bération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 291. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3029).

55 — **Conserves de salmonidés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du tarif des douanes en ce qui concerne les conserves de salmonidés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 196 [7 mars], p. 243. — Retrait du projet de loi [28 novembre], p. 835.

56 — **Conserves de salmonidés provenant du Japon.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du décret du 20 septembre 1932 modifiant la tarification douanière des conserves de salmonidés en provenance du Japon. Renvoi à la Commission des douanes, N° 198 [7 mars], p. 243.

57 — **Orge, malt et extraits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 2 novembre 1934 modifiant les droits de douane applicables à l'orge, au malt et aux extraits de malt. Renvoi à la Commission des douanes, N° 199 [7 mars], p. 243. — M. Beaumont dépose le rapport N° 238 [7 mars], p. 244. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 291. — Promulgation: Loi du 14 mars 1935 (*J. O.* du 15 mars, p. 3030).

58 — **Crustacés frais.** — Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret du 23 mai 1934 ayant pour objet de modifier les droits de douane sur les importations des crustacés frais de provenance étrangère. Renvoi à la Commission des douanes, N° 201 [7 mars], p. 243. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 203 [7 mars], p. 243. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 293.

59 — **Brosses en celluloïd.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à relever les droits de douane sur les brosses en celluloïd. Renvoi à la Commission des douanes, N° 256 [12 mars], p. 255. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 304 [22 mars], p. 370. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Edouard Néron, *rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [27 mars], p. 410. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* du 11 avril, p. 4058).

60 — **Cafés décaféinés.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de créer dans le tarif général des douanes une nouvelle position concernant les cafés décaféinés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 257 (Urgence déclarée) [12 mars], p. 255. — Voir Table de 1934, p. 74. — M. Rogé dépose le rapport N° 261 [12 mars], p. 275. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 mars], p. 303. — Promulgation: Loi du 28 mars 1935 (*J. O.* du 29 mars, p. 3562).

61 — **Fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 janvier 1935 qui a modifié le tarif douanier pour la répression des fraudes à l'importation de la soie et des tissus de soie. Renvoi à

la Commission des douanes, N° 325. M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 336 [26 mars], p. 387, 396. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 506. — Promulgation: Loi du 30 mars 1935 (*J. O.* du 31 mars, p. 3629).

62 — **Poissons conservés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 janvier 1935 qui a modifié les droits de douane applicables aux poissons conservés au naturel, autres que les sardines. Renvoi à la Commission des douanes, N° 432 [28 mai], p. 577. — M. Rogé dépose le rapport N° 441 [4 juin], p. 598. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 juin], p. 637. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1935 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7530).

63 — **Tabacs importés en Corse.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 13 novembre 1934 portant relèvement des droits de douane sur les tabacs à l'importation en Corse. Renvoi à la Commission des douanes, N° 560 [28 juin], p. 789.

64 — **Animaux vivants et viandes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 19 juillet 1934 modifiant les droits de douane applicables aux animaux vivants et aux viandes. Renvoi à la Commission des douanes, N° 598 [28 novembre], p. 836.

65 — **Verres non dénommés.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif douanier des verres non dénommés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 611 [10 décembre], p. 872.

66 — **Décret du 24 mai 1935. — Marchandises diverses.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 mai 1935 modifiant les droits de douane applicables à certaines marchandises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 641 [23 décembre], p. 906.

67 — **Accord franco-suisse (Compteurs; Espadrilles).** — Voir CONVENTIONS, 10-

TAXES

68 — **Importateurs de fruits frais.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 26 mars 1934, portant modification du taux de la taxe à laquelle sont assujettis les importateurs de fruits frais. Renvoi à la Commission des douanes, N° 105 [19 février], p. 149. — M. Rogé dépose le rapport N° 222 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 303. — Promulgation: Loi du 15 avril 1935 (*J. O.* du 17 avril, p. 4274).

69 — **Importateurs de marchandises contingentes (Fruits).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 17 mai 1934 relatif au taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentes. Renvoi à la Commission des douanes, N° 137 [26 février], p. 173. — M. Rogé dépose le rapport N° 224 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 303. — Promulgation: Loi du 21 avril 1935 (*J. O.* du 27 avril, p. 4570).

70 — **Importateurs de marchandises contingentées (Pommes et Poires).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 17 mai 1934 relatif au taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises contingentées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 164 [5 mars], p. 215. — M. Rogé dépose le rapport N° 223 [7 mars], p. 244. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 303. — Promulgation: Loi du 21 avril 1935 (*J. O.* du 27 avril, p. 4570).

71 — **Taxe d'importation. — Loi du 10 mars 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger la loi du 10 mars 1934, qui a donné au Gouvernement le pouvoir de supprimer, par décrets, les majorations de taux de la taxe d'importation instituées par l'article 32 de la loi du 31 mars 1932. Renvoi à la Commission des douanes, N° 277 [15 mars], p. 302. — M. Edouard Néron dépose et lit le rapport N° 278 (Urgence déclarée). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 302.

72 — **Taxe à l'importation des produits du Portugal, de la Grande-Bretagne, de la Tchécoslovaquie et de la Suisse.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier les décrets des 17 mars, 23 mars, 14 avril et 14 avril 1934, relatifs à la taxe à l'importation applicable aux produits du Portugal, de la Grande-Bretagne et des diverses colonies de la couronne britannique, de la Tchécoslovaquie et de la Suisse. Renvoi à la Commission des douanes, N° 319 [26 mars], p. 387. — M. Néron dépose le rapport N° 465 [13 juin], p. 621. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 653. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7403).

73 — **Importateurs de sarrasin.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 27 juillet 1934 portant fixation du taux de la taxe à laquelle sont assujettis les importateurs de sarrasin et produits dérivés, gruaux, semoules en gruaux et autres produits analogues de céréales autres que le froment, l'épeautre et le méteil. Renvoi à la Commission des douanes, N° 603 [28 novembre], p. 837.

DOUANES COLONIALES

74 — **Régime douanier colonial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier un décret pris en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 253 [12 mars], p. 255. — M. Léon Bénard dépose le rapport, N° 299 [22 mars], p. 362.

75 — **Inde. — Boissons fabriquées avec des fruits secs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant approbation de la délibération du conseil général des établissements français dans l'Inde en date du 19 décembre 1931, tendant à prohiber sous la dénomination de vins, l'importation dans cette colonie des boissons fabriquées avec des raisins secs, des figues, des dattes et autres produits analogues. Voir Table de 1934, p. 76. — M. Hachette

dépôt, au nom de la Commission des colonies, l'avis N° 92 [12 février], p. 115. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 176. — Promulgation: Loi du 16 mars 1935 (*J. O.* des 18 et 19 mars, p. 3154).

76 — **Indochine. — Produits de la vallée du Mékong.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 19 mars 1932 supprimant la franchise des droits de douane aux produits (autres que le poivre) de la vallée du Mékong et de ses affluents, introduits en Indochine par la voie du fleuve. Voir Table de 1934, p. 75. — M. Leblanc dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis N° 252 [12 mars], p. 256. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 19 avril 1935 (*J. O.* du 3 mai, p. 4786).

77 — **Indochine. — Filets pour la manutention des colis.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1932, portant approbation de la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, relative à une modification à apporter à la position n° 437 du tarif concernant les filets pour la manutention des colis ou autres usages. Voir Table de 1934, p. 75. — M. Gautherot dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis N° 262 [12 mars], p. 276.

78 — **Indochine. — Extrait de québracho.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant approbation de la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine en date du 13 février 1932, relative à une modification du tarif douanier indochinois en ce qui concerne l'extrait de québracho. Voir Table de 1934, p. 75. — M. Leblanc dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 266 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 412. — Promulgation: Loi du 19 avril 1935 (*J. O.* du 3 mai, p. 4786).

79 — **Indochine. — Froment, épeautre, méteil et dérivés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 2 janvier 1930 approuvant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, tendant à maintenir en vigueur les droits inscrits au tarif spécial de la colonie sur le froment, l'épeautre, le méteil et leurs dérivés. Voir Table de 1934, p. 75. — M. Leblanc dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 268 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 19 avril 1935 (*J. O.* du 3 mai, p. 4786).

80 — **Indochine. — Prunes et pruneaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 novembre 1932 rejetant la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine en date du 5 août 1932 demandant la non-application, dans cette colonie, de la loi du 20 avril 1932 portant relèvement des droits de douane sur les prunes et pruneaux. Voir Table de 1934, p. 75. — M. Leblanc dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 269 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de

loi [27 mars], p. 412. — Promulgation: Loi du 19 avril 1935 (*J. O.* du 3 mai, p. 4786).

81 — **Admission en franchise de denrées alimentaires des colonies françaises. — Côte française des Somalis (Etablissement de droits de douane).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier: 1° le décret du 22 décembre 1933 portant modification au décret du 30 janvier 1929 qui a fixé la liste des matières premières et denrées alimentaires, originaires des colonies françaises à régime préférentiel, admissibles en franchise en France et en Algérie; 2° le décret du 9 novembre 1932 approuvant la délibération du conseil d'administration de la Côte française des Somalis, du 5 août 1932, relative à l'établissement de droits de douane sur certaines marchandises importées dans la colonie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 364 [28 mars], p. 489. — M. Rogé dépose le rapport N° 384 [28 mars], p. 524. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 547. — Promulgation: Loi du 28 avril 1935 (*J. O.* du 1^{er} mai, p. 4714).

82 — **Nouvelle-Calédonie. — Coquillages de nacre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 28 juin 1934 qui a rejeté la délibération du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances du 7 décembre 1933 demandant la réduction du taux des droits de sortie sur les trocas et autres coquillages de nacre. Renvoi à la Commission des douanes, N° 645 [23 décembre], p. 906.

83 — **Océanie. — Service des douanes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier deux délibérations du 26 août 1933 du conseil privé des établissements français de l'Océanie. Renvoi à la Commission des colonies, N° 426 [28 mai], p. 577. — Renvoi à la Commission des douanes, pour examen au fond, la Commission des colonies restant saisie pour avis [8 juin], p. 610.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voir CONVENTIONS, 21.

DROIT DE CORRECTION PATERNELLE. — Voir CODE CIVIL, 6.

DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION. — Voir SOCIÉTÉS, 2.

DROITS DE MUTATION. — Fixation de la valeur maximum des immeubles définis par la loi du 22 février 1931 sur le bien de famille et susceptibles de bénéficier de l'immunité des droits de mutation par décès (art. 10). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4.)

DROITS DE PECHE DES PORTEURS DE ROLE D'EQUIPAGE. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

DROITS SUCCESSORAUX DES ENFANTS NATURELS. — Voir CODE CIVIL, 4.

E

ECOLE INTERNATIONALE DES HAUTES ETUDES D'HYGIENE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création, à Paris, sous les auspices de la Société des nations, d'une école internationale des hautes études d'hygiène (N° 605; année 1932). — M. André

Honorat dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 82 [7 février], p. 107.

ECOLE POLYTECHNIQUE (Avancement). — Voir ARMÉE, 1.

ECOLE SUPERIEURE D'EDUCATION PHYSIQUE DE JOINVILLE-LE-PONT. — Voir CRÉDITS, 12.

ECOLEES. — Constructions d'écoles primaires par les communes (art. 65). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

ECOLEES DE PLEIN AIR. — Voir RÉSOLUTIONS, 6.

EDUCATION NATIONALE. — Voir CRÉDITS, 2. — RÉSOLUTIONS, 56.

EGOUT. — Voir TOUT A L'ÉGOUT.

ELECTEURS ABSENTS (Vote des).

1^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues tendant à autoriser le vote des électeurs absents de leur commune le jour du scrutin. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 104 [19 février], p. 148.

2^o Proposition de loi tendant à autoriser le vote des électeurs absents de leur commune le jour du scrutin. Voir Table de 1926, p. 344. Vote de la question préalable [28 février], p. 196.

ELECTION DES DEPUTES (Mandat de six ans). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armand Calmel tendant à instituer, pour la Chambre des Députés, le mandat de six ans et à l'appliquer à la législature actuelle. Renvoi à la Commission relative à l'élection des Députés nommée le 3 juillet 1924, N° 659 [27 décembre], p. 979.

ELECTIONS. — M. Hamelin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Lot-et-Garonne. Admission de M. PIERRE CHAUMIÉ. — M. Rouart dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Doubs. Admission de M. BAUFLE [15 janvier], p. 16. — M. Alexandre Bachelet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Pas-de-Calais. Admission de M. DELESALLE. — M. Jean Taurines dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Meuse. Admission de M. MIROUËL [17 janvier], p. 20. — M. Lefas dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Basses-Pyrénées. Admission de MM. LISSAR et CHAMPETIER DE RIBES [24 janvier], p. 27. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Seine-et-Marne. Admission de M. JACQUES-LOUIS DUMESNIL [28 février], p. 197. — M. Lesaché dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Tarn-et-Garonne. Admission de M. PRESSEQ [7 mars], p. 245. — M. Naudin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Saône-et-Loire. Admission de M. TURLIER [5 juin], p. 604. — M. Loubal dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Meuse. Admission de M. COUROR [7 juin], p. 606. — M. Eugène Millès-Lacroix dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Haut-Rhin. Admission de M. OSTERMANN [7 juin], p. 607. — M. Serlin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Jura. Admission de M. BERTHOD [5 décembre], p. 856. — M. Albert Meunier dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Savoie. Admission de M. JACQUIER. — M. Naudin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département

de l'Ain. Admission de M. TONY RÉVILLON [5 décembre], p. 856-857. — M. Babaud-Lacroze dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Corrèze. Admission de M. QUEVILLE [17 décembre], p. 889. — M. Hachette dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Loire. Admission de M. LAURENT-EYNAC [26 décembre], p. 942. — M. Garrigou dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Isère. Admission de M. PAGANON [26 décembre], p. 942. — M. Delhoume dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Doubs. Admission de M. PERNOT [26 décembre], p. 942. — M. Victor Lourties dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Nord. Admission de M. DES ROTOURS [30 décembre], p. 1064.

ELECTORAT MUNICIPAL. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 7 juillet 1874 relative à l'électorat municipal. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, N° 650 [23 décembre], p. 924. — M. Paul Laffont dépose et lit le rapport N° 665. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [28 décembre], p. 1019. — Promulgation: Loi du 30 décembre 1935 (*J. O.* des 30 et 31 décembre, p. 13802).

ELECTRICITE.

1 — **Majorations de tarifs.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion et plusieurs de ses collègues relative aux majorations de tarifs d'électricité perçues par les communes. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 604 [5 décembre], p. 856. — M. Maulion dépose le rapport N° 629 [19 décembre], p. 898. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maulion, rapporteur; Laurent Eynac, Ministre des Travaux publics. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 décembre], p. 1056.

2 — **Loi de finances.** — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 114). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 12).

Voir DOUANES, 5, 35.

ELECTRIFICATION RURALE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Michel et de plusieurs de ses collègues tendant à rectifier certains tarifs concernant l'électrification rurale. Renvoi à la commission de l'agriculture, N° 163 [5 mars], p. 217.

Voir RÉSOLUTIONS, 34.

ELEVAGE NATIONAL. — Voir RÉSOLUTIONS, 4.

EMISSIONS DU TRESOR. — Voir TRÉSOR.

EMPLOYES SPECIAUX (Conseils généraux). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet la nomination des employés spéciaux attachés aux conseils généraux et aux commissions départementales. Renvoi à la commission de l'Administration, N° 101 [14 février], p. 136. — M. Monsservin dépose le rapport N° 541 [27 juin], p. 732. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Monsservin, rapporteur. Rejet de la proposition de loi [28 juin], p. 790.

EMPRUNT DE 60 MILLIONS DE FRANCS. — AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voir COLONIES, 11.

ENFANCE (Protection de l'). — Voir COLONIES, 1. — RÉSOLUTIONS, 30.

ENFANTS.

— **naturels,** Voir CODE CIVIL, 4.

— **trouvés,** Voir CODE CIVIL, 1.

— **non représentation d'enfants,** Voir CODE PÉNAL, 5.

ENSEIGNES. — Voir AFFICHAGE.

ENSEIGNEMENT.

1 — **Normaliens et normaliennes, instituteurs non pourvus de postes.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les normaliens et normaliennes non pourvus de postes à la sortie des écoles normales et les instituteurs libérés du service militaire, ainsi que ceux pourvus d'un poste reconnu par l'Etat (N° 45, année 1926). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

2 — **Réorganisation de l'enseignement public.** — Proposition de loi tendant à la réorganisation générale de l'enseignement public (N° 564, année 1926). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

3 — **Facultés des lettres. — Admission des étudiants.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à admettre dans les facultés des lettres les étudiants pourvus du brevet supérieur et des trois certificats d'études supérieures, prévus au décret du 18 janvier 1887, pour l'obtention des autres certificats d'études supérieures exigés des professeurs dans les écoles normales et dans les écoles primaires supérieures (N° 616, année 1927). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

4 — **Enseignement postsecondaire agricole.** — Proposition de loi tendant à organiser l'enseignement postsecondaire agricole (N° 644, année 1930). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

5 — **Enseignement secondaire des jeunes filles (Internats).** — Dépôt d'un projet de loi portant modification du régime des internats fixé par la loi du 21 décembre 1880 concernant l'enseignement secondaire des jeunes filles. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 429 [28 mai], p. 577.

6 — **Scolarité obligatoire dans l'enseignement primaire.**

1^o Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire. Voir Tables de 1922, p. 262, et de 1933 (Session ordinaire), p. 75. — M. Lefas dépose le rapport N° 454 [7 juin], p. 607;

2^o Dépôt d'une proposition de loi de M. François Labrousse, tendant à prolonger la scolarité de treize à quinze ans dans l'enseignement primaire. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 452 [7 juin], p. 606.

7 — **Inspection médicale dans les établissements d'enseignement.** — Voir SANTÉ PUBLIQUE.

ENTENTES PROFESSIONNELLES. — Voir ACCORDS.

ENTREPOT FICTIF DANS LES PORTS DE MADAGASCAR. — Voir COLONIES, 7.

EPARGNE (Protection de l'). — Proposition de loi tendant à la protection de l'épargne française par l'obligation imposée à ceux qui font appel à l'épargne d'employer uniquement leurs noms patronymiques (N° 51, année 1929). Voir Table de 1929, p. 369. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

Voir INTERPELLATIONS, 20. — SOCIÉTÉS, 4 à 5.

EPEAUTRE. — Voir DOUANES, 79.

EPOUX (Droits et devoirs respectifs). — Voir CODE CIVIL, 7.

ESPADRILLES. — Voir CONVENTIONS, 10.

ESPIONNAGE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Cavillon aggravant la répression des actes d'espionnage. Renvoi à la Commission de législation, N° 453 [7 juin], p. 606.

ESTONIE. — Voir CONVENTIONS, 1.

ETABLISSEMENT THERMAL DE LUXEUIL-LES-BAINS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant la cession par l'Etat à la ville de Luxeuil-les-Bains de l'établissement thermal de cette ville. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 408 [2 avril], p. 554.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES.

1° Proposition de loi tendant à interdire la création d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans les stations hydrominérales, climatiques ou de tourisme. Voir Table de 1927, p. 369. Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

2° Projet de loi tendant à compléter la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée par la loi du 20 avril 1932, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. Voir Table de 1934, p. 77. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission d'administration, le rapport N° 414 [2 avril], p. 554.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (Prix de journée). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation des prix de journée dans les établissements hospitaliers. Voir Table de 1934, p. 77. — M. Turbat dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 57 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration [19 février], p. 149. — M. Dentu dépose l'avis de cette Commission, N° 344 [27 mars], p. 427. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: MM. Henry Chéron, Turbat, Rapporteur; Maurice Viollette, Ernest Lafont, Ministre de la Santé publique. Adoption. Art. 2 et 3 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 669. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1935 (J. O. du 16 juillet, p. 7626).

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. — Voir HEURES SUPPLÉMENTAIRES.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ETAT (Ouvriers des). — Voir PENSIONS, 2.

ETALONS (Dépôt de Perpignan). — Voir HARAS.

ETAT CIVIL. — Voir CODE CIVIL, 3. — COLONIES, 2.

ETAT-MAJOR (Recrutement des officiers du cadre spécial). — Voir ARMÉE, 9.

ETATS-UNIS. — Voir CONVENTIONS, 21.

ETRANGERS. — Modification de la réglementation relative à la carte d'identité des étrangers (art. 12). Institution d'une carte d'identité à l'usage des touristes étrangers (art. 13). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

ETRANGERS NATURALISES. — Voir NATIONALITÉ.

EXECUTION DES JUGEMENTS. — Voir CONVENTIONS, 23.

EXPERTISE EN MATIERE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle. Renvoi à la Commission de législation, N° 439 [4 juin], p. 598.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE. — Voir COLONIES, 6

F

FABRICATIONS ET CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES (Défense nationale). — Voir RÉSOLUTIONS, 64.

FACULTES DES LETTRES. — Voir ENSEIGNEMENT, 3. — RÉSOLUTIONS, 9.

FAILLITE. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

FARINES ET BLES (Contrôle de la circulation). — Voir RÉSOLUTIONS, 63.

FAUNE ET FLORE EN AFRIQUE. — Voir CONVENTIONS, 25.

FAUSSES NOUVELLES (Répression).

1° Proposition de loi de M. Henry Chéron tendant à réprimer les fausses nouvelles. Voir Table de 1934, p. 78.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 27 et 45 de la loi du 29 juillet 1881. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'armée, N° 140 [26 février], p. 173. — M. Dauthy dépose le rapport N° 312 [22 mars], p. 382. — M. René Besnard dépose l'avis de la Commission de l'armée N° 335 [26 mars], p. 396. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à réprimer les fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique.* » [28 mars], p. 459.

FECUES DE POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 32. — RÉSOLUTIONS, 12.

FEMMES (Eligibilité aux chambres d'agriculture). — Proposition de loi de MM. Louis Martin et Joseph Faure, tendant à établir l'éligibilité des femmes aux chambres d'agriculture (N° 839, année 1931). — M. Joseph Faure dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 56 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Rejet de l'article unique de la proposition de loi [30 décembre], p. 1068.

FERMAGES RURAUX. — Dépôt par MM. Maurice Viollette, Jacques Benoist et Jean

Valadier d'une proposition de loi relative à certains fermages ruraux. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 4 [15 janvier], p. 15. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport collectif N° 449 [5 juin], p. 603. — M. Neuville dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 479 [18 juin], p. 647. — Ajournement de la 1^{re} délibération [20 juin], p. 664.

Voir pour la discussion BAUX A FERME.

FERMIER. — Voir BAUX A FERME.

FEY-EN-HAYE (Meurthe-et-Moselle). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Pont-à-Mousson la commune de Fey-en-Haye, qui dépend actuellement du canton de Thiaucourt (département de Meurthe-et-Moselle). Voir Table de 1934, p. 78. — M. J.-P. Rambaud, dépose le rapport N° 241 [7 mars], p. 249. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 307. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (J. O. des 8 et 9 avril, p. 3980).

FILETS POUR LA MANUTENTION DES COLIS. — Voir DOUANES, 77.

FILMS EDUCATIFS (Circulation internationale des). — Voir CONVENTIONS, 22.

FILOUTERIES ALIMENTAIRES. — Proposition de loi de M. Henry Chéron, tendant à réprimer plus sévèrement les filouteries alimentaires prévues par l'article 401, paragraphe 4, du code pénal. Voir Table de 1934, p. 78. — M. Delthil dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 170 [5 mars], p. 217. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [25 juin], p. 688.

FINANCES LOCALES (Réforme des). — Voir RÉSOLUTIONS, 65.

FONCTIONNAIRES.

1 — **Fonctionnaires métropolitains du cadre tunisien.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler, vis-à-vis de l'Etat français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés dans le cadre tunisien. Voir Table de 1934, p. 78. — M. Henry Bérenger dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 42 [29 janvier], p. 51. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article unique: MM. Mauger, Germain-Martin, ministre des finances. Adoption [14 février], p. 132. — Promulgation: Loi du 26 février 1935 (J. O. du 1^{er} mars, p. 2514).

2 — **Fonctionnaires originaires des régions envahies.** — Proposition de loi tendant à ajouter à l'article 25 de la loi du 9 décembre 1927 un paragraphe relatif aux jeunes gens fonctionnaires, originaires des régions envahies, demeurés sous la domination de l'ennemi. Voir Table de 1928, p. 378. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

3 — **Fonctionnaires civils et militaires (Réduction des traitements).** — Proposition de loi tendant à réduire les traitements, indemnités de toutes sortes, allocations, retraites et pensions des fonctionnaires civils et militaires, ainsi que ceux des employés des services publics (N° 90, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 624.

4 — **Loi de finances.** — Atténuation, en faveur de certaines catégories de fonctionnaires, des dispositions des décrets du

16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, et du 16 juillet 1935 portant réduction du taux de l'indemnité compensatrice accordée aux personnels servant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (art. 54). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

Voir CONVENTIONS, 3. — INTERPELLATIONS, 10. — PENSIONS, 2. — RÉCLAME FINANCIÈRE.

FONDS D'ARMEMENT, D'OUTILLAGE ET D'AVANCES SUR TRAVAUX. — Ouverture de crédits (art. 38). Rattachement par décret au fonds d'armement, d'outillage et d'avances sur travaux des autorisations de paiement données pour l'exercice 1936 par les lois des 6 et 7 juillet 1934 (art. 39). Voies et moyens du fonds spécial d'outillage et d'armement (art. 40). Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice (art. 41). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 6, 7).

FONDS DE COMMERCE (Règlement du prix de vente).

— 1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 3 [15 janvier], p. 15. Renvoi pour avis à la Commission du commerce [31 janvier], p. 74. — Renvoi pour avis à la Commission des finances [5 février], p. 86. — M. Maulion dépose le rapport N° 205 [7 mars], p. 244. — M. Caillier dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 284 [19 mars], p. 306. — Fixation au jeudi 28 mars de la délibération [21 mars], p. 352. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances, N° 309 [22 mars], p. 382. — 1^{re} délibération de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maulion, *Rapporteur de la Commission de législation*; Caillier, *Rapporteur pour avis de la Commission du commerce*; Abel Gardey, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; de La Grandière; MM. Alexandre Bachelet, Maurice Viollette, Marchandeau, *Ministre du Commerce*. Art. 1^{er}: contre-projet de M. Armand Calmel, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Maulion, *Rapporteur*; Lucien Voilin, Manuel Fourcade. Adoption, au scrutin, de la prise en considération du contre-projet. Observations de MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Lugol, *Président de la Commission de législation*. Observations de M. Maulion, *Rapporteur*. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la prorogation des dispositions de la loi du 6 juillet 1934, prorogeant et complétant les dispositions de la loi du 19 mai 1934 concernant le règlement du prix des fonds de commerce et la révision des baux commerciaux ». [28 mars], p. 461, 471, 505. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission des finances, N° 398 (Urgence déclarée) [2 avril], p. 575.

— M. Maulion dépose le rapport N° 445 [5 juin], p. 603. — M. Caillier dépose l'avis de la Commission du commerce N° 463 [13 juin], p. 621. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances N° 469 [18 juin], p. 637. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Maulion, *Rapporteur de la Commission de législation*; Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*; Alexandre Bachelet. Discussion des articles. Article 1^{er}: Contre-projet de M. Armand Calmel et plusieurs de ses collègues: MM. Armand Calmel, Alexandre Israël, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Babaud-Lacroze, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. Adoption, au scrutin, de la prise en considération du contre-projet. Observation de M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Observations de MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [18 juin], p. 638. — Suite de la discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Nouvelle rédaction de la Commission: MM. Maulion, *Rapporteur de la Commission de législation*; Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Lugol, *Président de la Commission de législation*; Eugène Penancier, André Morizet. Art. 1^{er}: M. Bender. Adoption. Art. 2: adoption. Amendement de MM. Raynaldy, Brunel et Eugène Millies-Lacroix; M. Raynaldy. Réservé. Art. 3: adoption. Art. 4: amendement de M. Eugène Penancier: M. Eugène Penancier, Louis Linyer. Réservé. Article nouveau, proposé par M. Caillier: M. Caillier, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Armand Calmel. Retrait. Nouvelle rédaction de l'article 4: MM. Bender, Eugène Penancier. Adoption. Art. 5: MM. Eugène Penancier, Maulion, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Art. 6: adoption. Article nouveau 6 bis, proposé par MM. Raynaldy, Brunel et Eugène Millies-Lacroix (amendement réservé après l'article 2): MM. Raynaldy, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Curral. Adoption de l'article modifié. Art. 7: amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Hervey, Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*; François-Saint-Maur, Lefas. Retrait. Observation de M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Retrait de l'article 7. Article nouveau 7 bis, proposé par M. Abel Gardey. Adoption. Article 8: amendement de M. Abel Gardey. Retrait. Adoption de l'article. Articles 9 à 11: adoption. Article 12: amendement de M. Abel Gardey. Adoption. Adoption de l'article complété. Articles 13 à 16 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 juin], p. 654. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 546 (Urgence déclarée). M. Maulion dépose le rapport N° 551 [27 juin], p. 732 et 758. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désigna-

tion d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Maulion, *Rapporteur de la Commission de législation*; Paul Strauss. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier, N° 553. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} à 3: adoption. Art. 4: M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Art. 5 à 7 précédemment adoptés. Art. 8: reprise du texte de la Chambre des Députés, par MM. Jean Bose et Paul Strauss: MM. Jean Bose, Caillier, *Rapporteur pour avis de la Commission du commerce*; Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*; Armand Calmel, Maulion, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Article nouveau 8 bis, proposé par M. Lesaché: MM. Lesaché, Caillier, *Rapporteur pour avis de la Commission du commerce*; Maulion, *Rapporteur*; Lefas, Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption, au scrutin. Art. 9 et 10: adoption. Art. 11: précédemment adopté. Art. 12: adoption. Art. 13 et 14 précédemment adoptés. Art. 15: adoption. Art. 16 précédemment adopté. Art. 17: adoption. Art. 18 et dernier précédemment adopté. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 771. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission des finances, N° 572 (Urgence déclarée) [28 juin], p. 804. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 580. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}, 8, 8 bis et 9: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 815. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission des finances, N° 588 (Urgence déclarée). M. Maulion dépose et lit le rapport N° 589. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 8 et 8 bis: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 819, 820. — Promulgation: Loi du 29 juin 1935 (*J. O.* du 30 juin, p. 6914. *Rectificatif (erratum)*). *J. O.* du 18 juillet 1935, p. 7706).

— 2^o Dépôt, par M. Boivin-Champeaux, d'une proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 647 [23 décembre], p. 907. — M. Maulion dépose et lit le rapport de la Commission de législation, N° 683. Décla-

ration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 décembre], p. 1109.

— 3^e Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 2, 3 et 9 de la loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 675 [31 décembre], p. 1103. — M. Maulion dépose et lit le rapport de la Commission de législation, N° 682. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Lefas, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption des articles 3 et 4 et de l'ensemble de la proposition de loi [31 décembre], p. 1107. — Promulgation: Loi du 9 janvier 1936 (*J. O.* du 11 janvier, p. 498).

FONDS DE SUBVENTION (Exercice 1935). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1935). Renvoi à la Commission des finances, N° 471 [18 juin], p. 636. — M. Schrameck dépose et lit le rapport, N° 528. Demande de discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 juin], p. 701. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1935 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7938).

FORGES HYDRAULIQUES. — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

FORETS (Incendies de). — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 7 de la loi du 26 mars 1924 concernant les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 45 [31 janvier], p. 75. — M. Serlin dépose le rapport N° 535 [27 juin], p. 712. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 771.

Voir RÉSOLUTIONS, 1.

FOURNITURES AGRICOLES. — Voir INTERPELLATIONS, 21.

FRANC (Défense du). — Voir POUVOIRS EXCEPTIONNELS.

FRAUDES.

1 — **Produits insecticides.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans le commerce des produits utilisés pour la destruction des ravageurs des cultures (insecticides, anticryptogamiques, etc.). Voir Table de 1934, p. 79. M. Joseph Faure dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 55 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération: Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Joseph Faure, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 mars], p. 248. — Promulgation: Loi du 10 mars 1935 (*J. O.* du 12 mars, p. 2918).

2 — **Savons.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans le commerce des savons. Voir Table de 1934, p. 79. M. Laffont dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 51 [31 janvier], p. 75. 1^{re} délibération. Rejet du projet de loi [5 mars], p. 218.

3 — **Importation de la soie.** — Voir DOUANES, 61.

FRAUDES FISCALES. — Répression de la fraude fiscale: renforcement des sanctions (art. 7). Fixation de la date d'entrée en vigueur de la carte d'identité fiscale (art. 8). Suppression des primes aux personnes ayant permis de découvrir la fraude en matière de taxe sur le chiffre d'affaires (art. 23) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 3, 4).

FREQUENTATION SCOLAIRE OBLIGATOIRE. — Voir ENSEIGNEMENT, 6.

FROMENT. — Voir DOUANES, 79.

FRUITS.

— **frais,** Voir DOUANES, 68 à 70.

— **oléagineux,** Voir DOUANES, 31.

— **secs,** Voir DOUANES, 75.

G

GAMBETTA (Cinquantième de la mort de). — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

GARD. — Voir RÉSOLUTIONS, 44.

GARDE CHAMPETRE COMMUN. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 et permettant à plusieurs communes de se réunir pour avoir un seul gardé champêtre commun. Voir Table de 1927, p. 386. Vote de la question préalable [28 février], p. 196.

GAS OILS. — Voir DOUANES, 54.

GERS. — Voir RÉSOLUTIONS, 46.

GOUDRONS, BITUMES ET AUTRES SUBSTANCES SIMILAIRES. — Voir ROUTES DÉPARTEMENTALES.

GRAINAGE. — Prorogation de la loi du 5 avril 1931 accordant une compensation douanière au grainage français (art. 74) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

GRAINES OLEAGINEUSES. — Voir DOUANES, 31.

GRAISSES DE SUINT. — Voir DOUANES, 50.

GRANDE-BRETAGNE. — Voir CONVENTIONS, 23. — DOUANES, 1, 24, 72.

GREFFIERS. — Voir ALGÉRIE, 3.

GROUPES DE COMBAT. — Voir LIGUES.

GUADELOUPE. — Voir COLONIES, 2 à 6, 9.

GUYANE. — Voir COLONIES, 9.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

1 — **Modification de la législation.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les habitations à bon marché. Voir Table de 1934, p. 80. — M. Abel Gardey dépose le rapport

N° 20 [24 janvier], p. 27. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [12 février], p. 115. — M. Paul Straus dépose l'avis N° 156 [28 février], p. 196. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 483 [20 juin], p. 653.

2 — **Loyers.** — Proposition de loi de M. Robert Thoumyre tendant à atténuer les effets du décret-loi du 16 juillet 1935, en ce qui concerne les loyers des habitations à bon marché. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 686 [31 décembre], p. 1120.

3 — **Prorogation de la loi du 13 juillet 1928 (art. 68).** — (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

Voir IMMEUBLES.

HALLES CENTRALES DE PARIS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1896, portant réglementation des Halles centrales de Paris. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 399 [2 avril], p. 545. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [28 mai], p. 576.

HARAS (Dépôt d'étalons de Perpignan). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926 portant suppression du dépôt d'étalons de Perpignan. Voir Table de 1934, p. 80. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 26 février 1935 (*J. O.* du 28 février, p. 2458).

HEMATITES. — Voir DOUANES, 36.

HEURES SUPPLEMENTAIRES (Etablissements industriels et commerciaux). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux. Renvoi à la Commission du commerce, N° 295 [21 mars], p. 338. — M. Bender dépose le rapport N° 296 [21 mars], p. 352. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Marcel Donon: MM. Marcel Donon, Jacquier, *Ministre du Travail*; Lefas. Retrait. Art. 2 à 4: adoption. Article additionnel proposé par M. Rio. Non soutenu. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 mars], p. 447. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* des 8 et 9 avril, p. 3981).

HONGRIE. — Voir CONVENTIONS, 19.

HONORARIAT. — Voir CONSEILLERS GÉNÉRAUX.

HOSPITALISATION DANS LES HOPITAUX MILITAIRES DES ANCIENS MILITAIRES DECORÉS. — Voir RÉSOLUTIONS, 23.

HOTELIER (Créance de l'). — Voir CODE PÉNAL, 2.

VICTOR HUGO. — Voir RÉSOLUTIONS, 27.

HUILE FIXE D'AMANDE. — Voir DOUANES, 3.

HUILES LEGERES DE HOUILLE BRUTES. — Voir DOUANES, 29.

HUILES MINÉRALES. — Modification de la durée de validité du barème destiné à l'établissement de la taxe unique sur les huiles minérales (art. 28) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 5).

HYGIENE (Organisation générale de l'). — Voir SANTÉ PUBLIQUE.

HYPOTHEQUES. — Voir CONVENTIONS, 5.
— PROCÉDURES D'EXÉCUTION.

I

IMMEUBLE DOTAL (Dation à bail). — Voir COLONIES, 2.

IMMEUBLES CONSTRUITS ANTERIEUREMENT AU 2 AOUT 1914. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faire rentrer dans le droit commun les immeubles construits antérieurement au 2 août 1914 avec le bénéfice de la législation des habitations à bon marché. Renvoi à la Commission de législation, N° 70 [7 février], p. 94.

IMPORTATEURS DE PRODUITS CONTINGENTES. — Voir DOUANES, 68 à 70, 73. — TAXE SPÉCIALE.

IMPORTATION. — Voir BLÉ. — DOUANES, 4 à 18; 68 à 73. — RÉSOLUTIONS, 11, 13, 14.

IMPORTATIONS.

— brésiliennes, Voir DOUANES, 13.

— portugaises, Voir DOUANES, 27.

— de la soie (fraudes), Voir DOUANES, 61.

IMPORTATIONS DE PAIN DANS LES ZONES FRONTIÈRES. — Prorogation de la loi du 22 avril 1932 portant réglementation des importations de pain dans les zones frontalières (art. 75) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

IMPOSITIONS DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES. — Voir CONTRIBUTIONS DIRECTES.

IMPOT FONCIER (Constructions nouvelles). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'application de l'exemption d'impôt foncier et des taxes locales prévue en faveur des constructions nouvelles destinées à l'habitation. Voir Table de 1934, p. 80. M. Abel Gardey dépose le rapport, N° 19 [24 janvier], p. 27. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Chapsal, Henri Laudier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; François-Saint-Maur, Auguste Mounié, Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 février], p. 132. — Promulgation : Loi du 15 février 1935 (*J. O.* du 16 février, p. 1978).

IMPOTS. — Autorisation de perception (art. 2). Fixation pour l'exercice 1936 du taux général des impôts cédulaires sur les revenus (art. 3). Transformation du caractère du forfait en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (art. 4 et 5). Dégrèvements d'impôt foncier pour dettes hypothécaires (art. 6). Imposition des apports faits aux associations constituées en conformité de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du livre III du code du travail (art. 9) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 3, 4).

— Voir REFUS COLLECTIF DE L'IMPÔT. — RÉSOLUTIONS, 36.

IMPRIMERIE NATIONALE (Agents et ouvriers). — Voir PENSIONS, 2.

INCENDIE DE FORETS. — Voir FORÊTS.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 portant fixation du budget général de l'Exercice 1929 (N° 536, année 1929). Voir Table de 1929, p. 450. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

— Voir RÉSOLUTIONS, 66.

INDE (Etablissements français de l'). — Voir DOUANES, 75.

INDEMNITE A FIN DE BAIL. — Voir BAIL.

INDOCHINE. — Voir CONVENTIONS, 24. — DOUANES, 76 à 80.

INGENIEURS DU GENIE MARITIME, DE L'ARTILLERIE NAVALE ET INGENIEURS HYDROGRAPHES. — Attribution aux ingénieurs du génie maritime, de l'artillerie navale et aux ingénieurs hydrographes réunissant certaines conditions, de l'indemnité de fonctions prévue par l'article 76 de la loi de finances du 19 décembre 1926 (art. 64) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

INONDATIONS DE 1930. — Voir CAPITAUX IMMOBILIERS. — RÉSOLUTIONS, 41.

INSCRITS MARITIMES (Veuves des). — Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 3 de la loi du 14 juillet 1908 et de l'article 17 de la loi du 30 décembre 1920, en ce qui concerne les veuves d'inscrits maritimes. Voir Table de 1926, p. 632. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

INSPECTEURS DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 4. — COLONIES, 10.

INSTITUTEURS (Recrutement des). — Voir INTERPELLATIONS, 17.

INTENDANCE (Recrutement). — Voir ARMÉE, 9.

INTERET LEGAL (Taux de l'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à porter au taux des avances à la Banque de France le taux de l'intérêt légal en matière commerciale. Voir Table de 1934, p. 81. — M. Laffont dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 49 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Rejet de la proposition de loi [5 mars], p. 218.

INTERMEDIAIRE EN BOURSE. — Proposition de loi tendant à réglementer la profession d'intermédiaire en Bourse. Voir Table de 1934, p. 81. — M. Laffont dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 50 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Rejet de la proposition de loi [5 mars], p. 218.

INTERNATS. — Voir ENSEIGNEMENT, 5.

INTERPELLATIONS.

1 — **Français musulmans d'Algérie.** — Demande d'interpellation de M. Maurice Viollette sur les mesures que M. le Ministre de l'Intérieur compte prendre pour tenir à l'égard des Français musulmans de l'Algérie les promesses qui leur ont été faites lors du Centenaire. Fixation au 19 février de la date de la discussion [15 janvier], p. 15. — Ajournement de la discussion au 21 mars [14 février], p. 145. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement : M. Maurice Viollette, M. Cuttoli. Renvoi de la suite de la discussion à la

prochaine séance [21 mars], p. 344, 353. — Suite de la discussion : MM. Roux-Freissineng, Duroux, Gautherot, Marcel Régnier, *Ministre de l'Intérieur*, et Maurice Viollette. Ordres du jour : le 1^{er}, de M. Duroux ; le 2^e, de MM. Lucien Saint, Messimy et le Général Bourgeois ; le 3^e, de M. Maurice Viollette. Sur son ordre du jour : M. Duroux. Retrait. Sur son ordre du jour : M. Maurice Viollette. Retrait. Adoption de l'ordre du jour de MM. Lucien Saint, Messimy et le Général Bourgeois [22 mars], p. 364, 370, 375.

2 — **Crise du tourisme.** — Demande d'interpellation de M. Antoine Borrel sur la crise qui frappe le tourisme français et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier. — Fixation au mardi 12 février de la discussion de cette interpellation [31 janvier] p. 74. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Antoine Borrel, Curral, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; François-Saint-Maur, Hervey. Ordre du jour de MM. Antoine Borrel et Charabot. Adoption [12 février], p. 116.

3 — **Tarifs de transport des bois sciés.** — Interpellation de M. Edouard Néron sur les mesures que M. le Ministre des Travaux publics compte prendre pour mettre un terme aux inégalités flagrantes qui ont été créées entre certains départements desservis par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée par la mise en application des tarifs différentiels de mars et de novembre 1934 en ce qui concerne le transport des bois sciés. Voir Table de 1934, p. 82. Fixation de la date de la discussion au jeudi 21 février [31 janvier], p. 74. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Edouard Néron, Jean Taurines, Victor Lourties, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Ordre du jour de M. Victor Lourties et de plusieurs de ses collègues. Adoption [21 février], p. 158.

4 — **Situation des vins sur les marchés extérieurs.** — Demande d'interpellation de M. Georges Portmann à M. le Ministre du Commerce sur la situation critique de nos vins sur les marchés extérieurs. Fixation ultérieure de la date de discussion [5 mars], p. 217. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [4 juin], p. 598; [7 juin], p. 606; [28 novembre], p. 835.

5 — **Défense nationale.** — Demandes d'interpellations : 1^o de M. Lémery, sur les mesures que le Gouvernement envisage pour maintenir l'organisation de l'armée à la hauteur des nécessités de la défense nationale [5 mars], p. 230. — Fixation de la discussion au jeudi 21 mars. Observations de MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Lémery et Maurice Viollette [7 mars], p. 245; 2^o de M. le Général Bourgeois, à M. le Président du Conseil, sur le dépôt d'un projet de loi concernant l'augmentation de la durée du service militaire au cours des années 1936 à 1940. Sur la date : MM. le Général Bourgeois, Lémery, Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [15 mars], p. 300; 3^o de M. Paul Bénazet, sur la violation par le Reich des clauses militaires du traité de paix. Sur la date : MM. Alexandre Israël, Henry de Jovenel. Discussion de ces interpellations fixée au 20 mars [19 mars], p. 306. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement : MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Lémery, le Général Bourgeois, Paul Bénazet, le comte Louis de Blois, Gautherot, Armbruster, Gaston Japy, Paul-Boncour, François-Saint-

Maur. Alexandre Millerand, Henry de Jouvenel. Ordres du jour : 1° de M. Messimy et plusieurs de ses collègues ; 2° de M. le Général Bourgeois et plusieurs de ses collègues ; 3° de M. Bienvenu-Martin ; 4° de M. Voilin et plusieurs de ses collègues ; 5° de M. le comte de Blois et plusieurs de ses collègues. Sur les ordres du jour : MM. Messimy, Bienvenu-Martin, Armbruster, Lucien Violin. Ordre du jour de M. Messimy. Retrait. Repris par M. Armbruster. Ordre du jour de M. Henry de Jouvenel : MM. Louis Michel, Henry de Jouvenel, Paul Strauss. Retrait de l'ordre du jour de M. Armbruster et de celui de M. Bienvenu-Martin. Observations de MM. le comte Louis de Blois et P.-E. Flandin, *Président du Conseil*. Adoption, au scrutin, après pointage, de l'ordre du jour de M. Henry de Jouvenel [20 mars], p. 318, 326.

6 — **Jurisprudence du Conseil d'Etat à l'égard des travaux des communes.** — Demande d'interpellation de M. André Morizet à M. le Ministre de l'Intérieur sur l'interprétation que le Conseil d'Etat donne à l'ordonnance du 14 novembre 1937 et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que la jurisprudence de cette assemblée, telle que la fixe un arrêt récent, n'interdise pas à l'avenir tous travaux aux communes. Fixation ultérieure de la date de discussion [14 mars], p. 288. — Fixation au jeudi 28 mars de la date de la discussion [19 mars], p. 306.

7 — **Traction mécanique sur certaines voies navigables.** — Demande d'interpellation de M. Hachette à M. le Ministre des Travaux publics sur les répercussions des décrets des 15 et 18 mars 1935 portant organisation de la traction mécanique obligatoire sur certaines voies navigables. Retrait de l'interpellation [28 mai], p. 577.

8 — **Accidents aux passages à niveau.** — Demande d'interpellation de M. Lesaché sur les mesures prises ou envisagées par le Gouvernement pour obvier, dans les limites humainement possibles, aux accidents trop fréquents et très souvent évitables des passages à niveau. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 mai], p. 577.

9 — **Marché du blé.** — Demande d'interpellation de M. Maurice Viollette à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures qu'il compte prendre pour organiser le marché du blé. Sur la date de la discussion de son interpellation : M. Maurice Viollette. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 mai], p. 577.

10 — **Rôle des fonctionnaires dans la République.** — Demande d'interpellation de M. Armand Calmel, adressée au Gouvernement, sur sa conception du rôle des fonctionnaires dans la République. Voir Table de 1934, p. 81. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [4 juin], p. 598 ; [7 juin], p. 606 ; [28 novembre], p. 835.

11 — **Situation des vins fins dans les accords commerciaux.** — Demande d'interpellation de M. Capus à M. le Ministre du Commerce sur la situation faite aux vins fins dans les accords commerciaux. Fixation ultérieure de la date de la discussion [4 juin], p. 598. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [7 juin], p. 606 ; [28 novembre], p. 835.

12 — **Coordination du rail et de la route.** — Demande d'interpellation de M. Robert Thoumyre sur l'application du décret-loi du 19 avril 1934 relatif à la coordination du rail et de la route. Fixation ultérieure

de la date de discussion [18 juin], p. 636. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

13 — **Politique financière du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Desjardins à M. le Ministre des finances sur la politique financière du Gouvernement qui, après avoir proclamé la faillite de l'Etat, a, dans 112 décrets-lois, porté les atteintes les plus graves aux principes fondamentaux du code et aux droits sacrés de la propriété, frappant tous les petits et moyens, laissant indemmes les puissances d'argent et ne supprimant aucune des dépenses somptuaires de l'Etat. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

14. — **Algérie : Crise et confusion des pouvoirs.** — Demande d'interpellation de M. Roux-Freissineng à M. le Ministre de l'Intérieur sur l'aggravation de la crise et la confusion des pouvoirs exécutif et judiciaire en Algérie. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

15 — **Politique agricole du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Hachette à M. le Ministre de l'Agriculture sur la politique agricole du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

16 — **Politique économique du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Tournan à M. le Président du Conseil sur la politique économique du Gouvernement. Jonction de l'interpellation à celle de M. Hachette sur la politique agricole du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

17 — **Recrutement des instituteurs.** — Demande d'interpellation de M. Babaud-Lacroze à M. le Ministre de l'Education nationale sur les dispositions de la circulaire du 29 juin 1935 relative au recrutement des instituteurs. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 novembre], p. 835.

18 — **Coordination des transports.** — Demande d'interpellation de M. Paul Lafont à M. le Ministre des Travaux publics sur la coordination des transports. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 novembre], p. 835.

19 — **Evénements de Limoges.** — Demande d'interpellation de M. Betoulle sur les événements tragiques qui se sont déroulés à Limoges. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 novembre], p. 835. — M. Betoulle retire sa demande d'interpellation au cours de la discussion des projets de loi sur les ligues [23 décembre], p. 915.

20 — **Décrets-lois sur la protection de l'épargne.** — Demande d'interpellation de M. Lesaché à M. le Garde des Sceaux sur le concours que le Gouvernement voudra bien apporter au Parlement pour compléter, sur certains points essentiels, les décrets-lois du 8 août et du 30 octobre 1935, en vue de protéger plus efficacement l'épargne. M. Léon Bérard, *Garde des Sceaux*, parle sur la fixation de la date de discussion. Fixation ultérieure [28 novembre], p. 835.

21 — **Fournitures agricoles en Sarre.** — Demande d'interpellation de M. Corbedaine sur les retards apportés au règlement des fournitures agricoles en Sarre, correspondant aux livraisons de juillet et d'août 1935. Fixation ultérieure de la date de discussion [12 décembre], p. 877

INVALIDES DE LA MARINE. — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine art. 79). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10.)

IRLANDE (Etat libre d'). — Voir DOUANES, 24.

ISERE. — Voir SYNDICATS RIVERAINS.

ITALIE. — Voir CONVENTIONS, 20.

J

JAPON. — Voir DOUANES, 56.

JEUX ET JOUETS (Importation). — Voir DOUANES, 4.

JOINVILLE-LE-PONT (Ecole de). — Voir CRÉDITS, 12.

JOURNALISTES. — Voir STATUT PROFESSIONNEL.

JUGES DE PAIX.

1 — **Création d'une classe exceptionnelle.** — Proposition de loi tendant à la création d'une classe exceptionnelle de juges de paix à Paris, dans les cantons ruraux de la Seine et dans les villes de 500.000 habitants et au-dessus (N° 81, année 1927). Voir Table de 1927, p. 435. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

2 — **Avancement spécial par ancienneté.** — Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'avancement des juges de paix par l'organisation d'un avancement spécial par ancienneté (N° 265, année 1932). Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

JURY (Circonstances très atténuantes). — Dépôt par M. Louis Martin d'une proposition de loi tendant : 1° à conférer au jury le droit de prononcer des circonstances très atténuantes ; 2° à donner à la cour d'assises le droit de renvoyer en police correctionnelle, nonobstant leur acquittement, les accusés de certains crimes ; 3° à modifier le droit de récusation devant la cour d'appel. Renvoi à la Commission de législation, N° 633 [19 décembre], p. 898.

Voir ALGÉRIE, 4. — COLONIES, 4. — REFUS COLLECTIF DE L'IMPÔT.

L

LAIT ET PRODUITS RESINEUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et les produits résineux. Renvoi à la Commission de l'agriculture, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 394 [30 mars], p. 536. — M. Marcel Donon dépose le rapport N° 435 [31 mai], p. 595. — Renvoi pour avis, à la Commission des douanes des conclusions du rapport ci-dessus [18 juin], p. 636. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances N° 482 [20 juin], p. 653. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture et Rapporteur* ; M. Abel Gardey, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*. Avis de la Commission des

douanes, par M. Salmon, N° 518. Suite de la discussion générale: MM. Mando, le comte d'Harcourt, Victor Lourties, Edouard Néron, Charles Dumont et Raymond Martin. MM. Beaumont, Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; le comte Louis de Blois. Discussion des articles: Article 1^{er}: adoption. Article 2: MM. Salmon, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Article 3: MM. Veysière, Marcel Donon, *Rapporteur*; Mauger, Salmon, Hervey, Toubeau, *Chef du service de la répression des fraudes, Commissaire du Gouvernement*; François-Saint-Maur, Eugène Millières-Lacroix, Louis Tissier, Patizel, Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Renvoi de l'article à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 juin], p. 683, 693, 704. — Suite de la discussion des articles. Art. 3 (nouvelle rédaction): 3^e alinéa: amendement de M. Salmon: MM. Salmon, Henry Chéron, Marcel Donon, *Rapporteur*; Patizel, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Reprise du texte adopté par la Chambre des Députés par M. Edmond Cavillon: MM. Salmon, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Art. 4: Amendement de M. Delhoume: M. Delhoume. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 5: Adoption des quatre premiers alinéas. Amendement de M. Salmon: MM. Salmon, Marcel Donon, *Rapporteur*. Rejet. Observations de MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article 5. Art. nouveau 5 bis, proposé par M. Salmon: MM. Salmon, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Art. nouveau, proposé par M. Salmon. Retrait. Art. 6: adoption. Art. 7: Amendement de MM. Veysière et Lavoine: M. Veysière. Retrait. 1^{er} alinéa: Amendement de MM. Salmon, Veysière et Lavoine. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 2^e alinéa: Amendement de MM. Salmon, Veysière et Lavoine. Adoption. Observations de MM. Henry Chéron, Marcel Donon, *Rapporteur*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption du 2^e alinéa. Amendement de M. Neuville. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 7 modifié. Art. 8: Amendement de MM. Rolland et Serlin: MM. Rolland, François-Saint-Maur, Marcel Donon, *Rapporteur*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption (devenant l'article 8). Art. 9: 1^{er} alinéa: Amendement de MM. Rolland et Serlin: MM. Rolland, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'alinéa. Adoption du 2^e alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 10 et 11: adoption. Art. 12: Amendement de MM. Jules Hayaux et Renaudot: MM. Jules Hayaux, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Patizel, Chassaing, Curral. Retrait. Adoption de l'article. Amendement de M. Salmon: MM. Salmon, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*. Rejet. Art. 13: MM. Coucoureux, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 14: adoption. Art. 15: Amendement de M. Salmon: MM. Salmon, Edouard Rousset, Lavoine, Edouard Néron, Boivin-Champeaux, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 16: Amendement de M. Bergeon: MM. Caillier, Marcel Donon, *Rapporteur*; Louis Tissier. Adoption. Amendement de M. Louis Tissier: MM. Louis Tissier, Marcel Donon, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption

de l'article modifié. Art. 18: Amendement de M. Rolland: MM. Rolland, Marcel Donon, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Bergeon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 19 et 20: adoption. Art. nouveau 20 bis, proposé par M. Bergeon: MM. Caillier, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 21: Amendement de M. Rolland: M. Rolland. Amendement de M. Bergeon. Satisfait. Adoption de l'amendement de M. Rolland (devenant l'article 21). Art. 22: Amendement de M. Rolland. Adoption (devenant l'article 22). Art. 23: Amendement de M. Louis Serre: MM. Louis Serre, le Comte d'Harcourt, Louis Tissier, Damecour, Hervey. Rejet. Nouvel amendement de M. Louis Serre. Retrait. Adoption de l'article. Art. 24: adoption. Observation de M. Marcel Donon, *Rapporteur*; Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 juin], p. 713 et suiv. — Suite de la discussion des articles. Art. 25: adoption. Art. 26: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Marcel Donon, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Article réservé. Art. 27: adoption. Art. 28: M. Louis Tissier. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption (devenant le 3^e alinéa). 4^e alinéa: Demande de disjonction par M. Abel Gardey: MM. Louis Tissier, Mauger, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 28. Art. 29: adoption. Art. 30: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Marcel Donon, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* (Adoption devenant l'art. 30). Art. 31: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Marcel Donon, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; François-Saint-Maur, Gaston Japy, Victor Lourties, Louis Tissier, Chassaing, le comte Louis de Blois. Nouvelle rédaction de l'amendement de M. Abel Gardey: MM. Charles Dumont, Marcel Donon, *Rapporteur*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption (devenant l'article 31). Art. 31 bis. Supprimé. Art. 26 (précédemment réservé). Nouvelle rédaction. Adoption. Art. 32. Paragraphe 1^{er}. Adoption. Paragraphe II: Amendement de M. Abel Gardey. Retrait. Amendement de M. Victor Lourties: M. Victor Lourties. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphe III: Amendement de M. Abel Gardey. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphe IV: Demande de disjonction, par M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Victor Lourties, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Paragraphe V: Demande de disjonction par M. Abel Gardey. Retrait. Adoption du paragraphe. Paragraphe VI: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey et Victor Lourties. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphe VII: Demande de disjonction, par M. Abel Gardey: M. Abel Gardey. Adoption. Paragraphe VIII: Amendement de M. Abel Gardey: MM. Abel Gardey, Marcel Donon, *Rapporteur*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Victor Lourties et plusieurs de ses collègues. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 32 modifié. Art. 32 bis (nouveau): MM. Eugène Millières-Lacroix, Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 33 à 35 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 juin], p. 734 et suiv. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par la Chambre des Dé-

putés, tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits résineux. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 571 [28 juin], p. 803. — M. Marcel Donon dépose et lit le rapport N° 579. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de MM. Eugène Chanal, *Vice-Président de la Commission des douanes*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 5: MM. Veysière, Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 13: adoption. Sur l'ensemble: MM. Marcel Donon, *Rapporteur*; Pierre Cathala, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 813. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1935 (J. O. du 3 juillet, p. 7026).

LEGATIONS DE FRANCE.

1 — **Prétoria.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réalisant dans les crédits mis à la disposition du Ministre des Affaires étrangères, les aménagements nécessaires à la création d'une légation de France à Pretoria. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 332 [26 mars], p. 396. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 499 [21 juin], p. 669. — M. Cornudet dépose l'avis, N° 521 [25 juin], p. 701. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 734. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 12 juillet, p. 7434).

2 — **Bagdad.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réalisant dans les crédits mis à la disposition du Ministre des Affaires étrangères, les aménagements nécessaires à la création d'une légation de France à Bagdad. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 333 [26 mars], p. 396. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 498 [21 juin], p. 669. — M. Cornudet dépose l'avis N° 522 [25 juin], p. 701. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 733. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 12 juillet, p. 7434).

3 — **Djeddah.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réalisant dans les crédits mis à la disposition du Ministre des Affaires étrangères, les aménagements nécessaires à la création d'une légation de France à Djeddah. — Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 334 [26 mars], p. 396. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 500 [21 juin], p. 669. — M. Cornudet dépose l'avis, N° 523 [25 juin], p. 701. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 734. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1935 (J. O. du 12 juillet, p. 7434).

LEGION D'HONNEUR.

1 — **Pensée française.** — Projet de loi portant ouverture au ministère de l'instruction publique d'un contingent spécial dans la Légion d'honneur pour une promotion de la pensée française (N° 785, année 1929); proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministère de l'instruction publique d'un contingent spécial dans la Légion d'honneur, pour une promotion de la

pensée française. (N° 5, année 1930). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

2 — **Suppression et création de croix.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 juin 1934 portant suppression de croix de la Légion d'honneur avec traitement et création de croix sans traitement. — Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 166 [5 mars], p. 216. — M. François-Saint-Maur dépose le rapport, N° 456 [7 juin], p. 607. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 654. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1935 (*J. O.* du 10 juillet 1935, p. 7362).

3 — **Tricentenaire de l'Académie française et du Muséum d'histoire naturelle.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder un contingent spécial dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du tricentenaire de l'Académie française et du Muséum d'histoire naturelle. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 520 [25 juin], p. 701. — M. Chapsal dépose le rapport, N° 536 [27 juin], p. 712. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin], p. 771. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1935 (*J. O.* du 7 juillet, p. 7250).

Voir RÉCLAME FINANCIÈRE.

LEGISLATION MINIERE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'introduction de la législation française dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 765, année 1931). Voir Table de 1934, p. 83. Promulgation: Loi du 9 février 1935 (*J. O.* des 11 et 12 février, p. 1826).

LETTRES DE CHANGE. — Voir CONVENTIONS, 16.

LIBERTÉ DE LA PRESSE. — Voir LIGUES.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 1.

LIGUES.

Groupes de combat. — Armes prohibées. — Liberté de la presse. — Dépôt de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, sur les groupes de combat et milices privées. Renvoi à la Commission de législation, N° 607. Le 2^e, sur le port des armes prohibées. Renvoi à la Commission de législation, N° 608. Le 3^e, tendant à compléter l'alinéa 1^{er} de l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Renvoi à la Commission de législation, N° 609. Observations de MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*, et François-Saint-Maur [10 décembre], p. 872. — M. Lisbonne dépose trois rapports N°s 623, 624 et 625 [12 décembre], p. 885. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les **groupes de combat et milices privées**. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lisbonne, *Rapporteur*; Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Betoulle, Champetier de Ribes, Maulion, Manuel Fourcade. Observations de MM. Lesaché et Lugol. Art. 1^{er}: 1^{er} alinéa: amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; le comte Louis de Blois, Lugol, *Président de la Commission de législation*. Scrutin. Pointage. Rejet. Adoption de l'alinéa. Renvoi de la

suite de la discussion à la prochaine séance [23 décembre], p. 907 et suiv. — Suite de la discussion. Art. 1^{er}: 1^{er} alinéa précédemment adopté. 2^e alinéa: adoption. 3^e alinéa: amendement de M. Ceneclme. Retrait. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Adoption de l'alinéa. 4^e alinéa: et dernier: adoption. Alinéa nouveau, proposé par M. Eugène Millies-Lacroix et plusieurs de ses collègues; MM. Eugène Millies-Lacroix, Lisbonne, *Rapporteur*; Raynaldy. Retrait. Alinéa nouveau, proposé par la Commission. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 2: adoption. Amendement de M. Lesaché. Retrait. Art. 3: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Lisbonne, *Rapporteur*; Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption. Art. 4 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: M. Desjardins. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [24 décembre], p. 930. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le **port des armes prohibées**. Désignation de commissaires de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lisbonne, *Rapporteur*. Art. 1^{er}: amendement de M. Lefas: M. Lefas. Retrait. Amendement de M. le Comte Louis de Blois: MM. le Comte Louis de Blois, Maurice Viollette, le comte de Leusse, Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 2: adoption. Amendement de M. Maurice Viollette: MM. Henry Chéron, Maurice Viollette, Manuel Fourcade, Lisbonne, *Rapporteur*; Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol, *Président de la Commission de législation*; Henry Merlin. Rejet. Art. 3 et 4 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 décembre], p. 933. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'alinéa premier de l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 sur la **liberté de la presse**. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lisbonne, *Rapporteur*. Article unique (nouvelle rédaction): M. Henry Chéron. Adoption [24 décembre], p. 937. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 24 et à compléter l'alinéa 1^{er} de l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, N° 668 (Urgence déclarée). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 décembre], p. 1060. — M. Lisbonne dépose et lit le rapport N° 670. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*; Camille Reboul, Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 1064. Promulgation: Lois du 10 janvier 1936 (*J. O.* du 12 janvier, p. 522).

LIMOGES (Evènements de). — Voir INTERPELLATIONS, 19.

LIN. — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier (art. 71). (Loi du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9.)

LIQUIDATION JUDICIAIRE. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

LIVRES DE PRIÈRES ET LIVRES LITURGIQUES. — Voir DOUANES, 11, 37.

LIVRET DE FAMILLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à la délivrance obligatoire d'un livret de famille lors de la célébration du mariage. Voir Table de 1927, p. 445. M. Brunel dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 406 [2 avril], p. 546.

LOCATAIRES. — Voir BAUX A LOYER. — LOCAUX D'HABITATION.

LOCATAIRES CHOMEURS (Suspension de tous actes de poursuites). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de suspendre tous actes de poursuites et d'exécution contre les locataires chômeurs dans l'impossibilité de payer leurs loyers. Renvoi à la Commission de législation, N° 514 [25 juin], p. 687. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [19 décembre], p. 898.

LOCAUX DISPONIBLES. — Voir ASSOCIATIONS AGRICOLES.

LOCAUX D'HABITATION.

1 — **Article 2 de la loi du 25 juin 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de la loi du 25 juin 1934. Renvoi à la Commission de législation, N° 339 [27 mars], p. 410. — M. Boivin-Champeaux dépose un rapport, N° 397 [30 mars], p. 538. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. — Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 avril], p. 546. — Promulgation: Loi du 4 avril 1935 (*J. O.* du 5 avril, p. 3866).

2 — **Suppression des majorations annuelles de loyers.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer les majorations annuelles de loyers prévues par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 25 juin 1929, par la loi du 30 juin 1933 et par la loi du 29 juin 1934, déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation et professionnels. Renvoi à la Commission de législation, N° 506 [21 juin], p. 682. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 530 [25 juin], p. 708. — Demande d'inscription de la discussion à l'ordre du jour de la 2^e séance du rapport ci-dessus. Discussion à la prochaine séance ordonnée [27 juin], p. 712. — Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Henry Chéron, Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Art. 1^{er} à 3: adoption. Article additionnel, proposé par M. Hachette. Retrait. Article additionnel 4, proposé par la Commission de législation. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juin], p. 758. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation et professionnels. Renvoi à la Commission de législation, N° 559 (urgence

déclarée) [28 juin], p. 789. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport N° 564. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin], p. 795. — Promulgation: Loi du 30 juin 1935 (*J. O.* des 1^{er} et 2 juillet, p. 6986).

LOI DU 25 VENTOSE AN XI. — Voir NOTARIAT.

LOI DU 24 JUILLET 1867. — Voir SOCIÉTÉS.

LOI DU 7 JUILLET 1874. — Voir ELECTORAT MUNICIPAL.

LOI DU 29 JUILLET 1881. — Voir FAUSSES NOUVELLES. — LIGUES.

LOI DU 27 FEVRIER 1882. — Voir DOUANES, 1.

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE.

LOI DU 30 NOVEMBRE 1892. — Voir MÉDECINE.

LOI DU 20 JUILLET 1895 (Caisses d'épargne). — Voir COLONIES, 8.

LOI DU 22 NOVEMBRE 1913. — Voir SOCIÉTÉS, 4.

LOI DU 20 MARS 1914. — Voir AFFICHAGE ELECTORAL.

LOI DU 5 JANVIER 1918. — Voir COUR DE JUSTICE.

LOI DU 26 MARS 1924. — Voir FORÊTS.

LOI DU 25 NOVEMBRE 1924. — Voir RÉOLUTIONS, 30.

LOI DU 10 AOUT 1927. — Voir NATIONALITÉ.

LOI DU 31 DECEMBRE 1927. — Voir COLONIES, 5.

LOI DU 15 MARS 1928. — Voir LOTISSEMENTS DÉFECTUEUX.

LOI DU 5 AVRIL 1928. — Voir ASSURANCES SOCIALES.

LOI DE FINANCES DU 30 DECEMBRE 1926 (Article 88). — Voir INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — RÉOLUTIONS, 66.

LOI DU 16 AVRIL 1930. — Voir CANTONNIERS.

LOI DU 22 JUILLET 1930. — Voir MARINE, 1.

LOI DU 10 AOUT 1932. — Voir CODE DU TRAVAIL, 4.

LOI DU 28 FEVRIER 1933. — Voir REFUS COLLECTIF DE L'IMPÔT.

LOI DU 21 AVRIL 1933. — Voir MÉDECINE.

LOI DU 25 JUIN 1934. — Voir LOCAUX D'HABITATION.

LOI DU 12 JUILLET 1934. — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

LOIRE (Haute-) (Orages et inondations). — Voir RÉOLUTIONS, 42, 60.

LONGUEIL-ANNEL (Oise). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher à la commune de Longueil-Annél (canton de Ribécourt) la partie du territoire de la commune de Choisy-au-Bac comprise entre le canal et

la dérivation de l'Oise (canton de Compiègne, département de l'Oise). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 248 [12 mars], p. 255. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 350 [27 mars], p. 449. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 546. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* des 7 et 8 avril, p. 3980).

LOT (Secours aux agriculteurs sinistrés). — Voir RÉOLUTIONS, 52.

LOT-ET-GARONNE (Populations agricoles sinistrées). — Voir RÉOLUTIONS, 47, 55.

LOTISSEMENTS DÉFECTUEUX.

1 — **Aménagement.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux. Voir Table de 1929, p. 453. Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

Voir CAISSES DÉPARTEMENTALES.

2 — **Taxes syndicales.** — Proposition de loi de M. Auguste Mounié et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier les règles relatives à la prescription et à l'exercice du privilège en matière de taxes syndicales établies en vertu des dispositions de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 85 (*Taxes syndicales*). — M. Henry Merlin dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport N° 168 [5 mars], p. 217.

LOYERS. — Voir BAUX. — HABITATIONS A BON MARCHÉ. — LOCAUX D'HABITATION.

LUXEUIL-LES-BAINS. — Voir ÉTABLISSEMENT THERMAL.

LYCEE FRANÇAIS DE MONTEVIDEO. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires étrangères d'allouer pendant quinze ans au lycée français de Montevideo des subventions en vue de son agrandissement. Voir Table de 1934, p. 84. — M. Honorat dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis N° 33 [26 janvier], p. 46. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 février], p. 95. — Promulgation: Loi du 21 février 1935 (*J. O.* du 24 février, p. 2346).

M

MACHINES.

— **agricoles et horticoles,** Voir DOUANES, 46.

— **à coudre,** Voir DOUANES, 43.

— **-outils,** Voir DOUANES, 43.

MADAGASCAR. — Voir COLONIES, 7.

MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE. — Voir CODE DU TRAVAIL, 4.

MAGASINS A « PRIX UNIQUES ».

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la transformation des magasins dits à « prix uniques ». Voir Table de 1934, p. 84. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur*; Jean Odin, Emile Bender, Le Gorgeu, François-Saint-Maur et Marchan-

deau, *Ministre du Commerce*. Renvoi à la suite de la discussion à une séance ultérieure [24 janvier], p. 30. — Suite de la 1^{re} délibération. Suite de la discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur*; Jean Odin, Emile Bender et Perreau. Décision de prendre la proposition de loi de M. Lesaché, tendant à protéger les consommateurs contre les abus des ventes dites « à prix unique », comme contre-projet. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: M. Hachette. Adoption. Amendement de M. Jean Odin. MM. Jean Odin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Art. 2: MM. Babaud-Lacroze, Caillier, *Rapporteur*; Lesaché, Hervey, Edmond Cavillon et Marchandeau, *Ministre du Commerce*. Rejet. Art. 3: MM. Hervey, François-Saint-Maur, Caillier, *Rapporteur*; Robert Thoumyre, Maurice Viollette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Paul Laffont. Demande de renvoi de la proposition à la Commission. M. Amiard, *Président de la Commission du commerce*. Adoption [31 janvier], p. 77.

2^o Dépôt d'un projet de loi, tendant à réglementer les magasins dits « à prix unique ». Renvoi à la Commission du commerce, N° 330 [26 mars], p. 396.

Voir RÉOLUTIONS, 5.

MAIRES ET ADJOINTS. — Voir RÉOLUTIONS, 20.

MAIS. — Voir BLÉ. — RÉOLUTIONS, 15.

MAITRES SELLERS. — Voir ARMÉE, 10.

MALADIES VENERIENNES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à soumettre aux pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319 et 320 du Code pénal, selon des distinctions qui y sont contenues, la communication des maladies vénériennes. Renvoi à la Commission de législation, N° 367 [28 mars], p. 505.

MALT ET EXTRAITS. — Voir DOUANES, 57.

MANCHE (Sinistrés des côtes du département de la). — Voir RÉOLUTIONS, 51.

MANDAT DE SIX ANS. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS.

MANDATAIRES EN DOUANE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bosc tendant à fixer les responsabilités respectives des mandataires en douane et de leurs mandants. Renvoi à la Commission des douanes, N° 362 [28 mars], p. 471.

MANUFACTURES DE TABACS ET D'ALLUMETTES. — Modification de la réglementation relative aux retraites anticipées des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs et d'allumettes (art. 59) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

MARCHANDISES.

— **contingentées,** Voir DOUANES, 10, 69, 70.

— **diverses,** Voir DOUANES, 66.

— **étrangères,** Voir DOUANES, 7.

— **neuves ou d'occasion,** Voir VENTES.

MARCHES. — Budget annexe des poudres. — Autorisation d'engagements au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 43). Budget de la guerre. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 88) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 7, 10).

MARIAGE. — Voir LIVRET DE FAMILLE.

MARINE.

1 — **Officiers retraités.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant attribution aux officiers de marine du cadre de résidence fixe, admis à la retraite en application de la loi du 16 juin 1917, de l'indemnité compensatrice accordée par la loi du 22 juillet 1930 aux officiers du cadre général retraités en vertu de la loi du 6 mars 1916. Voir Table de 1934, p. 84. — M. Martin-Binachon dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 76 [7 février], p. 95. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission des finances, N° 126 [21 février], p. 167. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 février], p. 176. — Promulgation: Loi du 26 février 1935 (*J. O.* du 28 février, p. 2458).

2 — **Organisation du corps de contrôle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 mars 1902 portant organisation du corps de contrôle de l'Administration de la marine. Renvoi à la Commission de la marine, N° 272 [14 mars], p. 297. — M. Even dépose le rapport N° 345 [27 mars], p. 427. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 juin], p. 671. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1935 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7938).

3 — **Tranche 1935 du programme naval.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la mise en chantier de la tranche 1935 du programme naval. Renvoi à la Commission de la marine, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 331 [26 mars], p. 396. — M. Bergeon dépose et lit le rapport N° 383. Demande de discussion immédiate. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Farjon, N° 385. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observations de M. Piétri, *Ministre de la Marine*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 518. — Promulgation: Loi du 30 mars 1935 (*J. O.* du 31 mars, p. 3629).

4 — **Ouvrages de côte.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la conservation des ouvrages de côte. Renvoi à la Commission de la marine, N° 512 [25 juin], p. 687.

5 — **Autorisation de dépenses.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des dépenses pour des besoins exceptionnels du département de la Marine. Renvoi à la Commission des finances, N° 568 [28 juin], p. 803. — Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine [28 novembre], p. 835. — M. Farjon dépose le rapport N° 614 [12 décembre], p. 876. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission de la marine, N° 627 [17 décembre], p. 889. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 décembre], p. 900. — Promulgation: Loi du 25 décembre 1935 (*J. O.* des 26 et 27 décembre, p. 13626).

6 — **Réductions d'effectifs.** — **Organisation des corps d'officiers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 30 juin 1934 relatif à la réduction d'effectifs dans les différents corps de la marine; 2° du décret du 30 juin 1934 relatif à la réduction d'effectifs du corps

de contrôle de l'administration de la marine; 3° du décret du 30 juin 1934 relatif à la réduction d'effectifs des officiers de marine du cadre de résidence fixe; 4° du décret du 30 juin 1934 relatif au recrutement de l'armée de mer (élèves ingénieurs mécaniciens de réserve); 5° du décret du 30 juin 1934 relatif à l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer (aspirants provenant de l'école normale). Renvoi à la Commission de la marine, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 597 [28 novembre], p. 837.

7 — **Loi de finances.** — Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 92). Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières (art. 93). Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 94). Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique militaire (art. 95). Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1937 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1936 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 96). Marine militaire. Autorisations d'engagement (art. 97). Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 98). Etats des constructions neuves de la marine (art. 99). Aéronautique maritime. Autorisation d'engagement (art. 100). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 11).

Voir CRÉDITS, 13. — RÉSOLUTIONS, 32.

MARINE MARCHANDE.

1 — **Droits de pêche des porteurs de rôle d'équipage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant restriction des droits de pêche des porteurs de rôle d'équipage pour navigation de plaisance ou de permis de circulation. Renvoi à la Commission de la marine, N° 106 [19 février], p. 149. — M. de Camas dépose le rapport N° 615 [12 décembre], p. 876.

2 — **Copropriété de paquebots.** — **Relations entre la France, l'Algérie et la Tunisie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant la copropriété des paquebots à construire pour les relations maritimes entre la France, l'Algérie et la Tunisie. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 599 [28 novembre], p. 836.

3 — **Protection.** — **Diminution du chômage.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre les dispositions de la loi du 12 juillet 1934 applicables aux navires ayant leur port d'attache aux îles Saint-Pierre et Miquelon. Renvoi de la Commission de la marine, N° 628 [19 décembre], p. 898.

MARINS. — Modification du régime des pensions des marins pensionnés antérieurement au 1^{er} janvier 1930 (art. 80) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

MARINS DU COMMERCE. — Voir RETRAITES, 4.

MARTINIQUE. — Voir COLONIES, 2 à 6, 9.

MASARYK (Hommage au Président). — Voir RÉSOLUTIONS, 68.

MATERIEL ELECTRIQUE. — Voir DOUANES, 5.

MATIERES GRASSES. — Voir DOUANES, 31.

MAYERNE (Populations sinistrées de). — Voir RÉSOLUTIONS, 54.

MECHES DE MINEUR. — Voir DOUANES, 15.

MEDAILLE DES EVADES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hayez tendant à compléter la loi du 20 août 1926 instituant la médaille des évadés attributive de la croix de guerre. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 270 [14 mars], p. 287.

MEDAILLE D'HONNEUR AGRICOLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de créer une médaille d'honneur agricole en vue de récompenser les anciens ouvriers agricoles devenus cultivateurs. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 78. — M. Jean Jacquy, dépose au nom de la Commission d'agriculture, le rapport N° 142 [21 février], p. 157.

MEDAILLE DU MERITE MUNICIPAL. — Transmission d'une proposition loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une médaille dite « Médaille du mérite municipal ». Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 314 [26 mars], p. 387.

MEDAILLE DES PRISONNIERS CIVILS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la grande guerre. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 65 [5 février], p. 88.

MEDECINE.

1 — **Exercice de la —. Ordre des médecins.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine. Voir Table de 1934, p. 85. — Suite de la discussion. Renvoi à une séance ultérieure [7 février], p. 107. — Ajournement de la suite de la discussion [12 février], p. 125. — Suite de la discussion. Suite de la discussion de l'art. 3 (articles ajoutés à la loi du 30 novembre 1892). Art. 46 (*suite*): 1^{er} alinéa précédemment adopté. 2^e alinéa: M. Gadaud, *Rapporteur*. Amendement: 1^o de M. Gasnier-Duparc; 2^o de M. François Labrousse (nouvelle rédaction des 1^o, 2^o et 3^o de l'article 46): MM. Gasnier-Duparc, François Labrousse, Maurice Viollette, Gadaud, *Rapporteur*; Henry Merlin, Léon Bérard. Rejet de l'amendement de M. Gasnier Duparc. Adoption du 2^e alinéa. Sur l'amendement de M. François Labrousse (aux alinéas 1^o, 2^o et 3^o): MM. Gadaud, *Rapporteur*; François Labrousse. Alinéa 1^o (amendement de M. François Labrousse): M. Henri Merlin. Adoption. Retrait du 2^o de l'amendement. Adoption, après modification, de la fin de l'amendement de M. François Labrousse. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 46. Art. 47 à 50: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3 et de l'ensemble de la proposition de loi [14 février], p. 138.

2 — **Exercice de la médecine et de l'art dentaire.**

1^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Armbruster et d'un grand nombre de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la

médecine, modifiée par la loi du 21 avril 1933. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 71 [7 février], p. 94. — M. Le Gorgeu dépose le rapport N° 361 [28 mars], p. 458. — Ajournement de la 1^{re} délibération [13 juin], p. 630;

2^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 504. Observations de MM. Le Gorgeu et Maurice Viollette [21 juin], p. 682.

M. Le Gorgeu dépose le rapport collectif N° 507 [25 juin], p. 687. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Le Gorgeu, *Rapporteur*; François-Saint-Maur. Art. 1^{er}: adoption des deux premiers alinéas. Alinéa 2^o: Amendement de M. Dentu: M. Dentu. Réservé. Alinéa réservé. Adoption des alinéas suivants. Vote sur l'ensemble de l'article réservé. Art. 2: adoption. Art. 3: 1^{er} alinéa: Amendement de M. Dentu: MM. Dentu, Le Gorgeu, *Rapporteur*; Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*; François Labrousse, Le Moignic. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 3. Article 1^{er}, précédemment réservé: adoption de l'amendement de M. Dentu au 3^e alinéa. Adoption du 3^e alinéa modifié et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 4 à 6: adoption. Art. 7: MM. Desjardins, Le Gorgeu, *Rapporteur*; Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*. Adoption des cinq premiers alinéas. Amendement de M. Maurice Viollette: MM. Maurice Viollette, Armbruster, Le Gorgeu, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. 6^e alinéa: MM. Armbruster, Maurice Viollette, Le Gorgeu, *Rapporteur*; Ernest Lafont, *Ministre de la Santé publique*. Réservé. Dernier alinéa et article 7 réservés. Art. 8: adoption. Vote sur l'ensemble réservé. Art. 7, précédemment réservé: 6^e alinéa (nouvelle rédaction): adoption. Amendement de M. Emile Sari: MM. Emile Sari, Le Gorgeu, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 7. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire » [27 juin], p. 749 et suiv., 759. — Promulgation: Loi du 26 juillet 1935 (*J. O.* du 27 juillet, p. 8146. *Rectificatif: J. O.* du 7 septembre, p. 9826).

3 — Exercice de la médecine.

1^o Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine. Voir Table de 1927, p. 475. Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

2^o Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine. Voir Table de 1927, p. 475. Vote de la question préalable [27 février], p. 184.

MERITE MUNICIPAL. — Voir MÉDAILLE.

METEL. — Voir DOUANES, 79.

MEURTRE DE LA FEMME ADULTERE. — Voir CODE PÉNAL, 6.

MICHELET. — Voir RÉOLUTIONS, 29.

MILICES PRIVEES. — Voir LIGUES.

MILITAIRES SERVANT PAR CONTRATS. — Voir ARMÉE, 8.

MINES DOMANIALES DE POTASSE D'ALSACE.

— 1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun de potasse (urgence déclarée). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — M. Alfred Brard dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 167 [5 mars], p. 217. — M. Louis Michel dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, l'avis N° 190 [5 mars], p. 231. — M. Coucoureux dépose l'avis de la Commission des mines, N° 273 [14 mars], p. 297. — Discussion. Observation de M. Alfred Brard, *Rapporteur*. Renvoi de la discussion au mardi 26 mars [19 mars], p. 314. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Alfred Brard, *Rapporteur*; Coucoureux, *Rapporteur pour avis de la Commission des mines*; Louis Michel, *Rapporteur pour avis de la Commission de l'agriculture*; Hervey, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Article 1^{er}: adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: amendements: 1^o de M. Jean Philip; 2^o de MM. Edouard Néron et Jean Bose: M. Alfred Brard, *Rapporteur*. Amendement de M. Jean Philip. Non soutenu. Amendement de MM. Edouard Néron et Jean Bose. Retrait. Adoption du 3^e alinéa. Adoption du 4^e alinéa et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Article 2: adoption. Article 3: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 mars], p. 396. — Suite de la discussion des articles. Article 3 (*suite*): 2^e alinéa: Amendement de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues: MM. Coucoureux, Ecard, Alfred Brard, *Rapporteur*; Louis Tissier, le Comte de Leusse, Patizel, Raynaldy, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des 3^e, 4^e et 5^e alinéas. 6^e alinéa: amendement de M. Hervey. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 7^e au 10^e alinéa: adoption. 11^e alinéa: M. Hervey. Adoption. 12^e au 19^e alinéa: adoption. 20^e alinéa: amendement de M. Hervey: MM. Hervey et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de la fin de l'article. Disposition additionnelle proposée par M. Hervey: MM. Hervey, Alfred Brard, *Rapporteur*; Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; Patizel, Mauger. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4: amendement de M. Hervey: MM. Hervey, Alfred Brard, *Rapporteur*; Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Rejet. Adoption de l'article. Article 5: adoption. Article 6: 1^{er} alinéa: amendement de M. Hervey: MM. Hervey, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; Mauger. Rejet. Adoption de l'alinéa. Demande de suppression du 2^e alinéa, par M. Hervey. Adoption. 3^e alinéa. Amendement de M. Hervey. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption du 4^e et dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 6. Article nouveau 6 bis, proposé par M. Louis Michel et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Michel, Alfred Brard, *Rapporteur*; Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; Léon Perrier, Louis Tissier. Retrait. Article 7: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendement de M. Hervey. Adoption (se substituant au 2^e alinéa). Amendement de M. Patizel et plusieurs de ses collègues: MM. Patizel, Marcel Donon *Vice-Président de la Commission de l'agricul-*

ture; Joseph Faure, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Patizel et plusieurs de ses collègues. Adoption. (Amendement se substituant aux 3^e, 4^e et 5^e alinéas.) Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 8: adoption du 1^{er} alinéa, 2^e alinéa: amendement de M. Hervey: M. Hervey. Adoption. Adoption de l'alinéa. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 8 modifié. Art. 9: adoption des quatre premiers alinéas. Alinéa nouveau proposé par M. Hervey. Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 9 modifié. Article 10: adoption. Article 11: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendements: 1^o de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Jacques Benoist et plusieurs de ses collègues. Adoption. Amendements: 1^o de MM. Néron et Bose; 2^o de M. Hervey. Adoption des amendements modifiés. Adoption de l'alinéa modifié. Amendement de M. Jacques Benoist et plusieurs de ses collègues: MM. Jacques Benoist, Alfred Brard, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Roy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Amendement de M. Jacques Benoist et plusieurs de ses collègues: MM. Jacques Benoist, Roy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Adoption des 3^e et 4^e alinéas. 5^e et 6^e alinéas: amendement de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Tissier, Alfred Brard, *Rapporteur*; Coucoureux, Armbruster, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption de l'amendement modifié (se substituant aux 5^e et 6^e alinéas). 7^e, 8^e et 9^e alinéas: adoption. Amendement de M. Manceau. Non soutenu. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 11 modifié. Article 12: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendement de M. Neuville et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 12 modifié. Article 13: 1^{er} alinéa: amendement de M. Hervey. Adoption (se substituant au 1^{er} alinéa). 2^e alinéa. Amendement de M. Jean Philip. Rejet. Amendement de M. Eugène Millès-Lacroix, Léon Perrier, Alfred Brard, *Rapporteur*; Coucoureux, *Rapporteur pour avis de la Commission des mines*; Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; Hervey. Adoption (se substituant au 2^e alinéa et à la fin de l'article 13). Adoption de l'ensemble de l'article 13. Article 14: Demande de suppression de l'article, par MM. Coucoureux et plusieurs de ses collègues: MM. Coucoureux, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*; Louis Tissier. Retrait. 1^{er} alinéa: amendement de M. Louis Michel. Adoption de l'amendement modifié. 2^e alinéa: amendement de M. Louis Tissier. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 14 modifié. Adoption de l'article 15. Article 16: amendement de M. Hervey: MM. Hervey, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Nouvelle rédaction de l'article. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification de l'intitulé du libellé du projet de loi. *Nouvel intitulé*: « *Projet de loi portant fixation du régime des mines domaniales de potasse d'Alsace et organisation de l'industrie de la potasse.* » [27 mars], p. 412, 427.

— 2^o Proposition de loi concernant le régime définitif des mines de potasse d'Alsace, N° 490, année 1931. -Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

MINES DE PLOMB ET DE ZINC. — Voir CRÉDITS, 11.

MINISTÈRE DU 8 NOVEMBRE 1934 (Cabinet Flandin). — *Démisionnaire le 31 mai 1935.*

MINISTÈRE DU 1^{er} JUIN (Cabinet Bouisson) (J. O. du 2 juin, p. 6002).

Présidence du Conseil et Intérieur: M. F. BOUISSON, Député.

Ministres d'Etat: M. le Maréchal PÉTAIN, non parlementaire. M. Ed. HERRIOT, Député. M. LOUIS MARIN, Député.

Affaires étrangères: M. PIERRE LAVAL, Sénateur.

Justice et Vice-Présidence: M. G. PERNOT, Député.

Guerre: M. le Général MAURIN, non parlementaire.

Marine militaire: M. F. PIÉTRI, Député.

Air: M. le Général DENAIN, non parlementaire.

Commerce, Industrie: M. LAURENT-EYNAC, Député.

Finances: M. J. CAILLAUX, Sénateur.

Education nationale: M. MARIO ROUSTAN, Sénateur.

Travaux publics: M. PAGANON, Député.

Colonies: M. L. ROLLIN, Député.

Travail: M. L.-O. FROSSARD, Député.

Pensions: M. PERFETTI, Député.

Agriculture: M. JACQUIER, Sénateur.

Santé publique: M. E. LAFONT, Député.

Postes, Télégraphes et Téléphones: M. G. MANDEL, Député.

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil: M. CATHALA, Député.

Démissionnaire le 4 juin.

MINISTÈRE DU 7 JUIN (4^e Cabinet Pierre Laval) (J. O. du 7 juin, p. 6178).

Présidence du Conseil et Affaires étrangères: M. PIERRE LAVAL, Sénateur.

Ministres d'Etat: MM. EDOUARD HERRIOT, Député; FLANDIN, Député; LOUIS MARIN, Député.

Intérieur: M. PAGANON, Député.

Finances: M. MARCEL RÉGNIER, Sénateur.

Guerre: M. JEAN FABRY, Député.

Marine: M. PIÉTRI, Député.

Air: M. LE GÉNÉRAL DENAIN (non parlementaire).

Education nationale: M. MARCOMBES, Député.

Travaux publics: M. LAURENT-EYNAC, Député.

Commerce et industrie: M. GEORGES BONNET, Député.

Agriculture: M. PIERRE CATHALA, Député.

Colonies: M. LOUIS ROLLIN, Député.

Travail: M. FROSSARD, Député.

Pensions: M. MAUPOIL, Député.

P. T. T.: M. MANDEL, Député.

Santé publique: M. ERNEST LAFONT, Député.

Marine marchande: M. MARIO ROUSTAN, Sénateur.

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil: M. CAMILLE BLAISOT, Député.

Modifications: M. MARIO ROUSTAN, Sénateur (Ministre de la Marine marchande) est nommé Ministre de l'Education nationale, en remplacement de M. Marcombes, décédé le 13 juin. — M. William Bertrand, Député, est nommé Ministre de la Marine marchande en remplacement de M. Mario Roustan (J. O. du 18 juin, p. 6484). — Démissionnaire le 22 janvier 1936.

MINISTÈRE DES COLONIES. — Remboursement par le département des colonies au département de la guerre des dépenses d'entretien en France du personnel de relève des militaires du service de santé des

troupes coloniales mis à la disposition des services locaux des colonies (art. 69 et 70). Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et de ventes de matériel (art. 111). Nombre maximum d'inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1936 (art. 112) (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 9, 12).

Voir COLONIES, 10.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. — Voir CRÉDITS, 2. — RÉSOLUTIONS, 56.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1 — **Service des fabrications d'armement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création au ministère de la guerre d'un service de fabrications d'armement. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 402 [2 avril], p. 545. — M. Robert Belmont dépose le rapport N° 490 [20 juin], p. 664. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Observations de MM. Joseph Caillaux, Président de la Commission des finances; Messimy, Président de la Commission de l'armée. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Robert Belmont, Rapporteur de la Commission de l'armée. Avis de la Commission des finances, par M. Emile Sari, N° 576. Adoption des articles. Sur l'ensemble: MM. Emile Sari, Rapporteur pour avis de la Commission des finances; Robert Belmont, Rapporteur; Messimy, Président de la Commission de l'armée. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 807. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1935 (J. O. du 4 juillet, p. 7112).

2 — **Autorisation de dépenses.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des dépenses pour des besoins exceptionnels du département de la guerre. Renvoi à la Commission des finances, N° 642 [23 décembre], p. 906. — M. Emile Sari dépose et lit le rapport de la Commission des finances, N° 677. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de l'armée par M. le Général Bourgeois, N° 678. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 1104. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1935 (J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 110).

Voir CRÉDITS, 13.

MINISTÈRE DE LA MARINE. — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagements du Ministère de la Marine au Ministère de l'Air (art. 101). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 12).

Voir CRÉDITS, 13. — MARINE, 5.

MISTELLES ET VINS DOUX. — Voir VINS, 5.

MONACO (Principauté de). — Voir CONVENTIONS, 3.

MONTEVIDEO. — Voir LYCÉE FRANÇAIS.

MONTFAUCON (Lot). — Voir SENIERGUES.

MONUMENTS HISTORIQUES. — Voir AFFICHAGE.

MOTIONS D'ORDRE. — Renvoi à la Commission de l'hygiène, pour examen au fond, du projet de loi (précédemment renvoyé à la Commission de l'administration)

modifiant et complétant la loi du 24 septembre 1919 relative aux stations hydro-minérales, climatiques et de tourisme (N° 31, année 1934) [15 janvier], p. 15. — Renvoi à la Commission de l'armée, pour examen au fond, du projet de loi (précédemment renvoyé à la Commission des finances), adopté par la Chambre des Députés, relatif aux pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs. La Commission des finances restant saisie pour avis (N° 665, année 1934) [31 janvier], p. 74.

MUNICIPALITES. — Voir RESPONSABILITÉ CIVILE.

MUSEE DE LA MARINE (Transfert au Trocadéro). — Voir RÉSOLUTIONS, 32.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE (Tricentenaire). — Voir LÉGION D'HONNEUR, 3.

MUTILES DE LA GUERRE.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de préciser le sens de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921, en l'appliquant aux mutilés d'avant-guerre et d'après-guerre (N° 250, année 1932). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

2^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Hachette tendant à modifier l'article 2 de la loi du 26 avril 1934 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. Renvoi à la Commission du commerce, N° 527 [25 juin], p. 701. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [5 décembre], p. 856.

Voir STATUT.

N

NANKIN. — Voir CONVENTIONS, 24.

NANTISSEMENT. — Voir PROCÉDURES D'EXÉCUTION.

NAPLES (Accords de). — Voir CONVENTIONS, 14.

NATIONALITÉ (Etrangers naturalisés). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. François Milan et J. Loubet ayant pour objet de compléter l'article 6 de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité et de permettre aux naturalisés de donner à leurs noms une consonance française. Renvoi à la Commission de législation, N° 18 [24 janvier], p. 26.

NAVIGATION AÉRIENNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'établissement de servitudes spéciales dites « servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne ». Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission de l'administration, N° 538 [27 juin], p. 712. — M. Albert Mahieu dépose le rapport N° 590. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 820. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1935 (J. O. du 9 juillet, p. 7324).

Voir CONVENTIONS, 15.

NAVIGATION DE PLAISANCE. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

NAVIRE (Responsabilité du propriétaire de). — Voir CONVENTIONS, 7.

NOMS PATRONYMIQUES. — Voir ÉPARGNE (Protection de l').

NORMALIENS ET NORMALIENNES. — Voir ENSEIGNEMENT, 1.

NOTARIAT. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 36 de la loi du 25 ventôse, an XI, relatif aux conditions d'accession aux fonctions de notaire. Renvoi à la Commission de législation, N° 191 [5 mars], p. 230.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voir DOUANES, 82.

NOUVELLES-HEBRIDES. — Voir CONVENTIONS, 26.

O

OBJETS D'ART. — Voir BRONZES.

OCEANIE (Etablissements français de l'). — Voir DOUANES, 83.

OFFICE NATIONAL DES COMBUSTIBLES LIQUIDES.

1 — **Comptes de l'exercice 1925.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'Office national des combustibles liquides pour l'exercice 1925 (N° 126, année 1932). M. Eugène Milliès-Lacroix dépose le rapport N° 242 [7 mars], p. 249. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Eugène-Milliès-Lacroix, *Rapporteur*; Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs*; Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Henri Roy, André Lebert. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 877. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1935 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13226).

2 — **Comptes de l'exercice 1926** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'Office national des combustibles liquides pour l'exercice 1926 (N° 127, année 1932). M. Eugène Milliès-Lacroix, dépose le rapport N° 243 [7 mars], p. 249. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Mauger *Président de la Commission des comptes définitifs*. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 882. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1935 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13226).

3 — **Comptes de l'exercice 1927.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'Office national des combustibles liquides pour l'exercice 1927 (N° 244, année 1932). M. Eugène Milliès-Lacroix, dépose le rapport N° 244 [7 mars], p. 249. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 882. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1935 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13226).

4 — **Comptes de l'exercice 1928.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'Office national des combustibles liquides pour l'exercice 1928 (N° 383, année 1932). M. Eugène MILLIÈS-LACROIX dépose le rapport N° 245 [7 mars], p. 249. Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 883. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1935 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13226).

5 — **Comptes de l'exercice 1929.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'Office national des combustibles liquides pour l'exercice 1929 (N° 533, année 1932). M. Eugène MILLIÈS-LACROIX dépose le rapport N° 246 [7 mars], p. 249. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 883. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1935 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13227).

OFFICES PUBLICS OU MINISTERIELS. — Voir DOMMAGES DE GUERRE, 6.

OFFICES DES PUPILLES DE LA NATION. — Proposition de loi modifiant la composition et les attributions de l'Office national et des Offices départementaux des pupilles de la nation (N° 565, année 1932). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

OFFICIERS DE LA LEGION RUSSE. — Voir RÉSOLUTIONS, 24.

OFFICIERS RETRAITES. — Voir MARINE, 1.

OLEINES DE SUINT. — Voir DOUANES, 50.

OLIVIER. — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier (art. 71) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

OPERATIONS ELECTORALES (Sincérité des).

1^o Proposition de loi de M. Henry Chéron et de plusieurs de ses collègues tendant à compléter la législation en vigueur sur la sincérité des opérations électorales. Voir années 1931, 1932. M. Veyssière dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis N° 143 [26 février], p. 173.

2^o Proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales (N° 206, année 1930). Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

ORGANISATION MUNICIPALE.

1 — Départements recouvrés.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation de certaines dispositions du titre 1^{er} de la loi communale locale du 6 juin 1895, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et portant introduction, dans ces départements, des dispositions corrélatives de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 39 [29 janvier], p. 51. — M. Monsservin dépose le rapport N° 524. [25 juin], p. 701. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Monsservin, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 791.

2^o Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de la loi du 5 avril 1884 concernant les syndicats de communes. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 337 [27 mars], p. 410.

2 — **Elections complémentaires.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 42 et 77 de la loi du

5 avril 1894 sur l'organisation municipale (élections complémentaires). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 470 [18 juin], p. 636. — M. Serlin dépose le rapport N° 632 [19 décembre], p. 898.

ORGE. — Voir DOUANES, 57.

ORPHELINS DES OUVRIERS MINEURS ET ARDOISIERS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la situation des orphelins des ouvriers mineurs et ardoisiers. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances [26 février], p. 172. — M. Cadot dépose le rapport N° 501 [21 juin], p. 669.

OTAGES DE LA GUERRE 1914-1918. — Voir MÉDAILLE.

OUVRAGES DE COTE. — Voir MARINE, 4.

OUVRIERS.

— agricoles, Voir MÉDAILLE D'HONNEUR.

— d'Etat, Voir PENSIONS, 2.

OUVRIERS MINEURS. — Voir CAISSE AUTONOME. — ORPHELINS. — RETRAITES, 5.

P

PAPIER JOURNAL. — Abrogation de l'article 2 de la loi du 22 avril 1931 instituant une prime à la fabrication du papier journal (art. 66) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

PAQUEBOTS. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

PARAFFINE. — Voir DOUANES, 39.

PARI MUTUEL. — Emploi des fonds du pari mutuel (art. 77) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

PARIS (Ville de). — Voir CONSEIL MUNICIPAL. — HALLES. — TAXE MUNICIPALE.

PARLEMENT. — Renseignements à fournir aux Chambres (art. 127) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 13).

PASSAGES A NIVEAU. — Voir INTERPELLATIONS, 8.

PATES ALIMENTAIRES. — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

PEAUX DE LAPIN. — Voir DOUANES, 51.

PECHE. — Exemption, en faveur des locations de pêche, de la taxe établie par l'article 745 du code de l'enregistrement (art. 29) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 6).

Voir DOUANES, 41. — MARINE MARCHANDE, 1.

PECHE CÔTIÈRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche côtière modifiée par la loi du 12 février 1930 (N° 713, année 1932). M. Leblanc dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 282 [19 mars], p. 306. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mai], p. 578. — Promulgation: Loi du 14 juin 1935 (*J. O.* du 14 juin, p. 6354).

PÊCHE FLUVIALE (Départements recouverts). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la pêche fluviale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Voir Table de 1934, p. 83. — Promulgation: Loi du 14 février 1935 (*J. O.* du 22 février, p. 2274).

PECULE. — Voir ARMÉE, 12.

PELERINES EN CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 30.

PELLETIERES. — Voir DOUANES, 51.

PENSEE FRANÇAISE. — Voir LÉGION D'HONNEUR, 1.

PENSIONS.

1 — **Sergents-chefs et caporaux-chefs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs. Voir Table de 1934, p. 45. — Renvoi à la Commission de l'armée pour examen au fond, la Commission des finances restant saisie pour avis [31 janvier], p. 74. — M. Jean Taurines dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport N° 77 [7 février], p. 95. — M. Emile Sari expose l'avis de la Commission des finances N° 310 [22 mars], p. 382. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Le Gorgeu et le Général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 mars], p. 446. — Promulgation: Loi du 10 avril 1935 (*J. O.* du 12 avril, p. 4091).

2 — **Pensions d'ancienneté (Revision de décrets-lois).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une Commission chargée de procéder à la revision des décrets des 4 avril, 19 avril, 10 mai, 28 et 30 octobre 1934 portant réforme du régime des pensions d'ancienneté des fonctionnaires civils et militaires, des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, des agents et ouvriers de l'imprimerie nationale et des agents des compagnies de chemins de fer d'intérêt général. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 343 [27 mars], p. 410. — M. Le Gorgeu dépose et lit le rapport N° 375. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Abel Gardey, N° 378. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 509. — Promulgation: Loi du 9 avril 1935 (*J. O.* du 10 avril, p. 4010).

3 — **Pensions de vieillesse et d'invalidité (Ouverture du droit aux).** — Voir ASSURANCES SOCIALES, 7.

PERIODES DE RESERVE. — Convocation des réservistes en 1936 (art. 62 et 63). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9.)

PERMIS DE CONDUIRE. — Augmentation du droit de brevet perçu à l'occasion de la délivrance du permis de conduire (art. 14). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4.)

PERPIGNAN (Dépôt d'étalons de). — Voir HARAS.

PERSONNEL DES INDUSTRIES ANNEXES DE L'EXPLOITATION MINIÈRE. — Voir TRAITES, 5.

PETITE-ILE (la Réunion) (Erection en commune). — Projet de loi, adopté par

la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de la Petite-Ile, détachée de la commune de Saint-Pierre (la Réunion). Voir Table de 1934, p. 88. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des colonies, le rapport N° 54 [31 janvier], p. 75. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 février], p. 95. — Promulgation: Loi du 2 mars 1935 (*J. O.* du 5 mars, p. 2642. *Rectificatif: J. O.* du 16 juin 1935, p. 6434).

PIECES DETACHEES POUR MACHINES AGRICOLES. — Voir DOUANES, 46.

PINEAU DES CHARENTES. — Voir APPELATIONS D'ORIGINE, 4.

PLACAGES ET CONTRE-PLACAGES. — Voir DOUANES, 16.

PLANTES A PARFUM. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° d'organiser la déclaration obligatoire des récoltes de plantes à parfum (fleurs et herbes), ainsi que celle des produits dérivés (huiles essentielles, eau de plantes à parfum); 2° de réglementer la circulation, l'exposition et la vente des produits naturels issus des fleurs et herbes à parfum; 3° de réprimer les fraudes et usurpations de qualités. Voir Table de 1934, p. 88. M. Neuville dépose le rapport N° 633 [19 décembre], p. 900.

PLEBISCITE SARROIS. — Voir CRÉDITS, 5.

POIDS SUR LES GROS COLIS TRANSPORTES PAR BATEAU. — Voir CODE DU TRAVAIL, 1. — CONVENTIONS, 2.

POISSONS CONSERVES. — Voir DOUANES, 62.

POLICE. — Organisation de la police d'Etat dans certaines communes (art. 61). Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale (art. 85) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8, 10).

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.

— **agricole,** Voir INTERPELLATIONS, 15.

— **économique,** Voir INTERPELLATIONS, 16.

— **financière,** Voir INTERPELLATIONS, 13.

POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 32. — RÉSOLUTIONS, 12.

PONTIVY. — Voir TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE.

POPULATION CIVILE (Protection de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission de l'armée, N° 355. — Demande, par M. Le Moignic, de la discussion du projet de loi ci-dessus: MM. Le Moignic, Messimy, *Président de la Commission de l'armée*; Albert Mahieu, *Vice-Président de la Commission des finances*. Adoption. M. Coucoureux dépose et lit le rapport N° 388. Avis de la Commission des finances, par M. Abel Gardey, N° 389. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 458, 517, 522. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* du 9 avril, p. 3978).

PORCELAINES. — Voir DOUANES, 11.

PORTEURS DE ROLE D'EQUIPAGE. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

PORTE-PLUME, PORTE-MINES. — Voir DOUANES, 47.

PORTUGAL. — Voir DOUANES, 23, 27, 72.

POSTES ET TELEGRAPHES.

Organisation. — Proposition de loi sur l'organisation du service postal, télégraphique et téléphonique. Voir Table de 1934, p. 89. — M. Laffont dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 52 [31 janvier], p. 75. 2^e délibération. Rejet de la proposition de loi [5 mars], p. 218.

Loi de finances. — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques (art. 45). Taxation des colis postaux contenant des lettres ou notes ayant le caractère de correspondance personnelle (art. 46). Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones (art. 47). Autorisation d'engagement en vue de la rénovation de l'outillage postal électrique (art. 48). Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1936 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 49). Remboursement forfaitaire des frais d'affranchissement des avertissements et avis émanant des administrations financières à l'adresse des contribuables (art. 51). Tarifs d'affranchissement des envois contenant des livrets cadastraux (art. 52). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 7, 8).

POUDRES (Service des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le service des poudres. Voir Table de 1934, p. 45. — M. Guy de Wendel, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport N° 151 [27 février], p. 193. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances N° 308 [22 mars], p. 382. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Guy de Wendel, *Rapporteur*; Louis Tissier. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2. Amendement de M. Le Gorgeu: MM. Guy de Wendel, *Rapporteur*; Le Gorgeu, le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3 à 9: adoption. Art. 10: adoption du 1^{er} alinéa. 2 alinéa: demande de suppression de l'alinéa, par M. Abel Gardey. Adoption. Adoption de l'article. Art. 11 à 33: adoption. Art. 34: adoption du 1^{er} alinéa et du paragraphe 1^o: paragraphe 2^o: amendement de M. Le Moignic: MM. Le Moignic, Guy de Wendel, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du paragraphe 2^o. Amendement de M. Louis Tissier: MM. Louis Tissier, le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Retrait. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article modifié. Art. 35 à 39: adoption. Art. nouveau 39 bis, proposé par M. Abel Gardey. Adoption. Adoption de l'article 40. Art. 41: adoption. Disposition additionnelle, proposée par M. Le Moignic. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 41 modifié. Art. 42 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 mars], p. 438. — Promulgation: Loi du 18 avril 1935 (*J. O.* du 19 avril, p. 4359. *Errata: J. O.* du 21 avril, p. 4444).

— Autorisation d'engagement au titre de la deuxième section du budget annexe des poudres (art. 44) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 7).

POUVOIRS EXCEPTIONNELS (Défense du franc. — Spéculation). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour assurer la défense du franc et la lutte contre la spéculation. Renvoi à la Commission des finances, N° 460 [8 juin], p. 610. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur, Joseph Faure, François Milan, Louis Tissier, James Hennessy, Pierre Laval, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Article unique: M. Pierre Laval, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Explications de vote: MM. le comte Louis de Blois, Edmond Cavillon, Maurice Viollette. Question de confiance. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [8 juin], p. 611. — Promulgation: Loi du 8 juin 1935 (*J. O.* du 12 juin, p. 6298).

PRESSE (Liberté de la) — (Loi du 29 juillet 1881). — Voir FAUSSES NOUVELLES. — LIGUES.

PRESTATIONS EN NATURE. — Voir ROUTES DÉPARTEMENTALES.

PRETORIA. — Voir LÉGATIONS, 1.

PRETS. — Voir CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE, 1, 2. — RÉOLUTIONS, 35, 41, 70.

PRIMES D'ASSURANCES GARANTISSANT LES COMMUNES ET LES MUNICIPALITÉS. — Voir RESPONSABILITÉ CIVILE.

PRIMES D'ENGAGEMENT ET DE RENGAGEMENT. — Voir CRÉDITS, 6.

PRISONNIERS CIVILS. — Voir MÉDAILLE.

PRISONNIERS DE GUERRE. — Voir CONVENTIONS, 13.

PRIVILEGES FISCAUX. — Subrogation des producteurs de sel au privilège conféré à la régie par l'article 47 du décret du 1^{er} germinal an XIII (art. 19) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 4).

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES. — Voir CONVENTIONS, 5.

PRIX DE JOURNÉE. — Voir ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

PRIX UNIQUES. — Voir MAGASINS. — RÉOLUTIONS, 5. — VENTES.

PROCÉDURES D'EXECUTION CONTRE LES DEBITEURS D'UNE DETTE GARANTIE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à suspendre les procédures d'exécution contre les débiteurs tenus d'une dette garantie par un hypothèque, un privilège ou un nantissement. Renvoi à la Commission de législation, N° 411 [2 avril], p. 554. — M. Leblanc dépose le rapport N° 503 [21 juin], p. 669. — Renvoi pour avis à la Commission des finances [19 décembre], p. 898.

PRODUCTION SYLVICOLE. — Voir RÉOLUTIONS, 67.

PRODUITS.

- agricoles, Voir RÉOLUTIONS, 61.
- divers, Voir DOUANES, 44, 48.
- forestiers, Voir RÉOLUTIONS, 1.
- insecticides, Voir FRAUDES, 1.

PRODUITS (suite).

- lainiers, Voir DOUANES, 49.
- de parfumerie, Voir TAXE UNIQUE.
- résineux, Voir LAIT.
- de la vallée du Mékong, Voir DOUANES, 76.
- viticoles, Voir RÉOLUTIONS, 16.

PRODUITS FINIS DE L'INDUSTRIE. — Proposition de loi tendant à proroger les délais prévus par les articles 1^{er} et 2 de la loi du 14 avril 1932 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie (N° 685, année 1932). Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission des finances [22 mars], p. 363.

PRODUITS RESINEUX. — Régime de l'exportation des produits résineux (art. 14). Institution d'un contrôle sur la production des produits résineux (art. 15) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

Voir LAIT.

PROGRAMME NAVAL. — Voir MARINE, 3.

PROPRIETAIRES.

- d'automobiles, Voir ASSURANCE OBLIGATOIRE.
- de navires, Voir CONVENTIONS, 7.

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE (Modification des lois des 30 juin 1926 et 22 avril 1927). — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 et celle du 22 avril 1927 sur la propriété commerciale (N° 224, année 1929). Voir Table de 1929, p. 547. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

Voir BAUX A LOYER.

PROTOCOLE FRANCO-ESTONIEN. — Voir CONVENTIONS, 1.

PRUNES ET PRUNEAUX. — Voir DOUANES, 80.

PUPILLES DE LA NATION. — Voir OFFICERS.

PYRENEES (Basses-) (Secours aux agriculteurs sinistrés). — Voir RÉOLUTIONS, 53.

Q

QUEBRACHO (Extrait de). — Voir DOUANES, 78.

QUESTION PRELABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de l'enseignement, sur: 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les normaliens et normaliennes non pourvus de postes à la sortie des écoles normales et les instituteurs libérés du service militaire, ainsi que ceux pourvus d'un poste reconnu par l'État (N° 45, année 1926); 2° la proposition de loi tendant à la réorganisation générale de l'enseignement public (N° 564, année 1926); 3° la proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (N° 615, année 1927); 4° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à admettre dans les facultés des lettres les étudiants pourvus du brevet supérieur et des trois certificats d'études supérieures, prévus au décret du 18 janvier 1887, pour l'obtention des autres certificats d'études supérieures exigés des

professeurs dans les écoles normales et dans les écoles primaires supérieures N° 616, année 1927); 5° proposition de résolution relative à la création d'écoles de plein air (N° 193, année 1928); 6° proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à examiner les moyens d'organiser dans toute la France des « salles municipales de lecture publique » (N° 223, année 1929); 7° projet de loi portant ouverture au ministère de l'instruction publique d'un contingent spécial dans la Légion d'honneur pour une promotion de la pensée française (N° 785, année 1929); 8° proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique d'un contingent spécial dans la Légion d'honneur pour une promotion de la pensée française (N° 5, année 1930); 9° proposition de résolution tendant à demander au Gouvernement de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour préparer la célébration du centenaire de la Révolution de juillet 1830 et du retour du drapeau tricolore (N° 297, année 1930); 10° proposition de loi tendant à organiser l'enseignement post-scolaire agricole (N° 644, année 1930); 11° proposition de résolution concernant l'organisation de cours spéciaux de latin et de grec dans les facultés des lettres et dans certains lycées et collèges (N° 854, année 1931); 12° Proposition de loi modifiant la composition et les attributions de l'office national et des offices départementaux des pupilles de la nation (N° 565, année 1932); 13° Proposition de résolution tendant à la commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Gambetta (N° 671, année 1932); 14° Proposition de résolution tendant à la commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Gambetta (N° 711, année 1932); 15° Projet de loi sur les attributions de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique (N° 662, année 1933); Observations de M. Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement* [21 février], p. 157. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des douanes, sur: 1° La proposition de loi tendant à modifier, en les unifiant, certains numéros du tarif douanier (N° 790, année 1928); 2° La proposition de résolution sur l'inopportunité de l'importation de viandes congelées et la nécessité de s'y opposer (N° 8, année 1929); 3° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les droits de douane sur les pommes de terre et les féculs de pommes de terre venant de l'étranger (N° 742, année 1929); 4° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi tendant à intégrer dans la loi, dite du cadenas, du 1^{er} décembre 1929, les viandes salées, les viandes préparées, la charcuterie fabriquée, les conserves de viande et les saindoux (N° 25, année 1931); 5° La proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes mesures pour rendre le plus tôt possible à la France la maîtrise de ses tarifs douaniers; 2° à proposer aux pays importateurs en France l'acceptation de produits français et de marchandises françaises en quantités et valeurs correspondant à leurs importations; 3° à demander à la Conférence européenne l'étude et la réglementation des productions industrielles et agricoles de tous les pays d'Europe par comparaison avec la production de ces pays au cours des années antérieures à 1914 (N° 63, année 1932); 6° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence

toutes mesures utiles, notamment en matière douanière, pour assurer la sauvegarde de la production française de maïs (N° 122, année 1932); 7° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde et au redressement des exportations de nos produits viticoles, vins et eaux-de-vie (N° 716, année 1932); Observations de M. Chapsal, *Président de la Commission des douanes* [26 février], p. 173. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'hygiène, sur: 1° La proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (N° 685, année 1927); 2° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour hâter la liquidation des retraites ouvrières et paysannes (N° 611, année 1932) [27 février], p. 184. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'administration, sur: 1° La proposition de loi tendant à autoriser le vote des électeurs absents de leur commune le jour du scrutin (N° 33, année 1926); 2° La proposition de loi tendant à modifier la législation réglant la taxe vicinale (N° 83, année 1926); 3° Le projet de loi portant suppression des conseils de préfecture et création des conseils administratifs (N° 348, année 1926); 4° La proposition de loi tendant à assurer aux associations agricoles qui se proposent d'améliorer la conservation et la vente du blé et, subsidiairement, de ses succédanés, la location des locaux disponibles appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes (N° 387, année 1926); 5° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 102 de la loi du 5 avril 1884 et permettant à plusieurs communes de se réunir pour avoir un seul garde champêtre commun (N° 277, année 1927); 6° La proposition de loi tendant à interdire la création d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans les stations hydrominérales, climatiques ou de tourisme (N° 376, année 1927); 7° La proposition de loi relative à la création de centres sociaux (N° 503, année 1928); 8° La proposition de loi concernant l'organisation de l'assurance contre l'incendie pour les biens des départements, des communes et des établissements qui en dépendent (N° 537, année 1929); 9° La proposition de loi tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux (N° 625, année 1929); 10° Le projet de loi portant de 28 à 30 le nombre des conseillers d'Etat en service extraordinaire (N° 40, année 1930); 11° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger, pour l'année 1930, la date d'ouverture de la première session des conseils généraux jusqu'au 1^{er} juin (N° 249, année 1930); 12° La proposition de résolution tendant à munir les maires et leurs adjoints d'une carte d'identité (N° 645, année 1930); 13° La proposition de loi tendant à instituer l'honorariat pour les conseillers généraux et pour les conseillers d'arrondissement qui ont bien mérité de leurs fonctions (N° 537, année 1932); 14° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 8 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux (incompatibilités) (N° 545, année 1932); 15° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le recrutement des secrétaires de mairie et à apporter sa part contributive aux dépenses occasionnées par le traitement de

ces fonctionnaires (N° 710, année 1932); 16° La proposition de loi tendant à donner certaines garanties aux communes qui versent aux caisses départementales d'aménagement des lotissements défectueux, aux lieux et place des associations syndicales constituées conformément à la loi du 15 mars 1928, tout ou partie des annuités dues par ces associations pour le remboursement des prêts consentis par lesdites caisses (N° 799, année 1932); 17° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés tendant à créer un nouveau canton ayant pour chef-lieu Chantilly (Oise) (N° 390, année 1934). Observations de M. Henri Merlin, *Président de la Commission de l'administration* [28 février], p. 196. — Vote de la question préalable proposée par la Commission de l'agriculture, sur: 1° La proposition de loi tendant à régler les rapports entre propriétaires et fermiers ou métayers relativement au renouvellement du bail et tendant à fixer les conditions d'attribution d'une indemnité à fin de bail (N° 613, année 1927); 2° La proposition de loi tendant à assurer la défense des céréales (N° 395, année 1933); 3° La proposition de loi tendant à établir le prix minimum du blé en fonction du droit de douane et du cours mondial (N° 233, année 1934); 4° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à codifier les dispositions législatives relatives à l'organisation du marché du blé et à la fixation d'un prix minimum (N° 100, année 1934); 5° La proposition de loi tendant à organiser la production viticole en proportion des possibilités de consommation (N° 580, année 1934); Observation de M. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*. Observations de M. Paul Lafont [5 mars], p. 217. — Vote de la question préalable proposée par la Commission de l'armée, sur: 1° La proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 22 novembre 1917 relative à l'ancienneté et au grade des officiers de complément admis dans l'armée active antérieurement à la loi du 21 décembre 1916 (N° 697, année 1927); 2° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder la mention « d'engagés volontaires » à certains officiers de la légion russe incorporés dans la division marocaine en 1918 (N° 36, année 1928); 3° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les anciens militaires des réserves, décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire avec pension, à se faire hospitaliser et soigner dans les hôpitaux militaires (N° 743, année 1929) [7 mars], p. 245. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des travaux publics, sur: 1° La proposition de loi tendant à la péréquation des charges assumées par les départements et les communes pour les routes départementales et les chemins vicinaux par une participation de l'Etat (N° 217, année 1926); 2° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter aux Chambres un projet de loi ayant pour but de donner aux départements les moyens de reconstituer rapidement leurs réseaux de chemins de grande communication, de chemins d'intérêt commun et de chemins vicinaux (N° 295, année 1928); 3° Le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} octobre 1926 relatif à des mesures de décentralisation et à des simplifications en matière de voies ferrées d'intérêt local (N° 407, année 1928); 4° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier l'article 7 de la loi du 20 octobre 1921, en faveur des travailleurs bénéfi-

ciaut des trois premiers paragraphes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 (N° 490, année 1928); 5° La proposition de loi, portant addition à la loi du 21 août 1923 sur les transports en commun par autobus (N° 567, année 1929); 6° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de préciser le sens de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921, en l'appliquant aux mutilés d'avant guerre et d'après guerre (N° 250, année 1932) [30 mars], p. 536. — 1° Vote de la question préalable, proposée: par la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi concernant le régime définitif des mines de potasse d'Alsace (N° 490, année 1931.); 2° par la Commission des finances, sur: 1° La proposition de loi, tendant à transformer la taxe de luxe *ad valorem* en une taxe forfaitaire sur les spiritueux (N° 42, année 1926); 2° La proposition de loi, ayant pour but d'étendre aux successions des militaires tués au Maroc, en Syrie et sur tous les théâtres d'opérations extérieurs, ou morts des suites de leurs blessures ou de maladies contractées dans ces campagnes, le bénéfice de l'article 6 de la loi de crédits provisoires du 26 décembre 1914 (N° 44, année 1926); 3° La proposition de loi, tendant à modifier l'article 93 de la loi de finances du 13 juillet 1925, complétant l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1923, soumettant au paiement de l'impôt de 12 p. 100 le propriétaire d'automobiles transportant des personnes (N° 85, année 1926); 4° Le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant sanction des décrets des 6 et 25 janvier 1926, fixant la répartition des crédits applicables, en 1925, à la revision des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat (N° 104, année 1926); 5° Le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'un corps d'inspecteurs provisoires de la sûreté générale (N° 262, année 1926); 6° Le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à étendre la taxe municipale sur des automobiles, instituée à son profit par la loi du 31 décembre 1900, à tous les véhicules à traction automobile énumérés à l'article 25 de la loi du 22 mars 1924, et à l'article 95 de la loi du 13 juillet 1925 (N° 529, année 1926); 7° La proposition de loi, tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 3 de la loi du 14 juillet 1908 et de l'article 17 de la loi du 30 décembre 1920, en ce qui concerne les veuves d'inscrits maritimes (N° 259, année 1927); 8° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires pour aider les agriculteurs à traverser la crise agricole en leur accordant des prêts à moyen terme dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1920 (N° 253, année 1928); 9° La proposition de loi, relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et aux viticulteurs victimes de désastres atmosphériques (N° 517, année 1928); 10° La proposition de loi, relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et aux viticulteurs victimes de désastres atmosphériques (N° 557, année 1928); 11° La proposition de loi, tendant à venir en aide aux agriculteurs du Pas-de-Calais éprouvés par l'invasion des mulots et des campagnols (N° 612, année 1928); 12° La proposition de résolution, relative à la déduction de la contribution volontaire du revenu brut dans l'établissement des impôts directs cédulaire et général (N° 643, année 1928); 13° La proposition de loi, relative à l'octroi

de secours aux viticulteurs victimes des désastres atmosphériques (N° 665, année 1928); 14° La proposition de loi, tendant à ajouter à l'article 25 de la loi du 9 décembre 1927 un paragraphe relatif aux jeunes gens fonctionnaires originaires des régions envahies, demeurés sous la domination de l'ennemi (N° 722, année 1928); 15° La proposition de loi, ayant pour objet d'autoriser l'Etat à acheter des goudrons, bitumes et autres substances similaires, sur compte des prestations en nature à fournir par l'Allemagne en exécution du traité de paix, afin de les répartir sous forme de subventions entre les départements et les communes pour la remise en état et l'entretien des routes départementales et des chemins vicinaux (N° 707, année 1928); 16° La proposition de résolution, tendant à faire procéder à l'examen des chapitres du Budget de l'Etat par le Sénat et à leur vote au fur et à mesure de ce vote par la Chambre (N° 664, année 1929); 17° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés maritimes et terriens victimes des dernières tempêtes (N° 691, année 1929); 18° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à présenter, pour l'exercice 1930, un projet de loi de finances dont les dispositions soient groupées logiquement suivant leur objet et à faire publier par le *Journal officiel*, à la suite de la loi de finances, une table analytique des dispositions votées (N° 3, année 1930); 19° La proposition de loi, tendant à reculer au 5 août 1930 l'application de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, et à interdire toute dépense non autorisée par le Parlement (N° 9, année 1930); 20° La proposition de résolution, tendant au relèvement du taux des allocations accordées par les lois de solidarité sociale (N° 38, année 1930); 21° La proposition de loi, ayant pour objet la reconstruction des capitaux immobiliers détruits par les inondations de mars 1930 (N° 86, année 1930); 22° La proposition de résolution, invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du Crédit mutuel agricole une avance de 500 millions pour prêts à long terme et à taux réduit aux victimes des inondations du Sud-Ouest et du Midi de la France (N° 89, année 1930); 23° La proposition de loi, relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et viticulteurs de l'arrondissement de Bergerac, victimes de désastres atmosphériques (N° 335, année 1930); 24° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages occasionnés à différentes communes du département de la Haute-Loire par de récents orages (N° 382, année 1930); 25° La proposition de résolution, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de réparer les dommages causés par les orages dans le canton de Castillon (Ariège) (N° 442, année 1930); 26° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages occasionnés à différentes communes de l'Ardeche et du Gard par de récents orages (N° 424, année 1930); 27° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi, ayant pour objet la réparation des dommages causés à la commune de Saint-Félix-de-Lunel (Aveyron) par un récent orage (N° 450, année 1930); 28° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation

des dommages causés à différentes communes du département du Gers par de récents orages (N° 466, année 1930); 29° La proposition de résolution, ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département de Lot-et-Garonne, sinistrées par l'ouragan du 4 juillet 1930 (N° 469, année 1930); 30° La proposition de résolution, ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département de la Haute-Vienne sinistrées par l'ouragan de juillet 1930 (N° 470, année 1930); 31° La proposition de résolution, invitant le Gouvernement à préparer pour le budget de 1931, le rétablissement du régime de liberté en faveur des bouilleurs de cru (N° 513, année 1930); 32° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet le soulagement des misères et la réparation des ruines causées aux populations maritimes par la tempête du 19 septembre 1930 (N° 519, année 1930); 33° La proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de réparer les misères causées aux populations riveraines de la côte du département de la Manche par la tempête des 6 et 7 mars 1931 (N° 253, année 1931); 34° La proposition de loi tendant à réduire les traitements, indemnités de toutes sortes, allocations, retraites et pensions, des fonctionnaires civils et militaires, ainsi que ceux des employés des services publics (N° 90, année 1932); 35° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander au Parlement des crédits nécessaires pour secourir les agriculteurs de certaines contrées de l'Aveyron, du Lot et du Tarn-et-Garonne, particulièrement éprouvées par les orages et les inondations récentes (N° 570, année 1932); 36° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander au Parlement des crédits nécessaires pour secourir les agriculteurs du département des Basses-Pyrénées, récemment éprouvés par les orages (N° 590, année 1932); 37° La proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'arrondissement de Mayenne sinistrées par l'ouragan du 28 juin 1932 (N° 610, année 1932); 38° La proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département de Lot-et-Garonne sinistrées par divers ouragans au cours du mois de juin 1932 (N° 612, année 1932); 39° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de permettre au ministre de l'éducation nationale d'accorder, à partir du 1^{er} janvier 1933 de nouvelles autorisations de construire pour une dépense totale de 450 millions (N° 646, année 1932); 40° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, lors de l'établissement de ses projets de redressement financier, les ressources nécessaires pour la réparation des dommages causés pendant l'année 1931 par les calamités agricoles (N° 649, année 1932); 41° La proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à réduire au double de la contribution sur les chevaux et voitures, le droit de circulation sur les automobiles, applicables aux camionnettes utilisées pour leur exploitation agricole par les agriculteurs qui bénéficient du dégrèvement des petites cotes foncières (N° 693, année 1932); 42° La proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), sinistrées par les

orages des 9 et 12 juillet 1932 (N° 717, année 1932); 43° Le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture pour l'exercice 1932 de crédits supplémentaires pour permettre à la Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre de se rendre aux Etats-Unis pour répondre à l'invitation de l'« American legion » (N° 745, année 1932); 44° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander dans le plus bref délai aux Chambres les crédits nécessaires pour venir en aide aux communes et aux habitants du département de la Haute-Loire qui ont été victimes des inondations d'octobre 1933 (N° 578, année 1933); 45° La proposition de résolution tendant à ne pas relever la taxe sur le chiffre d'affaires pour les produits agricoles de première nécessité (N° 463, année 1934) [13 juin], p. 622. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de législation, sur: 1° La proposition de loi tendant à la création d'une classe exceptionnelle de juges de paix à Paris, dans les cantons ruraux de la Seine et dans les villes de 500.000 habitants et au-dessus (N° 81, année 1927); 2° La proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 6 juillet 1925, autorisant la révision des prix des baux à longue durée (N° 309, année 1927); 3° La proposition de loi, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les articles 319 et 320 du code pénal et le paragraphe 1^{er} de l'article unique de la loi du 17 juillet 1908 (N° 142, année 1927); 4° La proposition de loi tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal, réprimant le délit de non-représentation de l'enfant (N° 434, année 1927); 5° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la nomination, par décret, des commis greffiers titulaires des cours et tribunaux (N° 548, année 1927); 6° La proposition de loi tendant au rétablissement du tribunal de première instance de Pontivy (Morbihan) (N° 786, année 1928); 7° La proposition de loi tendant à la protection de l'épargne française par l'obligation imposée à ceux qui font appel à l'épargne d'employer uniquement leurs noms patronymiques (N° 51, année 1929); 8° La proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 et celle du 22 avril 1927 sur la propriété commerciale (N° 224, année 1929); 9° La proposition de loi ayant pour objet le rétablissement immédiat des tribunaux supprimés des chefs-lieux de département (N° 433, année 1929); 10° La proposition de loi tendant à modifier l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 portant fixation du budget général de l'exercice 1929 (N° 536, année 1929); 11° La proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales (N° 206, année 1930); 12° La proposition de loi tendant à l'institution d'audiences foraines au siège des tribunaux d'arrondissement supprimés (N° 193, année 1931); 13° La proposition de résolution relative à l'application de l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 concernant les incompatibilités parlementaires (N° 263, année 1931); 14° La proposition de loi tendant à modifier l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi du 7 février 1924, modifiée par celle du 3 avril 1928, sur l'abandon de famille (N° 561, année 1931); 15° La proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 421 du code d'instruction criminelle (N° 567, année 1931); 16° La proposition de loi tendant à modifier les conditions d'avancement des juges de paix par l'organisation

d'un avancement spécial par ancienneté (N° 265, année 1932); 17° La proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 6 juillet 1925 autorisant la révision des baux à longue durée (N° 109, année 1933) [28 juin], p. 796.

QUINET. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 29.

R

RADIODIFFUSION.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 5 mai 1934 portant réorganisation du service de la radiodiffusion. Renvoi à la Commission du commerce, N° 496 [21 juin], p. 668. — M. Pierre Robert dépose le rapport N° 555 [28 juin], p. 770.

— Emploi des excédents de recettes de la radiodiffusion (art. 50). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8.)

RAIL. — Voir **COORDINATION.** — **INTERPELLATIONS**, 12.

RECHAUDS A GAZ, A ESSENCE, A BENZOL. — Voir **DUANES**, 6.

RECLAME FINANCIERE (Légion d'honneur; Anciens fonctionnaires). — Proposition de loi de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues tendant à interdire de se prévaloir, dans un but de réclame financière ou commerciale, du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la Légion d'honneur. Voir Table de 1934, p. 1. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lesaché, Rapporteur, et Georges Perrot, Garde des sceaux, Ministre de la Justice. Article unique: nouvelle rédaction de la Commission: adoption. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à interdire de se prévaloir, dans un but de réclame financière, du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la Légion d'honneur. » [24 janvier], p. 28. — Promulgation: Loi du 11 janvier 1936 (*J. O.* du 15 janvier, p. 638).

RECOURS EN REVISION. — Voir **CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE**, 2.

REDRESSEMENT FINANCIER. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 65.

REFUS COLLECTIF DE L'IMPOT. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues tendant à déférer au jury les délits créés par la loi du 28 février 1933. Renvoi à la Commission de législation, N° 239 [7 mars], p. 245.

REGIME DOTAL. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'une proposition de loi tendant à modifier le régime dotal. Renvoi à la Commission de législation, N° 635 [19 décembre], p. 898.

REGIME DOUANIER COLONIAL. — Voir **DOUANES**, 74.

REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS. — Voir **CODE CIVIL**, 5.

REGIONS LIBEREES. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 82 à 84) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

REGISTRE DU COMMERCE. — Voir **COMMERCE**.

RELATIONS MARITIMES ENTRE LA FRANCE, L'ALGERIE ET LA TUNISIE. — Voir **MARINE MARCHANDE**, 2.

RENAN. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 29.

RENTIERS. — Modification de la condition d'âge des petits rentiers frappés du prélèvement de 10 p. 100 en vue de leur permettre de bénéficier des avantages accordés par le décret du 8 août 1935 (art. 56) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 8).

REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Voir **CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE**.

REPRÉSENTATION (Non — d'enfant). — Voir **CODE PÉNAL**, 5.

REPRESSION DES FAUSSES NOUVELLES. — Voir **FAUSSES NOUVELLES.** — **LIGUES**.

RESOLUTION (Projets de). — Voir **SÉNAT**.

RESOLUTION (Propositions de).

1 — **Produits forestiers.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Néron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures propres à la sauvegarde des produits forestiers. Renvoi à la commission de l'agriculture, N° 15 [17 janvier], p. 20. — M. Borgeot dépose le rapport N° 290 [26 mars], p. 316. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Borgeot, rapporteur; Edouard Néron, Eugène Millies-Lacroix, Hayaux, Charles Dumont, Louis Martin, Louis Michel, Cassez, ministre de l'agriculture; Henri Roy, ministre des travaux publics. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [2 avril], p. 547.

2 — **Article 19 du règlement du Sénat (Commissions générales).** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Martin-Binachon tendant à modifier l'article 19 du règlement du Sénat (nomination des commissions générales). Renvoi à la commission du règlement du Sénat, nommée le 19 décembre 1924, N° 17 [24 janvier], p. 26. — M. Mauger dépose le rapport N° 605 [5 décembre], p. 856. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Mauger, président et rapporteur de la commission du règlement. Adoption de l'article unique de la résolution [17 décembre], p. 889.

3 — **Protection de l'industrie des pâtes alimentaires.** — Proposition de résolution de M. Machet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour une protection efficace de l'industrie nationale des pâtes alimentaires (n° 420, année 1930). Voir Table de 1934, p. 92. — M. Laffont dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 47 [31 janvier], p. 75. — 1^{re} délibération. Rejet de la proposition de résolution [5 mars], p. 218.

4 — **Elevage.** — 1° Proposition de résolution de M. Beaumont et d'un très grand nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national; 2° Proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire dans de très sérieuses proportions toutes les importations qui viennent concurrencer dange-

reusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 83. — M. Joseph Faure dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport collectif n° 95 [12 février], p. 126. — 1^{re} délibération. Demande de renvoi pour avis à la Commission des finances. Retrait. Observations de M. Marcel Donon, Vice-Président de la Commission de l'agriculture. Ajournement de la délibération [26 février], p. 177. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Joseph Faure, Rapporteur; Beaumont, Provost-Dumarchais, Lavoigne, François-Saint-Maur, Damecour, Cassez, Ministre de l'agriculture; Marcel Donon, Vice-Président de la Commission de l'agriculture. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution. Modification du libellé de l'intitulé de la résolution. Nouvel intitulé: « Résolution invitant le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour atténuer la crise de l'élevage. » [28 février], p. 197.

5 — **Magasins à « Prix uniques ».** — Proposition de résolution de M. Amiard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant les magasins à « prix uniques ». — Renvoi à la Commission du commerce, N° 96 [12 février], p. 126. — M. Caillier dépose le rapport n° 115 [21 février], p. 157. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [7 mars], p. 248.

6 — **Ecoles de plein air.** — Proposition de résolution relative à la création d'écoles de plein air (N° 193, année 1928). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

7 — **Salles municipales de lecture publiques.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à examiner les moyens d'organiser dans toute la France des « salles municipales de lecture publiques » (N° 223, année 1929). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

8 — **Centenaire de la Révolution de juillet 1830.** — Proposition de résolution tendant à demander au Gouvernement de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour préparer la célébration du centenaire de la Révolution de juillet 1830 et du retour du drapeau tricolore (N° 297, année 1930). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

9 — **Cours spéciaux de latin et de grec dans les facultés des lettres.** — Proposition de résolution concernant l'organisation de cours spéciaux de latin et de grec dans les facultés des lettres et dans certains lycées et collèges (N° 854, année 1931). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

10 — **Cinquantenaire de la mort de Gambetta.** — Proposition de résolution tendant à la commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Gambetta (N° 671, année 1932). Proposition de résolution tendant à la commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Gambetta (N° 711, année 1932). Vote de la question préalable [21 février], p. 157.

11 — **Importations de viandes congelées.** — Proposition de résolution sur l'inopportunité de l'importation de viandes congelées et la nécessité de s'y opposer (N° 8, année 1929). Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

12 — **Pommes de terre et féculés.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les droits de douane sur les pommes de terre et les féculés de pommes de terre venant de

l'étranger (N° 742, année 1929). Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

13 — **Viandes salées. — Loi « du cadenas ».** — Proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi tendant à intégrer dans la loi dite « du cadenas » du 1^{er} décembre 1929, les viandes salées, les viandes préparées, la charcuterie fabriquée, les conserves de viande et les saindoux (N° 25, année 1931). Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

14 — **Tarifs douaniers. — Importations.** — Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement : 1° à prendre toutes mesures pour rendre le plus tôt possible à la France la maîtrise de ses tarifs douaniers ; 2° à proposer aux pays importateurs en France l'acceptation de produits français et de marchandises françaises en quantités et valeurs correspondant à leurs importations ; 3° à demander à la conférence européenne l'étude et la réglementation des productions industrielles et agricoles de tous les pays d'Europe par comparaison avec la production de ces pays au cours des années antérieures à 1934 (N° 63, année 1932). Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

15 — **Protection douanière du maïs.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles, notamment en matière douanière, pour assurer la sauvegarde de la production française de maïs (n° 122, année 1932) ; Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

16 — **Exportations de vins et d'eaux-de-vie.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde et au redressement des exportations de nos produits viticoles, vins et eaux-de-vie (N° 716, année 1932) ; Vote de la question préalable [26 février], p. 173.

17 — **Retraites ouvrières et paysannes.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour hâter la liquidation des retraites ouvrières et paysannes (n° 611, année 1932) ; Vote de la question préalable [27 février], p. 184.

18 — **Assurances sociales.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edmond Cavillon et d'un très grand nombre de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au plus tôt au Parlement un projet complet de réorganisation des assurances sociales en vue d'en simplifier le fonctionnement et d'en alléger les charges. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 144 [27 février], p. 184.

19 — **Vacances scolaires.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antoine Borrel sur l'avancement des vacances scolaires. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 145 [27 février], p. 184.

20 — **Carte d'identité pour les maires et adjoints.** — Proposition de résolution tendant à munir les maires et leurs adjoints d'une carte d'identité (n° 645, année 1930) ; Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

21 — **Recrutement des secrétaires de mairie.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le recrutement des secrétaires de mairie et à apporter sa part contributive aux dépenses occasionnées par le traitement de ces fonctionnaires (N° 710, année 1932). Vote de la question préalable [28 février], p. 197.

22 — **Marché du blé. — Prix minimum.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à codifier les dispo-

sitions législatives relatives à l'organisation du marché du blé et à la fixation d'un prix minimum. Voir Table de 1934, p. 92. Vote de la question préalable [5 mars], p. 217.

23 — **Hospitalisation dans les hôpitaux militaires des anciens militaires décorés.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les anciens militaires des réserves, décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire avec pension, à se faire hospitaliser et soigner dans les hôpitaux militaires. Voir Table de 1929, p. 576. Vote de la question préalable [7 mars], p. 245.

24 — **Officiers de la légion russe incorporés dans la division marocaine en 1918.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder la mention d'« engagés volontaires » à certains officiers russes de la légion incorporés dans la division marocaine en 1918. Voir Table de 1928, p. 567. — Vote de la question préalable [7 mars], p. 245.

25 — **Assainissement du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borgeot et un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour l'application équitable de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 306 [22 mars], p. 374.

26 — **Blocage et distillation des vins.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Taurines, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le texte de la loi sur les vins, du 24 décembre 1934, en vue de substituer dans certaines conditions le blocage à la distillation. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 363 [27 mars], p. 448.

27 — **Cinquantenaire de la mort de Victor Hugo.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Deloncle et plusieurs de ses collègues, concernant le cinquantenaire de la mort de Victor Hugo. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 354 [27 mars], p. 448. — M. Léon Bérard dépose le rapport N° 434 [31 mai], p. 595.

28 — **Coopératives vinicoles produisant du vin de cépages proscrits.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pelletier tendant à reculer de dix années, pour les adhérents des coopératives vinicoles produisant uniquement du vin provenant de noahs et autres cépages proscrits par le décret du 18 janvier 1935, pris en application de la loi du 24 décembre 1934, l'échéance des annuités dues par ces organisations. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 360 [28 mars], p. 461.

29 — **Transfert des cendres de Michelet, de Quinet et de Renan au Panthéon.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martin tendant au transfert des cendres de Michelet, de Quinet et de Renan au Panthéon. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 368 [28 mars], p. 505.

30 — **Protection de l'enfance contre les attentats à la pudeur.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martin, tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Chambre des députés de bien vouloir statuer sur la proposition de loi, votée par le Sénat, le 25 novembre 1924, tendant à modifier l'article 331 du code pénal et à élever de treize à quinze ans l'âge de protection de l'enfance contre

les attentats à la pudeur commis sans violences. Renvoi à la Commission de législation, N° 369 [28 mars], p. 506.

31 — **Reconstitution des chemins de grande communication.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter aux Chambres un projet de loi ayant pour but de donner aux départements les moyens de reconstituer rapidement leurs réseaux de chemins de grande communication, de chemins d'intérêt commun et de chemins vicinaux (N° 295, année 1928). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

32 — **Transfert du musée de la marine au Trocadéro.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rio et plusieurs de ses collègues relative au transfert du musée permanent de la marine au Trocadéro. Renvoi à la Commission de la marine, N° 391. M. Rio dépose le rapport N° 396 [30 mars], p. 536.

33 — **Article 88 du règlement du Sénat (Discussion immédiate).** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chassaing et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 88 du règlement du Sénat en ce qui concerne la procédure de discussion immédiate. Renvoi à la Commission du règlement du Sénat, nommée le 19 décembre 1924, N° 419 [2 avril], p. 571. — M. Mauger dépose le rapport N° 617 [12 décembre], p. 876. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Mauger, *Président de la Commission du règlement du Sénat*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [30 décembre], p. 1067.

34 — **Tarifs concernant l'électrification rurale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues tendant à rectifier certains tarifs concernant l'électrification rurale. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 467 [13 juin], p. 621. — M. Marcel Michel dépose le rapport N° 475 [18 juin], p. 636.

35 — **Prêts à moyen terme aux agriculteurs.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires pour aider les agriculteurs à traverser la crise agricole en leur accordant des prêts à moyen terme dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1920. Voir Table de 1928, p. 568. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

36 — **Deduction de la contribution volontaire.** — Proposition de résolution relative à la déduction de la contribution volontaire du revenu brut dans l'établissement des impôts directs cédulaire et général. Voir Table de 1928, p. 570. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

37 — **Examen des chapitres du budget.** — Proposition de résolution tendant à faire procéder à l'examen des chapitres du budget de l'Etat par le Sénat et à leur vote au fur et à mesure de ce vote par la Chambre. Voir Table de 1929, p. 574. Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

38 — **Aide aux victimes des tempêtes de décembre 1929.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés maritimes et terriens victimes des dernières tempêtes. Voir Table de 1929, p. 575. Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

39 — **Table analytique de la loi de finances.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter, pour l'exercice 1930, un projet de loi

de finances dont les dispositions soient groupées logiquement suivant leur objet et à faire publier par le *Journal officiel*, à la suite de la loi de finances, une table analytique des dispositions votées (n° 3, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

40 — **Relèvement d'allocations.** — Proposition de résolution tendant au relèvement du taux des allocations accordées par les lois de solidarité sociale (N° 38, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

41 — **Prêts à long terme aux victimes des inondations du Sud-Ouest et du Midi.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du crédit mutuel agricole une avance de 500 millions pour prêts à long terme et à taux réduit aux victimes des inondations du Sud-Ouest et du Midi de la France (N° 89, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

42 — **Haute-Loire : Réparation de dommages.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages occasionnés à différentes communes du département de la Haute-Loire par de récents orages (N° 382, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

43 — **Castillon (Ariège) : Réparation de dommages.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de réparer les dommages causés par les orages dans le canton de Castillon (Ariège) (N° 442, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

44 — **Ardèche et Gard : Réparation de dommages.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages occasionnés à différentes communes de l'Ardèche et du Gard par de récents orages (N° 421, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

45 — **Saint-Félix-de-Lunel (Aveyron) : Réparation de dommages.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages causés à la commune de Saint-Félix-de-Lunel (Aveyron), par un récent orage (N° 450, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

46 — **Gers : Réparation de dommages.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la réparation des dommages causés à différentes communes du département du Gers par de récents orages (N° 466, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

47 — **Aide aux populations agricoles du Lot-et-Garonne.** — Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département du Lot-et-Garonne sinistrées par l'ouragan du 4 juillet 1930 (N° 469, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

48 — **Aide aux populations agricoles de la Haute-Vienne.** — Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département de la Haute-Vienne sinistrées par l'ouragan de juillet 1930 (N° 470, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

49 — **Bouilleurs de cru.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à

préparer, pour le budget de 1931, le rétablissement du régime de liberté en faveur des bouilleurs de cru (N° 513, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

50 — **Tempête du 19 septembre 1930.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet le soulagement des misères et la réparation des ruines causées aux populations maritimes par la tempête du 19 septembre 1930 (N° 519, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

51 — **Aide aux populations sinistrées de la Manche.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de réparer les misères causées aux populations riveraines de la côte du département de la Manche par la tempête des 6 et 7 mars 1931 (N° 253, année 1931). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

52 — **Secours aux agriculteurs sinistrés de l'Aveyron, du Lot.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander au Parlement des crédits nécessaires pour secourir les agriculteurs de certaines contrées de l'Aveyron, du Lot et du Tarn-et-Garonne, particulièrement éprouvées par les orages et les inondations récentes (N° 570, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

53 — **Secours aux agriculteurs sinistrés des Basses-Pyrénées.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à demander au Parlement des crédits nécessaires pour secourir les agriculteurs du département des Basses-Pyrénées récemment éprouvés par les orages (N° 590, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

54 — **Aide aux populations sinistrées de Mayenne.** — Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'arrondissement de Mayenne, sinistrées par l'ouragan du 28 juin 1932 (N° 610, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

55 — **Aide aux populations sinistrées du Lot-et-Garonne.** — Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations agricoles du département du Lot-et-Garonne sinistrées par divers ouragans au cours du mois de juin 1932 (N° 612, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

56 — **Nouvelles autorisations de construire (Ministère de l'Éducation nationale).** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de permettre au Ministre de l'Éducation nationale d'accorder, à partir du 1^{er} janvier 1933, de nouvelles autorisations de construire pour une dépense totale de 450 millions (N° 646, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

57 — **Calamités agricoles.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, lors de l'établissement de ses projets de redressement financier, les ressources nécessaires pour la réparation des dommages causés pendant l'année 1931 par les calamités agricoles (N° 649, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

58 — **Droit de circulation sur les automobiles.** — Proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à réduire au double de la contribution sur les chevaux et voitures,

le droit de circulation sur les automobiles, applicable aux camionnettes utilisées pour leur exploitation agricole par les agriculteurs qui bénéficient du dégrèvement des petites cotes foncières (N° 693, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

59 — **Aide aux populations sinistrées d'Yssingeaux.** — Proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), sinistrées par les orages du 9 et 12 juillet 1932 (N° 717, année 1932). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

60 — **Aide aux victimes des inondations d'octobre 1933 dans la Haute-Loire.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander dans le plus bref délai aux Chambres les crédits nécessaires pour venir en aide aux communes et aux habitants du département de la Haute-Loire qui ont été victimes des inondations d'octobre 1933 (N° 578, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 31. Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

61 — **Taxe sur le chiffre d'affaires. — Produits agricoles.** — Proposition de résolution tendant à ne pas relever la taxe sur le chiffre d'affaires pour les produits agricoles de première nécessité. Voir Table de 1934, p. 92. Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

62 — **Assurés sociaux. — Cures hydro-minérales.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Faugère et Marcel Michel relative aux cures hydrominérales, thermales ou climatiques des assurés sociaux. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 489 [20 juin], p. 653.

63 — **Assainissement du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borgeot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'organisation et à l'assainissement du marché du blé, notamment par le soutien des organismes de stockage et de report et par le contrôle simplifié de la circulation des farines et des blés. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 491 [20 juin], p. 664. — M. Borgeot dépose le rapport N° 539 [27 juin], p. 712.

64 — **Service général unique des fabrications de la défense nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Messimy et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un service général unique des fabrications et constructions industrielles des ministères de la défense nationale (guerre, marine et air). Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission de l'air et à la Commission de la marine, N° 505 [21 juin], p. 682.

65 — **Réforme des finances locales.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antoine Borrel tendant à engager le Gouvernement à inclure dans ses projets de redressement financier la réforme des finances locales. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 547 [27 juin], p. 732.

66 — **Incompatibilités parlementaires.** — Proposition de résolution relative à l'application de l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 concernant les incompatibilités parlementaires (N° 263, année 1931). Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

67 — **Production sylvicole.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM.

Caillier, Georges Portmann, Capus et Armand Cahnem tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires à la revalorisation de la production sylvicole. Renvoi à la Commission des douanes. N° 583 [28 juin], p. 819.

68 — **Hommages aux présidents Masaryk et Bénès.** — Proposition de résolution de M. Cornudet et plusieurs de ses collègues, adressant les vœux du Sénat à M. le président Masaryk et à M. le président Bénès. Renvoi à la commission des affaires étrangères. N° 648. Dépôt et lecture du rapport par M. Lucien Hubert au nom de la Commission des affaires étrangères. N° 649. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Pierre Laval, *président du conseil*, ministre des affaires étrangères. Adoption de l'article unique de la résolution [23 décembre], p. 907.

69 — **Taxe à la mouture.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borgeot et d'un certain nombre de ses collègues tendant à modifier le régime de la taxe à la mouture. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 655 [26 décembre], p. 957.

70 — **Remboursement de prêts du crédit agricole.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Donon et un certain nombre de ses collègues tendant à faciliter le remboursement des prêts à moyen terme et à court terme du crédit agricole. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 667 [28 décembre], p. 1042.

RESPONSABILITE.

— **des mandataires en douane,** Voir MANDATAIRES.

— **des propriétaires de navires;** Voir CONVENTIONS, 7.

RESPONSABILITE CIVILE DES COMMUNES.

— Dépôt par M. Eugène Penancier d'une proposition de loi tendant à comprendre parmi les dépenses obligatoires de la commune les dépenses nécessaires pour assurer le paiement des primes d'assurances destinées à garantir la commune et les municipalités, en raison de leurs fonctions, contre toute responsabilité civile, de quelque nature qu'elle soit. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 515 [25 juin], p. 687.

RETRAITES.

1 — **Agents des chemins de fer et des tramways.**

1° Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le 5^e alinéa de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928, modifiant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 258 [12 mars], p. 255.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 31 mars 1932 qui a complété l'article 3 de la loi du 22 juillet 1922 sur les retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 428 [28 mai], p. 577. — M. Charles Meunier dépose le rapport N° 619 [12 décembre], p. 876. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Charles Meunier, *rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 1066. Promulgation:

Loi du 18 janvier 1936 (*J. O.* du 21 janvier, p. 922).

2 — **Bibliothécaires municipaux.** — Proposition de loi de MM. Henry Merlin et Serlin concernant le régime des retraites des bibliothécaires municipaux. Voir Table de 1934, p. 47. — 1^{re} délibération. Observations de M. Joseph Caillaux, *président de la Commission des finances*. Renvoi de la proposition de loi, pour avis, à la Commission des finances [31 janvier], p. 77. — M. Abel Gardey dépose l'avis N° 265 [14 mars], p. 287. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [27 mars], p. 447.

3 — **Cantonniers départementaux et communaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer le régime de retraite des cantonniers départementaux et communaux, passés d'office au service de l'Etat, en suite de l'article 146 de la loi du 16 avril 1930. Renvoi à la Commission des finances, N° 135 [26 février], p. 173. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 542 [27 juin], p. 732. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 790. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1935 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7402).

4 — **Marins du commerce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier diverses dispositions du régime des retraites des marins du commerce. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — M. Charabot dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 14 [17 janvier], p. 20. — 1^{re} Délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 janvier], p. 76. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (*J. O.* du 31 mars, p. 3628).

5 — **Personnel des industries annexes de l'exploitation minière.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1923 relative à l'extension des dispositions de la législation spéciale de retraites des ouvriers mineurs au personnel des industries annexes de l'exploitation minière. Renvoi à la Commission des mines, N° 425 [28 mai], p. 577.

RETRAITES OUVRIERES ET PAYSANNES.

— Voir ASSURANCES SOCIALES, 3. — RÉSOLUTIONS, 17.

RETRAITES DE PROJETS ET DE PROPOSITIONS DE LOI. — Décret retirant le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 29 décembre 1926 relatif à la suppression prononcée d'emplois de vétérinaires départementaux (N° 648, année 1927), N° 25 [26 janvier], p. 45. — Décret retirant le projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, N° 551, année 1934 [5 février], p. 86. — Retrait de la proposition de loi de M. Abel Lefèvre tendant à compléter, en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, l'article 215 du décret du 28 décembre 1926 codifiant les textes législatifs concernant les douanes (N° 425, année 1931) [19 février], p. 148. — Décret portant retrait du projet de loi (N° 335, année 1931), adopté par la Chambre des députés, portant création d'un corps d'inspecteurs du travail à l'administration centrale du Mi-

nistère des Colonies, N° 420, année 1935 [28 mai], p. 576. — Décret portant retrait du projet de loi (N° 196, année 1935), adopté par la Chambre des députés, portant modification du tarif des douanes en ce qui concerne les conserves de salmonides, N° 594, année 1935 [28 novembre], p. 835. — Décret portant retrait du projet de loi (N° 644, année 1934), adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission, faite de mauvaise foi, de chèques postaux sans provision, N° 664 [28 décembre], p. 1019.

REUNION (La). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et du budget de l'Afrique occidentale française aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 35). Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 126). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 6, 13).

Voir COLONIES, 1 à 6. — PETITE-ILE.

REVOLUTION DE JUILLET 1830. — Voir RÉSOLUTIONS, 8.

RIVESALTES (Pyrénées-Orientales). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à dédoubler le canton de Rivesaltes (arrondissement de Perpignan, département des Pyrénées-Orientales). Voir Table de 1934, p. 93. M. Gadaud dépose, au nom de la Commission de l'Administration, le rapport N° 12 [17 janvier], p. 20. — Discussion. Discussion générale: MM. Henri Laudier, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 février], p. 116. — Promulgation: Loi du 7 mars 1935 (*J. O.* du 9 mars, p. 2818).

ROUTES DEPARTEMENTALES ET CHEMINS VICINAUX.

1° Proposition de loi tendant à la péréquation des charges assumées par les départements et les communes pour les routes départementales et les chemins vicinaux par une participation de l'Etat (N° 217, année 1926). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

2° Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser l'Etat à acheter des goudrons, bitumes et autres substances similaires, sur compte des prestations en nature à fournir par l'Allemagne en exécution du traité de paix, afin de les répartir sous forme de subventions entre les départements et les communes pour la remise en état et l'entretien des routes départementales et des chemins vicinaux (N° 707, année 1928). Voir Table de 1928, p. 584. Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

S

SAINT-ETIENNE-DU-GRES (Bouches-du-Rhône). (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ériger en commune distincte le hameau de Saint-Etienne-du-Grés qui dépend de la commune de Tarascon (département des Bouches-du-Rhône). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 409 [2 avril], p. 554. — M. Henry Merlin dépose et lit le rapport N° 418. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 570. Promulgation: Loi du 12 avril 1935 (*J. O.* du 14 avril, p. 4186).

SAINT-FELIX-DE-LUNEL (Aveyron). — Voir RÉSOLUTIONS, 45.

SAINT-PETERSBOURG. — Voir CONVENTIONS, 8.

SAINT-PIERRE (Ile de la Réunion). — Voir PETITE-ILE.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

SALADES (Exportation en Allemagne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 17 mai 1934, interdisant l'exportation des salades vers l'Allemagne pendant le mois de mai 1934. Renvoi à la Commission des douanes, N° 427 [28 mai], p. 577. — M. H. d'Andlau dépose le rapport N° 476 [18 juin], p. 637. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 732. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1935 (*J. O.* du 24 juillet, p. 7994).

SALLES MUNICIPALES DE LECTURE PUBLIQUES. — Voir RÉSOLUTIONS, 7.

SALMONIDES. — Voir DOUANES, 10, 55, 56.

SANTE PUBLIQUE (Protection de la). — Projet de loi ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. Voir Table de 1934, p. 93. — Renvoi pour avis à la Commission de l'Administration [14 mars], p. 287. — M. Paul Strauss dépose le rapport N° 436 [31 mai], p. 595.

Voir CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'HYGIÈNE.

SARRASIN. — Voir DOUANES, 73.

SARRE (Territoire de la). — Voir CONVENTIONS, 14. — CRÉDITS, 5. — INTERPELLATIONS, 21.

SAVOIE. — Voir SYNDICATS RIVERAINS.

SAVONS. — Voir FRAUDES, 2.

SCHISTES BITUMINEUX. — Voir DOUANES, 17, 28.

SCOLARITE (Prolongation de la). — Voir ENSEIGNEMENT, 6.

SECOURS AUX AGRICULTEURS ET AUX VITICULTEURS (Désastres atmosphériques). — Proposition de loi relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et aux viticulteurs victimes de désastres atmosphériques N° 517; Proposition de loi relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et aux viticulteurs victimes de désastres atmosphériques N° 552; Proposition de loi relative à l'octroi de secours aux viticulteurs victimes des désastres atmosphériques N° 665. Voir Table de 1928, p. 591 et 592. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622; Proposition de loi relative à l'octroi de secours aux agriculteurs et viticulteurs de l'arrondissement de Bergerac victimes de désastres atmosphériques (N° 335, année 1930). Vote de la question préalable [13 juin], p. 623.

SECRET DU VOTE. — Voir OPÉRATIONS ÉLECTORALES

SECRÉTAIRES-GREFFIERS DES CONSEILS DE PRÉFECTURE INTERDÉPARTEMENTAUX. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armand Calmel tendant à compléter la loi du 20 mars 1931 en ce qui concerne les secrétaires greffiers des conseils de préfecture interdépartementaux. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 64 [5 février], p. 86. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 291 [20 mars], p. 326. — 1^{re}

délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 mars], p. 536. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1935 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7939).

SECRÉTAIRES DE MAIRIE. — Voir RÉSOLUTIONS, 21.

SENAT.

Règlement du Budget de 1934. — Budget de l'Exercice 1936. — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur: 1° du projet de résolution portant, pour l'année 1934: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du Budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2° du projet de résolution portant fixation du Budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'Exercice 1936, et évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'Exercice 1936, N° 616 [12 décembre], p. 876.

— 1° Du projet de résolution portant, pour l'année 1934: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du Budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2° du projet de résolution portant fixation du Budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'Exercice 1936, et évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'Exercice 1936 [27 décembre], p. 961.

Voir RÉSOLUTIONS, 2, 33.

SENIERGUES (Lot) (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Montfaucon (département du Lot) la section de Seniergues pour l'ériger en commune distincte. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 67 [5 février], p. 88. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport N° 240 [7 mars], p. 249. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 306. — Promulgation: Loi du 8 avril 1935 (*J. O.* des 8 et 9 avril, p. 3980).

SEPARATION DE BIENS. — Voir CODE CIVIL, 5.

SERVICE GENERAL UNIQUE DES FABRICTIONS DE LA DEFENSE NATIONALE. — Voir RÉSOLUTIONS, 64.

SERVICES PUBLICS REGULIERS DE TRANSPORTS. — Voir TRANSPORTS.

SERVICES VOTES. — Nomenclature des services votés (art. 81). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 10).

SERVITUDES DANS L'INTERET DE LA NAVIGATION AERIENNE. — Voir NAVIGATION AERIENNE.

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [8 janvier], p. 1. — M. Léon Bé-

rard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire, N° 591 [28 juin], p. 822.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre en session extraordinaire, N° 592 [28 novembre], p. 832. — M. Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire, N° 695 [31 décembre], p. 1133.

SIGNAUX DE DETRESSE RADIOELECTRIQUES. — Voir CORRESPONDANCES.

SINISTRES. — Voir DISPENSES DE REMPLOI.

SOCIETES.

1 — **Administrateurs et gérants. — Banqueroute, faillite, liquidation judiciaire.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à la protection de l'épargne par application des déchéances de la faillite et des peines de la banqueroute aux administrateurs et gérants des sociétés par actions ou à responsabilité limitée, déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire, N° 36 [29 janvier], p. 51. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [19 février], p. 148.

2 — **Droit préférentiel de souscriptions au profit des actionnaires.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à la protection de l'épargne par la création, au profit des actionnaires, d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Renvoi à la Commission de législation, N° 35 [29 janvier], p. 50. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [14 février], p. 132.

3 — **Régime fiscal des fusions de sociétés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal des fusions de sociétés par actions. Renvoi à la Commission des finances, N° 128 [21 février], p. 167. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 264 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 537. — Promulgation: Loi du 30 mars 1935 (*J. O.* du 5 avril, p. 3866).

4 — **Article 34 du Code de commerce. — Articles 27 et 31 de la loi de 1867.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 22 novembre 1913 portant modification de l'article 34 du code de commerce et des articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions. Voir Table de 1928, p. 603. M. Duroux dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 294 [21 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Duroux. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Lesaché, Anatole Manceau. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [2 avril], p. 570. — Promulgation: Loi du 13 avril 1935 (*J. O.* du 14 avril, p. 4186).

5 — **Administrateurs de sociétés faisant appel à l'épargne.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Bender relative aux administrateurs des sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique. Renvoi à la Commission de législation, N° 622 [12 décembre], p. 885.

SOCIETES COOPERATIVES DE RECONSTRUCTION (Unions de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 7 de la loi du 12 juillet 1921 relative à la liquidation des unions de sociétés coopératives de recons-

truction (N° 249, année 1932). Renvoi, par suite de l'expiration des pouvoirs de la Commission des départements libérés, à la Commission de législation [22 mars], p. 363.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Modifications à la loi du 1^{er} avril 1898).

1° — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'art. 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 177, année 1931). Voir Table de 1934, p. 97. — M. Edmond Cavillon dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 40 [29 janvier], p. 51.

2° — Proposition de loi de MM. Strauss, Edmond Cavillon et Anatole Manceau, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 251, année 1930). Voir Table de 1934, p. 97. — M. Edmond Cavillon dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 40 [29 janvier], p. 51.

3° — Proposition de loi de M. Georges Faugère et Marcel Michel tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. Voir Table de 1934, p. 97. — M. Edmond Cavillon dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 41 [29 janvier], p. 51. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [31 janvier], p. 82.

SOIE ET TISSUS DE SOIE. — Voir DOUANES, 9, 16, 61.

SOISSONS (Emprunt de reconstitution). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de 6 millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada (N° 535, année 1932). Voir Table de 1933. (Session ordinaire), p. 84. — Ajournement de la première délibération [19 mars], p. 314. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; J.-P. Rambaud, *Rapporteur pour avis de la Commission de l'Administration*. Contre-projet de M. Hachette: MM. Hachette, Piétri, *Ministre de la Marine militaire, Ministre des finances* par intérim. Adoption des articles du contre-projet et de l'ensemble du projet de loi [27 mars], p. 436. — Promulgation: Loi du 9 avril 1935 (J. O. du 10 avril, p. 4010).

S. O. S. (Protection des). — Voir CORRESPONDANCES.

SPECULATION (Lutte contre la). — Voir POUVOIRS EXCEPTIONNELS.

SPIRITUEUX. — Voir TAXE FORFAITAIRE.

STATIONS HYDROMINÉRALES, CLIMATIQUES ET DE TOURISME. — Voir RÉSOLUTIONS, 62. — TOURISME.

STATUT DES GRANDS MUTILES DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre. Voir Table de 1934, p. 97. — M. Robert Thoumyre dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 13 [17 janvier], p. 20. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 169 [5 mars], p. 217. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Robert Thoumyre, *Rapporteur de la Commission de*

l'hygiène: Germain-Martin, *Ministre des finances*; Rogé. Discussion des articles. Art. 1^{er}. — Contre-projet de M. Babaud-Lacroze: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Rillart de Verneuil, Jean Taurines, Rolland. Décision de discuter les articles du contre-projet. Art. 1^{er}: amendements: 1° de MM. Rogé, Taurines et Jacquy; 2° de M. Desjardins; M. Rogé. Rejet. Amendement de M. Robert Thoumyre: M. Robert Thoumyre. Retrait. Amendement de M. Robert Thoumyre. Adoption. Amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Rogé, Rivollet, *Ministre des pensions*. Retrait. Amendement de M. Robert Thoumyre. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: amendement de MM. Rogé, Jean Taurines et Jean Jacquy. Retrait. Amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Germain-Martin, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption de l'article 2. Amendement de MM. Rogé et Jean Taurines (art. 2 bis nouveau): MM. Rogé, Germain-Martin, *Ministre des finances*; Babaud-Lacroze, Hervey, Rivollet, *Ministre des pensions*. Retrait. Art. 3: amendement de MM. Rogé, Jean Taurines et Jean Jacquy: MM. Rogé, Robert Thoumyre, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4: adoption. Art. 5: demande de suppression de l'article: 1° par M. Jean Taurines et plusieurs de ses collègues; 2° par M. Robert Thoumyre: MM. Jean Taurines, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Louis Tissier, Paul Strauss, Babaud-Lacroze, Hervey. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Art. 6: retrait. Art. 7: MM. Manger et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article modifié (devenant l'article 5). Art. 6 et 7 (anciens articles 8 et 9): adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 mars], p. 256. — Promulgation: Loi du 22 mars 1935 (J. O. du 23 mars, p. 3322).

Voir CRÉDITS, 7.

STATUT PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au statut professionnel des journalistes. Renvoi à la Commission du commerce, N° 274 [15 mars], p. 301. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 279 [15 mars], p. 303. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles. Sur l'ensemble: M. Duroux. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [19 mars], p. 307. — Promulgation: Loi du 29 mars 1935 (J. O. du 30 mars, p. 3596).

STATUT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE. — Voir ARMÉE, 3.

STATUT DU PERSONNEL DES CADRES ACTIFS DE L'ARMÉE DE L'AIR. — Voir ARMÉE DE L'AIR.

SUBVENTION EXTRAORDINAIRE DE 5 MILLIONS (Tricentenaire du rattachement des Antilles). — Voir COLONIES, 9.

SUBVENTIONS POUR L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS DE TRANSPORT. — Voir TRANSPORTS.

SUCCESSIONS DES MILITAIRES TUÉS SUR LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS EXTÉRIEURES. — Proposition de loi ayant pour but d'étendre aux successions des militai-

res tués au Maroc, en Syrie et sur tous les théâtres d'opérations extérieures, ou morts des suites de leurs blessures ou de maladies contractées dans ces campagnes, le bénéfice de l'article 6 de la loi de crédits provisoires du 26 décembre 1914 (N° 44). Voir Table de 1926, p. 562. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

SUCRES. — Voir DOUANES, 2.

SUEDE. — Voir CONVENTIONS, 12.

SUISSE. — Voir CONVENTIONS, 10. — DOUANES, 72.

SURETE GENERALE (Corps d'inspecteurs provisoires). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'un corps d'inspecteurs provisoires de la sûreté générale. Voir Table de 1926, p. 562. Vote de la question préalable [3 juin], p. 622.

SURTAXES.

— compensatrices de l'écart des changes, Voir DOUANES, 19 à 26.

— douanière, Voir DOUANES, 27.

SYNDICATS DE COMMUNES DANS LES DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE, 1.

SYNDICATS RIVERAINS DE L'ISERE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la constitution de deux associations générales des syndicats riverains de l'Isère. L'une pour le département de l'Isère, l'autre pour le département de la Savoie, aux lieu et place d'une association générale unique primitivement prévue. Renvoi à la commission des travaux publics, N° 259 [12 mars], p. 255. — M. Antoine Borrel dépose le rapport N° 289 [20 mars], p. 318. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 mars], p. 447. — Promulgation: Loi du 6 avril 1935 (J. O. des 8 et 9 avril, p. 3981).

T

TABACS IMPORTES EN CORSE. — Voir DOUANES, 63.

TABLE ANALYTIQUE DE LA LOI DE FINANCES. — Voir RÉSOLUTIONS, 39.

TABLIERS EN CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 30.

TARIFS DOUANIERS. — Voir DOUANES, 28 à 67. — RÉSOLUTIONS, 14.

TARIFS DE TRANSPORT DES BOIS SCIÉS (P.-L.-M.). — Voir INTERPELLATIONS, 3.

TAXE SUR LES ENSEIGNES LUMINEUSES. — Modification du système d'avertissement en matière de paiement de la taxe sur les enseignes lumineuses (art. 18) (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

TAXE FORFAITAIRE (Spiritueux). — Proposition de loi tendant à transformer la taxe de luxe *ad valorem* en une taxe forfaitaire sur les spiritueux (N° 42). Voir Table de 1926, p. 569. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

TAXE A LA MOUTURE. — Modification du décret du 17 mars 1935 relatif à l'organisation et à la défense du marché du blé (art. 72). (Loi de finances du 31 décembre 1935, J. O. du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

Voir RÉSOLUTIONS, 69.

TAXE MUNICIPALE SUR LES AUTOMOBILES (Ville de Paris). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à étendre la taxe municipale sur les automobiles, instituée à son profit par la loi du 31 décembre 1900, à tous les véhicules à traction automobile énumérés à l'article 25 de la loi du 22 mars 1924 et à l'article 95 de la loi du 13 juillet 1925. Voir Table de 1926, p. 569. Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

TAXE SPECIALE SUR LES IMPORTATEURS DE PRODUITS CONTINGENTES. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingentés (art. 17) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

Voir DOUANES, 68 à 70, 73.

TAXE UNIQUE SUR LES PRODUITS DE PARFUMERIE. — Modification du mode de calcul de la taxe unique sur les produits de parfumerie (art. 24) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 4).

TAXE VICINALE. — Proposition de loi tendant à modifier la législation réglant la taxe vicinale. Voir Table de 1926, p. 570. Vote de la question préalable [28 février], p. 196.

TAXES.

— sur le chiffre d'affaires, Voir RÉSOLUTIONS, 61.

— d'importation, Voir DOUANES, 68 à 73.

— locales, Voir IMPÔT FONCIER.

— de luxe, Voir TAXE FORFAITAIRE.

— à la mouture, Voir RÉSOLUTIONS, 69.

— d'octroi, Voir VINS, 3.

— syndicales, Voir LOTISSEMENTS.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Voir CONVENTIONS, 15. — DOUANES, 72.

TISSUS DE SOIE. — Voir DOUANES, 61.

TOILES CIRCÉES. — Voir DOUANES, 8.

TONDEUSES. — Voir DOUANES, 34.

TOURISME (Stations hydrominérales, climatiques et de). — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 septembre 1919 relative aux stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. Voir Table de 1934, p. 97. — Renvoi à la Commission de l'hygiène, pour examen au fond [15 janvier], p. 15. — M. Mauger dépose le rapport N° 346 [27 mars], p. 410. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril], p. 546. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1935 (*J. O.* du 3 juillet, p. 7029).

Voir ETABLISSEMENTS DANGEREUX. — INTERPELLATIONS, 2.

TOUT-A-L'ÉGOUT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à imposer l'obligation du tout-à-égout. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 8 [15 janvier], p. 16. — M. Neyret dépose le rapport N° 485 [20 juin], p. 653. — Renvoi, pour avis, des conclusions du rapport ci-dessus à la Commission d'administration [21 juin], p. 682.

TRACTION MECANIQUE SUR CERTAINES VOIES D'EAU NAVIGABLES. — Voir INTERPELLATIONS, 7.

TRAITEMENTS ET SOLDES DES PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT (Crédits pour le relèvement des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant sanction des décrets des 6 et 25 janvier 1926, fixant la répartition des crédits applicables, en 1925, à la révision des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat. Voir Table de 1926, p. 586, et loi de finances de 1926, article 2, p. 131 (*J. O.* du 30 avril, p. 4914). Vote de la question préalable [13 juin], p. 622.

TRAITÉS. — Voir CONVENTIONS.

TRANSFERT AU PANTHEON DES CENDRES DE MICHELET, DE QUINET ET DE RENAN. — Voir RÉSOLUTIONS, 29.

TRANSPORTS

1 — **Services publics réguliers (Réduction des subventions).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 juin 1934 portant réduction des subventions accordées pour l'exploitation des services publics réguliers de transports. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 495 [21 juin], p. 668. — M. Charles Meunier dépose le rapport N° 652 [26 décembre], p. 942.

2 — **Transports en commun par autobus.** — Proposition de loi portant addition à la loi du 21 août 1923 sur les transports en commun par autobus (N° 567, année 1929). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

3 — **Transports aériens.** — Autorisation de dépenses pour l'exploitation en régie de la ligne d'Alger au Congo belge (art. 67). (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 9).

4 — **Transports automobiles.** — Subventions aux services publics de transports par automobiles (art. 124) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} décembre 1936, p. 13).

Voir CODE DU TRAVAIL, 1. — CONVENTIONS, 18. — INTERPELLATIONS, 18.

TRAVAILLEURS BÉNÉFICIAIRES DES TROIS PREMIERS PARAGRAPHES DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 30 JUIN 1923. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 7 de la loi du 29 octobre 1921 en faveur des travailleurs bénéficiant des trois premiers paragraphes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 (N° 490, année 1928). Vote de la question préalable [30 mars], p. 536.

TRAVAILLEURS NON ASSURÉS SOCIAUX. — Voir ALLOCATION.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS (Protection des). — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

TREILLES (Aude). — Voir CAVES.

TRESOR (Emissions du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des émissions du Trésor. Renvoi à la Commission des finances, N° 26 [26 janvier], p. 46. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 44. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Lémery, Japy, François de Wendel, Germain-Martin, *Ministre des finances*; François-Saint-Maur, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et P.-E. Flandin, *Président du Conseil*. Adoption, au scrutin, de

l'article unique du projet de loi [29 janvier], p. 51. — Promulgation: Loi du 31 janvier 1935 (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1282).

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PONTIVY. — Proposition de loi tendant au rétablissement du tribunal de première instance de Pontivy (Morbihan) (N° 786, année 1928). Voir Table de 1928, p. 623. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

TRIBUNAUX D'ARRONDISSEMENT. — Voir AUDIENCES FORAINES.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1 — **Election des membres.** — Proposition de loi de M. Albert Mahieu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 85. — M. Caillier dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 114 [21 février], p. 157. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 mars], p. 537.

2 — **Vote obligatoire.** — Proposition de loi de M. Emile Magnien et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le vote obligatoire pour les électeurs consulaires aux tribunaux de commerce (N° 883, année 1932). M. Caillier dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 113 [21 février], p. 157.

TRIBUNAUX SUPPRIMÉS DES CHEFS-LIEUX DE DÉPARTEMENT. — Proposition de loi ayant pour objet le rétablissement immédiat des tribunaux supprimés des chefs-lieux de département (N° 433, année 1929). Voir Table de 1929, p. 629. Vote de la question préalable [28 juin], p. 796.

TRICENTENAIRE DU RATTACHEMENT DES ANTILLES A LA FRANCE. — Voir COLONIES, 9.

TRICENTENAIRES DE L'ACADEMIE FRANÇAISE ET DU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE. — Voir LÉGION D'HONNEUR, 3.

TROCADERO (Transfert du musée de la marine au). — Voir RÉSOLUTIONS, 28.

TROCAS. — Voir DOUANES, 82.

TRUITES. — Voir DOUANES, 10.

TUNISIE. — Voir FONCTIONNAIRES — MARINE MARCHANDE, 2.

TUTELLE. — Voir CODE CIVIL, 8.

U

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES. — Voir CONVENTIONS, 6. — DOUANES, 19.

URBANISME (Projets régionaux). — Projet de loi tendant à la création de projets régionaux d'urbanisme (N° 359, année 1932). Voir Table de 1934, p. 98. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Morizet. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Schrameck, N° 566. — Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: amendement des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: amendement de M. Schrameck: M. Schrameck. — Adoption (devenant le 3^e alinéa). Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3: adoption. Art. 4: M. Henry Chéron. Adoption. Art. 5: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: demande

de suppression de l'alinéa; par M. Schrameck: MM. Schrameck, Henry Chéron, André Morizet, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article. Art. 6 à 20 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 798.

V

VACANCES SCOLAIRES. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 19.

VAGABONDAGE SPECIAL. — Voir **COLONIES**, 3.

VALMY. — Voir **VENDANGES**.

VEGETAUX (Protection des). — Voir **CONVENTIONS**, 9.

VENDANGES ET DES RECOLTES D'AUTOMNE (Fête des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues, tendant à célébrer toutes les années à la date du 20 septembre, date déclarée fériée, de Valmy, la fête des vendanges et des récoltes d'automne. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 366 [28 mars], p. 505.

VENTES DITES « A PRIX UNIQUE ». — Proposition de loi de M. Lesaché tendant à protéger les consommateurs contre les abus des ventes dites « à prix unique ». Voir Table de 1934, p. 98. — Le Sénat décide de prendre cette proposition de loi comme contre-projet à la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la transformation des magasins dits « à prix unique » [31 janvier], p. 79.

Voir **MAGASINS**.

VENTES DE MARCHANDISES DANS LES HOTELS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chapsal et de plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les ventes de marchandises neuves ou d'occasion dans les hôtels, cafés, restaurants. Renvoi à la Commission du commerce, N° 352 [27 mars], p. 448.

VERIFICATION DE POUVOIRS. — Voir **ELECTIONS**.

VERRES NON DENOMMES. — Voir **DOUANES**, 65.

VETEMENTS CONFECTIIONNES EN SOIE. — Voir **DOUANES**, 16.

VETERINAIRES DEPARTEMENTAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 décembre 1926 relatif à la suppression prononcée d'emplois de vétérinaires départementaux. Voir Table de 1927, p. 632. Retrait du projet de loi N° 25 [26 janvier], p. 45.

VIANDE (Assainissement du marché). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 317. — M. Beaumont dépose le rapport N° 327 [26 mars], p. 387, 388. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances N° 348 [27 mars], p. 449. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Beaumont. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discus-

sion générale: M. Beaumont, *Rapporteur*. Suite de la discussion générale: MM. Mando, Henry Chéron, Joseph Faure, Victor Boret. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2: Amendement de MM. Coucoureux et A. de La Grange. Retrait. Adoption de l'article. Art. 3: MM. de Monti de Rézé, Beaumont, *Rapporteur*; Victor Boret, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; James Hennessy, Chassaing. Adoption. Art. 4: Amendement de MM. Coucoureux et A. de La Grange. Retrait. Art. 5 à 7: adoption. Art. 8: Amendement de M. Henry Chéron: M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 9 et 10: adoption. Art. 11: Amendement de M. Raymond Martin: MM. Raymond Martin, Beaumont, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Beaumont, *Rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'article 12. Art. 13: Amendement de M. Henry Chéron. Adoption (se substituant à l'article). Article nouveau 13 bis, proposé par M. Henry Chéron. Adoption. Article nouveau 13 ter, proposé par M. Henry Chéron: MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Henry Chéron. Retrait. Art. 14: Amendement de M. Louis Linyer. Non soutenu. Adoption de l'article. Art. 15: 1^{er} alinéa: Amendements: 1° de M. Georges Faugère; 2° de M. Victor Boret: MM. Georges Faugère, Victor Boret, P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Babaud-Lacroze. Rejet de l'amendement de M. Georges Faugère. Retrait de l'amendement de M. Victor Boret. Adoption de l'alinéa. Adoption du 2^e alinéa et de l'ensemble de l'article. Adoption de l'article 16. Art. 17: Amendement de M. Chauveau: MM. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Eugène Milliès-Lacroix, Chauveau. Adoption (se substituant à l'article). Art. 18: Amendement de M. Chauveau. Adoption (se substituant à l'article). Art. 19: M. Edouard Néron, *Rapporteur pour avis de la Commission des douanes*. Adoption. Adoption de l'article 20. Art. 21: Amendement de M. Beaumont et plusieurs de ses collègues. Retrait. Observations de M. Chassaing. Adoption de l'article. Art. 22 à 26 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 485, 489. — Promulgation: Loi du 16 avril 1935 (*J. O.* du 21 avril, p. 4442).

Voir **DOUANES**, 64. — **RÉSOLUTIONS**, 11, 13.

VICTIMES DU TRAVAIL. — Voir **ACCIDENTS DU TRAVAIL**.

VIENNE (Haute-). — **Aide aux populations agricoles sinistrées.** — Voir **RÉSOLUTIONS**, 48.

VINS.

1 — **Assainissement du marché des vins.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Borgeot et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché des vins. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 162 [28 février], p. 211. — M. Cencelme dépose le rapport N° 193 [5 mars], p. 231. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances N° 347 [27 mars], p. 449. — 1^{re} délibération. Discussion générale: M. Cencelme, *Rapporteur*; Borgeot. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [28 mars], p. 507.

2 — **Organisation de la production viticole.** — Proposition de loi tendant à organiser la production viticole en proportion des possibilités de consommation. Voir Table de 1934, p. 99. Vote de la question préalable [5 mars], p. 247.

3 — **Vins en bouteilles.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles, N° 445 (voir années 1931 et 1932). M. Gadaud dépose le rapport supplémentaire N° 356 [28 mars], p. 458. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Gadaud, *Rapporteur*; Jean Durand. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [17 décembre], p. 891.

4 — **Coopératives viticoles. — Vente de vins de cépages proscrits.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelletier, relative à la situation des coopératives viticoles spécialisées dans la protection et la vente de vins provenant des cépages proscrits par le décret du 24 janvier 1935, en application de la loi du 24 décembre 1934. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 370 [28 mars], p. 505.

5 — **Mistelles et vins doux.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à favoriser la production des mistelles et des vins doux naturels. Voir Table 1924, p. 466, et année 1932. Transmission d'une proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à favoriser la production des mistelles et des vins doux naturels. Renvoi à la Commission des finances, N° 676. (Urgence déclarée) [31 décembre], p. 1103.

Voir **APPELLATIONS D'ORIGINE**, 1 à 3. — **COLONIES**, 6. — **INTERPELLATIONS**, 4, 11. — **RÉSOLUTIONS**, 16, 26, 28.

VITICULTURE (Statut de la). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Reboul tendant à fixer le statut de la viticulture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 313 [22 mars], p. 382.

VOIE NAVIGABLE. — Voir **COORDINATION DU RAIL**. — **INTERPELLATIONS**, 7.

VOIES D'EAU NAVIGABLES (Rivière de Chée). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rayer de la nomenclature des voies d'eau navigables ou flottables la rivière de Chée, depuis son entrée dans le département de la Marne jusqu'à son confluent avec la Saulx, la partie du canal dérivé de l'Ornain comprise dans le département de la Marne, le canal de Planche-Coulon entre la Chée et l'Ornain. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 481 [20 juin], p. 653.

VOIES FERREES. — Voir **CHEMINS DE FER**, 1, 2. — **CONVENTIONS**, 17.

VOIES ET MOYENS. — Evaluation des voies et moyens (art. 37) (Loi de finances du 31 décembre 1935, *J. O.* du 1^{er} janvier 1936, p. 6).

VOTE (Secret du). — Voir **OPÉRATIONS ELECTORALES**.

VOYAGEURS ET REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Voir **CARTES D'IDENTITÉ**.

Y

YSSINGEAUX (Haute-Loire) (Populations sinistrées). — Voir **RÉSOLUTIONS**, 59.